

UNIVERSITE DE YAOUNDE I

CENTRE DE RECHERCHE ET
FORMATION DOCTORALE EN SCIENCES
HUMAINES SOCIALES ET EDUCATIVES

UNITE DE RECHERCHE ET DE
FORMATION DOCTORALE EN SCIENCES
HUMAINES ET SOCIALES

DEPARTEMENT DE SOCIOLOGIE



UNIVERSITY OF YAOUNDE I

POST GRADUATE SCHOOL FOR
SOCIAL AND EDUCATIONAL
SCIENCES

DOCTORAL RESEARCH UNIT
FOR THE SOCIAL SCIENCES

DEPARTEMENT OF SOCIOLOGY

IMMIGRATION AGRICOLE INTERNE ET DÉVELOPPEMENT LOCAL : CAS DE LA COMMUNE DE MFOU (CENTRE-CAMEROUN)

Mémoire présenté en vue de l'obtention du diplôme de Master Recherche à
Vocation Professionnelle en Sociologie

Soutenu le 05 Septembre 2023

Option : Population et développement

Spécialité : Développement rural

Par

Georgette Miriane BEKADA NGONO

Licence en Sociologie

Membres du jury

Président : Samuel-Béni ELLA ELLA (MC)

Rapporteur : Jeannette LEUMAKO NONGNI (CC)

Membre : Elias Perrier NGUEULIEU (CC)



Septembre 2023

SOMMAIRE

DEDICACES	i
REMERCIEMENTS	iii
SOMMAIRE	i
LISTE DES ABREVIATIONS ET SIGLES	iv
LISTE DES FIGURES	vi
LISTE DES TABLEAUX	vii
LISTE DES PHOTOS	viii
RESUME.....	ix
ABSTRACT	x
INTRODUCTION GENERALE.....	1
PREMIERE PARTIE : IMMIGRATION AGRICOLE INTERNE : ITINERAIRES	
MIGRATOIRES ET FONDEMENTS SOCIO-ECONOMIQUES	31
CHAPITRE 1 : CARACTERISTIQUES SOCIO-DEMOGRAPHIQUES ET	
ECONOMIQUES DE MFOU ET ITINERAIRES MIGRATOIRES	33
CHAPITRE 2 : FONDEMENTS SOCIAUX ET ECONOMIQUES DE L'IMMIGRATION	
AGRICOLE INTERNE À MFOU	54
DEUXIEME PARTIE : DYNAMIQUE DES RAPPORTS SOCIOCULTURELS ET	
CONTRIBUTION DES IMMIGRES AGRICOLES AU DEVELOPPEMENT LOCAL.....	76
CHAPITRE 3 : DYNAMIQUE DES RAPPORTS ENTRE LES IMMIGRES AGRICOLES	
INTERNES ET LES POPULATIONS AUTOCHTONES.....	78
CHAPITRE 4 : CONTRIBUTION DE L'IMMIGRATION AGRICOLE INTERNE DANS	
LE PROCESSUS DE DEVELOPPEMENT SOCIO-ECONOMIQUE LOCAL	98
CONCLUSION GENERALE	127
BIBLIOGRAPHIE	134
ANNEXES	a
TABLE DES MATIERES	144

À

ma grand-mère Marguerite NGATANGA et à mon père Georges BEKADA ATEBA.

REMERCIEMENTS

La rédaction de ce mémoire n'a été possible que du fait de l'encouragement et du soutien de plusieurs personnes, à qui nous nous devons d'exprimer notre profonde reconnaissance.

A cet effet, nous ne saurions commencer sans vouer notre gratitude à l'endroit de notre directeur de mémoire, Docteure Jeannette Leumako Nongni, qui a accepté de nous guider dans cette quête scientifique. Ses orientations, conseils, remarques et critiques constructives ont significativement contribué à améliorer ce travail.

Nos remerciements vont également à l'endroit de notre Chef de département le Pr. Armand Leka Essomba, ainsi qu'aux enseignants dudit département qui ont considérablement et durablement contribué à la formation académique dont nous sommes bénéficiaires aujourd'hui.

Nous exprimons notre gratitude à l'endroit du Docteur Elias Perrier Ngueulieu qui n'a cessé de nous encourager et de créer en nous un certain engouement et dynamisme au travail. Cher Docteur, pour votre rigueur scientifique, vos conseils et surtout votre soutien moral, nous ne vous remercierons jamais assez.

A tous ces informateurs (les populations autochtones et migrantes de Mfou) qui se sont prêtés à l'exercice en acceptant de nous accorder de leur temps pour des échanges malgré leurs occupations qu'ils reçoivent ici toute notre reconnaissance. A l'endroit des centres de recherches et bibliothèques (FALSH, IFORD) qui nous ont accueillie volontiers dans leurs locaux ; qu'ils trouvent en ce travail notre gratitude.

Pour leur pérenne assistance, encouragement, appui financier, matériel et moral, que Vanessa Ateba, Rodrigue Zongo, Aimery Jacques, Barnabé Ateba, Léonnie Edzimbi, la dynastie Ngatanga, trouvent ici un remerciement particulier. Que toute notre famille reçoive ici, l'expression de notre profonde gratitude.

Que nos amis, Elisabeth Hadjidja, Miel Ngatcha, Huguette Bilouga, Yvana Bomo, Jean-Noël Tamba, Sylvane Bella, Dr Patrick Essigue, Junior Fouda, Ali Moussa, Innocent Mimboé, trouvent ici le fruit de leurs encouragements, soutiens financiers et moraux depuis le début de cette recherche.

À tous les membres de la plate-forme « ensemble nous soutiendrons », référence est faite ici à : Perisser Mbango, Dext Meka, François Ndaou, Jordan Meli, Sorelle Mbeutcha, Raïssa Djiomo, Tobie Mbanga, mais également à Cédrine Ebwele, Désiré Nsangou, Berline Signing, qui n'ont trouvé aucun inconvénient pour mettre à notre disposition toutes les ressources nécessaires, qu'ils en soient humblement gratifiés.

LISTE DES ABREVIATIONS, SIGLES, ACRONYMES

A	:	Autochtone
CA	:	Conseil d'administration
ACD	:	Agent communal de développement
ACEFA	:	Amélioration de la compétitivité des exploitations familiales agropastorales
ACF	:	Agent communal financier
AFOP	:	<i>Association of farmworkers opportunity programs</i>
AGR	:	Activités génératrice de revenus
BH	:	Boko haram
BUCREP	:	Bureau central des recensements et des études de population
CIRAD	:	Coopération intercommunale en recherche agronomique pour le développement
CLAT	:	Centre local d'appui technique
CRATAD	:	Centre rural d'appui technique à l'auto-développement
DCUEC	:	Délégation de la commission de l'union Européenne au Cameroun
DSCE	:	Document de stratégie pour la croissance et l'emploi
DSRP	:	Document de stratégie de réduction de la pauvreté
ECAM	:	Enquête camerounaise auprès des ménages
FAO	:	<i>Food and agriculture organization</i>
FEICOM	:	Fonds d'équipements intercommunal
FIPCAM	:	Fabrique Camerounaise de Parquet
GIC	:	Groupe d'initiative Commune
GIEC	:	Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat
I	:	Immigré
IRAD	:	Institut de recherche agronomique pour le développement
INS	:	Institut national de la statistique
OIM	:	Organisation internationale pour les migrations
OMD	:	L'Objectif du millénaire pour le développement
OMS	:	Organisation mondiale de la santé
PAM	:	Programme alimentaire mondial
PCD	:	Plan communal de développement

PD	:	Personnes déplacées
PFNL	:	Produits forestiers non ligneux
PNDP	:	Programme national pour le développement participatif
PNUD	:	Programme des nations-unies pour le développement
PNUE	:	Programme des nations-unies pour l'environnement
PIB	:	Produit intérieur brut
RGPH	:	Recensement général de la population et de l'habitat
RS	:	Représentation sociale
UNESCO	:	<i>United nations educational, scientific and cultural organization.</i>
UNICEF	:	<i>United nations international children's emergency funds</i>

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Carte de localisation administrative de la Commune de Mfou.....	27
Figure 2 : Diagramme du calendrier des saisons ;	34
Figure 3 : Type de migration au Cameroun en 2005	43
Figure 4 : Type de migration de la région du Centre en 2005	52

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Liste des groupements ; villages et/ou quartiers de Mfou.	36
Tableau 2 : Dynamique de la migration interne de 1987-2005.....	43
Tableau 3 : Indices d'attraction, de rétention et d'efficacité des départements du Centre	45
Tableau 4 : Répartition en pourcentage de la population migrante par grands groupes d'âges et sexes	64
Tableau 5 : Liste des cultures pratiquées dans la Commune	111

LISTE DES PHOTOS

Photo 1 : champ de tomate cultivé sur un hectare par une famille immigrée Bamoum.....	104
Photo 2 : un champ parsemé de Maïs.	105
Photo 3 : Boucherie d'un immigré du Nord : une activité galopante dans le marché de Mfou.	107
Photo 4 : image d'un étang de poisson mis sur pieds par un immigré dans le quartier Nkondom-Mfou.....	108
Photo 5 : poisson Silure à l'état frais.....	108
Photo 6 : Quincaillerie et Fabrique de parpaings : activités économiques des immigrés de la commune de Mfou	113
Photo 7 : Centre de santé les rois mages construit par un immigré de l'Ouest.....	116

RESUME

La présente recherche est l'aboutissement d'un constat de départ entre les flux immigratoires internes et les nouvelles initiatives migrantes agropastorales en matière de développement local. En effet, la question immigratoire n'est pas toujours perçue dans sa globalité, en ce sens qu'elle met plus l'accent sur les immigrations internationales, en omettant ainsi l'aspect de l'immigration interne. Les raisons pouvant expliquer une telle réalité sont multiples : économique et social (l'espoir d'un bien-être). Cependant, l'accueil de ces immigrés, considérés souvent comme des envahisseurs (du point de vue des autochtones), cache une autre réalité, qui est l'impulsion du développement dans leur zone d'accueil. C'est le cas notamment des immigrés agricoles internes installés dans la Commune de Mfou. Ceux-ci impactent considérablement sur le développement socio-économique de cette localité. Toutefois, les migrations agricoles internes mettent aussi en lumière des inégalités socio-économiques grandissantes, conduisant à des dynamiques variées à l'échelle locale. Ce qui a fait naître de nombreux conflits entre les immigrants agricoles internes et les populations autochtones, du fait notamment de la double vente des terrains dans la localité de Mfou. De ce problème et de la problématique construite, nous avons dégagé la question centrale suivante : En quoi l'immigration agricole interne dans la Commune de Mfou influence-t-elle son niveau de développement local ? De cette question découle l'hypothèse centrale suivante : l'immigration agricole interne à la Commune de Mfou influence son niveau de développement économique et social local, au travers des transformations et des innovations observées.

La vérification des hypothèses a nécessité la mobilisation de trois grilles théoriques et des techniques qualitatives de collecte et d'analyse des données. En ce qui concerne les grilles théoriques, la théorie des représentations sociales d'Emile Durkheim, la théorie du changement social de William Ogburn et le constructivisme structuraliste de Pierre Bourdieu ont été mobilisées. Sur le plan pratique, l'option a été portée sur l'approche qualitative. Les données ont été, dès lors, collectées auprès de 48 individus, sélectionnés par le biais d'échantillonnage par « choix raisonné », au travers des entretiens, de l'observation directe et du récit de vie. Ces données ont été analysées à partir de la méthode de l'analyse de contenu. Après ces analyses, les hypothèses ont été entièrement confirmées. Les résultats de l'étude révèlent que l'immigration agricole interne, dans le contexte actuel marqué par l'initiative locale et les œuvres socioéconomiques importantes des nouveaux arrivants, participe davantage au développement local de la zone d'accueil. Les principaux indicateurs de ce résultat sont les types et lieux d'activités dans lesquels ces derniers (immigrés) s'investissent et les rapports sociaux qu'ils entretiennent avec la population locale.

Mots clés : immigration agricole, immigration interne, développement local, Commune de Mfou.

ABSTRACT

This research is the culmination of a previous observation between the internal immigratory flow and the new agropastoral migrant initiatives in terms of local development. Actually, the immigratory question is not always seen in its entirety in a way that, it emphasises more international immigration, omitting the internal immigration aspect. The reasons explaining a such reality are countless. As reason we can have the economical and social reasons (the hope of a better leaving). Yet, the welcoming of those immigrants that are sometimes considered as invaders by autochthones, hides another reality which is the impulsion of the development in their reception zone. It is the case of the agricultural immigrants in Mfou Council. These have a considerable impact on the socio-economic development of this locality. However, internal agricultural immigration highlights the increasing socio-economical inequalities, which leads to different dynamics at the local level. All this has given birth to multiples conflicts amongst internal agricultural immigrants and the autochthones, caused by the phenomes of double selling of the same land at the locality of Mfou. From this problem and the problematic constructed from it, we have raised the following main question: in which ways the internal agricultural immigration influences the local development of the Mfou Council? From this question immerge the following main hypothesis: the internal agricultural immigration influences the economic development in the Council OF Mfou by transformations and innovations observed.

The verification of those hypothesises has needed the mobilisation of three theoretical grids and qualitative technics of data collection and analysing. Talking about the theoretical grids, *the social representation theory* of **Emile Durkheim**, *the social change theory* of **William Ogburn** and the *structuralist constructivism* of **Pierre Bourdieu**, have been used. On the practical plan, we have chosen the qualitative approach. The data have been collected on forty-eight (48) individuals selected by the sampling technics of “reasoned choice” all this by interviews, direct observation and life story. These data were analysed using the contained method. After those analyses, the hypothesises were entirely confirmed. The results of the research reveal that, internal agricultural immigration in the now context appealed by local initiatives and important socio-economical work of new comers, participates more to the local development of the reception zone. The main indicators of those results are the types and location of the activities in which those immigrants invest themselves, and the social relationship that they have with the local population.

KEY WORDS: agricultural immigration, internal immigration, local development, Mfou council.

INTRODUCTION

I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Terre d'accueil, le Cameroun se veut un pays où les flux migratoires à l'intérieur du pays (entre régions et/ou départements) se sont véritablement accrus. Se référant à la troisième enquête camerounaise auprès des ménages, il apparaît que 27% de ceux-ci ont connu entre 2001 et 2007 le départ d'au moins un de leur membres (ECAM, 2007). A l'évidence, le choix d'un sujet de recherche est significativement influencé par les expériences vécues, le milieu social dans lequel le sociologue a été socialisé, les rencontres qu'il a pu faire. En effet, l'intérêt porté sur le thème « *immigration agricole interne et développement local : cas de la Commune de Mfou Centre-Cameroun* », n'est pas un choix anodin. Il découle de deux principales sources d'inspiration à savoir : scientifique ou académique et personnelle.

En ce qui concerne l'inspiration scientifique, l'on a pu observer que depuis le début des années 2000 les migrations font l'objet d'une attention particulière des acteurs du développement tant dans leur caractère national que local (PNUD, 2009). Elles mettent en lumière des inégalités socio-économiques et démographiques grandissantes à l'échelle locale (Dogmo, 1979). En ce sens, les raisons qui fondent ces mobilités à l'échelle interne sont dynamiques et variées. De telles mobilités en interne contribuent à la redistribution spatiale de la population sur le territoire traduisant une stratégie sur fond de rationalité économique ayant pour objectif la recherche perpétuelle de conditions amélioratives pour leur existence (Meliki, 2021). Ce type de mobilité se remarque au travers de certains indicateurs statistiques établis au Cameroun. A titre illustratif, la migration concerne 35% de la population totale sur l'ensemble du territoire national. Ainsi, l'enquête menée auprès des ménages estime quant à elle cette proportion à 27% (INS, 2005 : 1). Le travail et la recherche d'emplois représentent respectivement 7,3% et 10,2% des motifs de la migration (BUCREP, 2005 : 160). Toutefois, les bénéfices des migrations internes ne sauraient être épuisés par la seule perspective economiciste. Ce prisme qui dispose que la mobilité a essentiellement comme retombées un ensemble de bénéfices exprimés en numéraires, compris ici en argent, en travail de qualité, ne permet pas de cerner ce qui se passe dans l'immigration agricole interne qui interpelle cet itinéraire réflexif. Dès lors, la connaissance des phénomènes migratoires agricoles internes, et des règles qui les régissent revêt une importance considérable pour la planification du développement économique et social d'une localité particulière (Frenay, 1985).

En ce qui concerne les motivations sociales ou personnelles, les mouvements migratoires agricoles internes en particuliers reflètent le niveau d'attraction ou de répulsion d'une région

ou d'une localité selon qu'elle offre ou non les opportunités de terres et les conditions permettant de mieux cultiver. Bien que la nécessité de migrer soit toujours multifactorielle et inscrite dans un contexte spécifique, l'immigration agricole interne quant-à-elle, fait partie d'un processus plus large de développement et de transformation structurelle. Elle souligne ainsi des déplacements de personnes d'une région à une autre, dans le but de pratiquer des activités agropastorales. Cette nécessité est rarement un choix et correspond à un réel besoin (pauvreté, famine, guerre). Ainsi, la question migratoire devient toutefois complexe et soulève un réel débat entre les migrants agricoles venus d'ailleurs pour s'installer à Mfou et leurs différentes contributions au développement de la localité d'accueil.

Devenue un pôle d'attraction, l'immigration agricole interne dans cette localité met en vitrine une rivalité communautaire entre autochtones et allogènes. A ce titre, on y observe des phénomènes corrélés (disputes de parcelles, accaparement des produits agricoles et la double vente des terrains), qui sont sources de conflits. Chaque groupe (migrant et non migrant) s'inscrit dans une logique de constitution et de reconstitution d'un patrimoine foncier réservé, qu'une certaine littérature conceptualise comme « micro-domaine national » et dont la trame vise à sécuriser ses lendemains. Dans les faits, la logique cosmopolite d'ensemble qui règne dans la commune montre que des regroupements et réseaux sociaux affinitaires se constituent avec pour fonction l'intégration, la sécurité sociale et le développement local.

Aussi, des étrangers possèdent des domaines fonciers parfois acquis à travers un processus non conforme et complexe. A leur arrivée, certains procèdent d'abord par location, puis ambitionnent de s'appropriier les parcelles dont la vastitude impose parfois des renégociations de certaines portions avec les autochtones malhonnêtes. Ces compétitions foncières corroborent l'idée selon laquelle la terre, considérée comme une richesse, est un outil impératif pour un avenir meilleur tant pour les populations locales que celles dites allogènes.

II. PROBLEME

Se procurer un terrain fait partie des projets de bien d'individus au quotidien. Toutefois, cette ambition est sujette à de nombreuses contorsions ou distorsions. L'opportunisme des uns et la cupidité des autres trouvent un terrain favorable dans ce tourbillon de « terrain en vente », lui-même servant de catalyseur à l'insécurité foncière, nuisant ainsi à la jouissance paisible des acquéreurs. En effet, le support des activités agricoles, à savoir la terre, dans une perspective stratégique des acteurs qui désirent en faire une propriété, est source de tensions, de conflits et peut constituer un sacré parcours du combattant. Depuis que la terre est devenue un objet

marchant, les ventes frauduleuses de terrains sont monnaies courantes, surtout en zone péri-urbaines et des banlieues ; au point où l'achat de terrain est une aventure risquée. Or, dans le circuit officiel d'acquisition en matière domaniale, des efforts ont été consentis pour une plus grande lisibilité d'acquisition en matière de propriété foncière. C'est ainsi que la localité de Mfou, région du Centre, concentre l'ensemble des délégations départementales du domaine et des affaires foncières ayant en charge la régulation et l'acquisition des terres. L'on note, à cet effet, des mesures juridiques dissuasives, telles que : l'interdiction formelle de toute vente de terrain non préalablement immatriculé sous peine de poursuites devant les juridictions pénales ; l'existence du contrat de vente qui lie les deux parties (vendeur et acheteur), l'accord de principe, dans lequel le vendeur est tenu de transférer la propriété du bien à l'acheteur, moyennant une somme convenue. On comprend dès lors que toutes ces mesures permettent aux deux parties prenantes de se retrouver devant une situation qui mènera à une vente irrégulière de terrain.

Cependant, on constate qu'une parcelle de terrain est parfois vendue à plusieurs acquéreurs et ce au gré des besoins financiers des propriétaires. La Commune de Mfou étant connue comme une zone où l'agriculture est l'une des activités principales, elle devient une localité conflictogène opposant les migrants agricoles et les autochtones qui revendiquent chacun le droit de propriété sur les mêmes ressources foncières. Ceci étant, la présente recherche part du problème de l'intensification des conflits entre les migrants agricoles internes et les populations autochtones, du fait notamment de la double vente des terrains dans la localité de Mfou. Il est question d'analyser la contribution des immigrants agricoles au développement local, en partant des obstacles et des atouts à leur valorisation.

III. PROBLEMATIQUE

Quivy et Van Campenhoudt, (1998 : 79) écrivent :

La problématique est l'approche ou la perspective théorique qu'on décide d'adopter pour traiter le problème posé à la question de départ. Elle est l'angle sous lequel les phénomènes vont être étudiés, la manière dont on va les interroger. [...] Elle se réalise dans la continuité de l'exploration.

La problématique permet ainsi au chercheur de savoir ce qui a déjà été dit sur la question, de démontrer la démarcation de son travail par rapport aux autres et d'en montrer par là sa pertinence.

Cette étape peut se faire suivant une approche disciplinaire, chronologique ou alors une approche thématique, qui est celle retenue pour la réalisation de ce travail. Cette dernière appelle à l'interdisciplinarité qui permet une meilleure appréhension du sujet étudié dans sa globalité. En ce sens, trois (03) principales thématiques ont été abordées : les dynamiques migratoires agricoles internes en rapport avec le développement local ; les facteurs migratoires et ; les migrations agricoles internationales en lien avec le développement durable.

III.1. Dynamiques migratoires agricoles internes et développement local

Ela (1982) développe sa pensée dans « une réflexion plus théorique », autour de deux axes : « *le développement de l'Afrique noire peut éviter de passer par le développement du capitalisme* » et « *le développement de l'Afrique noire peut et doit se faire à partir des structures villageoises* ». Ces structures constituant, pour l'auteur, un atout décisif dont on n'a pas su jusqu'à présent tirer parti. Dès lors, l'auteur soutient que les paysans doivent être impliqués dans le processus de développement de leur propre société. De plus, les besoins qu'ils soulèvent doivent être pris en compte par les politiques mises en œuvre. Ainsi, l'auteur nous fait comprendre que non seulement l'agriculture peut être considérée comme facteur du décollage des sociétés paysannes, mais aussi, l'Afrique noire est fondée sur les espaces ruraux qui regorgent d'importantes sources de richesses économiques et culturelles. De ce fait, l'on devrait adopter un regard novateur sur le rural qui se veut être un pilier indispensable de développement.

Abdel et Courlet (1996) proposent une nouvelle vision du développement local au travers d'une redécouverte de l'économie du développement influencée par des forces tant internes qu'externes. Les auteurs présentent de nouvelles orientations qui « *libèrent l'économie du développement* ». Il reviendra donc à l'Etat qui, déjà désengagé dans la réalisation des projets locaux de se recentrer afin de comprendre les logiques territoriales tout en prenant en compte une approche intégrée et participative des populations locales capables de prendre leur propre destin en main. Cependant, à l'instar des dynamiques de développement local en présence en Europe et aux mutations de la mondialisation, on retrouve en Afrique subsaharienne, la valorisation des ressources naturelles, des traditions et de leurs savoirs propres aux pratiques locales. Pour les auteurs, il s'agit de réorganiser les relations administratives entre les centres et les périphéries régionales ou zones locales. Ce qui fait appel à une gouvernance à la fois méso et micro-économique.

Marfaing (2010) aborde les stratégies que les migrants tentent de mettre en place en vue d'un développement local, social, et économique dans l'espace Sahara-Sahel. Dans cette étude, l'auteur souligne l'aspect selon lequel dans la région migratoire Afrique de l'Ouest – Afrique du Nord, près de 7,5 millions de personnes vivraient dans un pays où ils ne sont pas nés. Ceci dû au fait que seule une infime minorité des migrants de cet espace avaient pour objectif l'Europe. Cette mobilité subsaharienne dans l'espace Ouest-africain serait facilitée par un ensemble de liens qui sont d'ordre historique, culturel, commercial et religieux. Mais plus par la complémentarité des activités qui y sont exercées tout au long de l'année et en fonction des saisons, ce qui favorise le cumul des activités commerciales et agricoles ou encore halieutiques. Ainsi, les migrants s'adonnent à une multitude d'activités notamment la pêche, l'agriculture, complétées par des activités de commerce ou dans la manutention, leurs permettant d'envoyer des sommes conséquentes d'argent à leurs familles, dans le but de relever leur niveau de vie. L'on retient avec l'auteur que pour développer leur lieu d'origine et favoriser leur ascension sociale, les migrants mobilisent des ressources financières et font preuve de capacités intellectuelles innovantes. Ceci en ce sens qu'ils constituent de plus en plus un régulateur économique flagrant.

Lascaux (2019) s'intéresse à la recomposition du système agricole méditerranéen au prisme des migrations des cultivateurs marocains. Cette étude illustre de manière significative les mutations que connaît l'espace productif français du Comtat dans le département des Bouches-du-Rhône. Mutations qui sont visibles par l'embellissement du paysage agraire, grâce à la création d'exploitations agricoles par des anciens ouvriers saisonniers marocains et l'introduction de nouvelles pratiques souples, créatives et originales qui en font des acteurs concurrentiels, capables de s'insérer et de revaloriser les espaces ruraux. Ce qui se traduit par le vieillissement de la population agricole, lié au délaissement des espaces ruraux de la région du Comtat par les jeunes générations pour des espaces urbains jugés plus attractifs et dynamiques. Cette restructuration de cultures témoigne d'une mutation des acteurs des systèmes productifs agricoles restants, puisqu'on passe d'une activité fondée sur l'arboriculture à une mise en culture maraichère. Il apparaît donc de cette étude que le recours à des travailleurs issus de l'immigration est la solution la plus courante à laquelle font appel massivement des exploitants constamment en crise de main d'œuvre locale.

Avena (2019) analyse les migrations et le développement agricole et rural en Afrique subsaharienne. Dans un rapport, l'auteur révèle que les déplacements d'une zone rurale à une autre constituent un élément clé des dynamiques migratoires africaines. Pour elle, le phénomène

migratoire entre zones rurales est multiforme. Allant du choix rationnel motivé par les opportunités économiques, ou bien forcées par des chocs externes qui contraignent les populations locales à se mettre en mouvement. Il ressort de cette analyse que contrairement aux idées reçues, les migrations, qu'elles soient aux niveaux national, régional ou international sont nombreuses et bien plus importantes entre pays d'Afrique que le sont les départs vers l'Europe. A ce titre, le départ d'une partie de la population peut contribuer au développement local, bien que la faible résilience des territoires favorise les effets négatifs des dites migrations.

Somme toute, la première thématique qui porte sur les dynamiques migratoires agricoles internes en rapport avec le développement local s'est proposé de ressortir la relation existante entre les mouvements migratoires et le développement local proprement dit. A travers cette thématique, une vision ressort, celle des changements que créent les mouvements migratoires dans le processus de développement économique local dans certaines zones d'accueils. Ainsi, il ressort que les mouvements migratoires participent d'une certaine manière au développement local des pays ou régions d'accueils.

III.2. Diversité des facteurs migratoires

Guingnido (1992) démontre dans une étude sur les migrations au Bénin que les facteurs économiques jouent un rôle important dans la décision des individus à migrer : ainsi, la migration serait une réponse des populations aux déséquilibres des niveaux de développement économiques entre régions d'un même pays. Raison pour laquelle ces derniers tentent de trouver des moyens propices ailleurs pour essayer de développer leurs activités de travail et parfois agropastorales, quand on sait que l'agriculture serait la première activité économique ensuite viendra d'autres activités du secteur informel telles que la pêche, l'élevage, le commerce etc. pour un développement économique quelconque, il serait ainsi judicieux de rafistoler dans une zone d'accueil quand la zone d'origine ne se montre plus disponible en ressources financières et même humaines.

Diarra (2002) en essayant d'établir le lien entre la migration et la pauvreté au Mali pour le cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP), a pu constater en analysant les données que les régions où la profondeur de la pauvreté est faible (Kidal, Gao) ont un faible taux de migration interne de travail. Par contre, les régions dans lesquelles la profondeur de la pauvreté est importante comme Tombouctou ou Ségou présentent des taux de migration interne élevés. On pourrait donc dire que la migration interne de travail et le développement économique régional présentent une corrélation positive.

Flores (2008) aborde l'histoire séculaire migratoire ayant jonché de l'Amérique latine au travers des flux migratoires en provenance d'Europe et la déportation d'une population noire destinée à devenir esclave dans les plantations après les indépendances. Fondé sur le déséquilibre de développement qui existait entre les régions du monde, l'auteure retrace l'histoire des échanges de population à l'échelle régionale. Pour elle, les inégalités de développement à nature économique à l'intérieur de la région sont la cause des flux migratoires des pays moins développés vers ceux qui présentent des taux de croissance plus élevés. Référence est faite ici à l'Argentine qui, selon l'auteure, a accueilli le plus grand nombre de migrants en provenance des pays limitrophes dont le but ultime était lié à la recherche des meilleures conditions salariales. Ainsi s'appuyant sur les données du haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés, elle démontre que le flux migratoire en provenance des pays les plus défavorisés vers ceux économiquement stable s'accroît au fil des ans. Soit 600.000 Colombiens vers les pays limitrophes en 1990, contre 700.000 en 2000. Au final, on retient avec elle que le flux migratoire qui s'observe entre divers pays latino-américains trouve sa justification première dans la quête d'un travail, mais aussi par les violences intérieures, telles celles qui s'opèrent en Colombie vers le Venezuela et l'Équateur mais bien plus l'Argentine qui constituât un pôle d'attraction pour les migrations de travail.

Watang (2010) traite de l'immigration et des mutations spatiales et agricoles à l'extrême-Nord Cameroun. L'auteur se donne pour objectif de comprendre les dynamiques existantes de cet espace longtemps qualifié de zone d'émigration. Il souligne à ce titre que les espaces restés longtemps inoccupés font l'objet de convoitises de la part des immigrants originaires du sud de la plaine du Diamaré en quête d'espace de culture de Muskuwaari (culture de sorgho à contre-saison). Analyse faite, l'observation de terrain associée à l'analyse documentaire montre que mutations agricoles, foncières et territoriales sont en relation avec les mobilités spatiales récentes observées à l'intérieur de la plaine du Diamaré. Pour l'auteur, les mutations agricoles sont considérables à l'échelle de l'exploitation, d'un terroir d'immigration à un autre. Ceci tant au niveau de l'évolution de la taille des parcelles que de la production du Muskuwaari.

Les recherches menées par Gossada (2013) mettent également l'accent sur les migrations agricoles mais cette fois-ci au Bénin. Il relève à cet effet que, malgré les divers stratégies et instrument de régulations mis en œuvre par les autorités des villes ou pays de destinations, le nombre de migrants s'est considérablement accru de par le monde, mais aussi, à l'intérieur du pays. Pour lui, dans la plupart des cas, les jeunes migrants cherchent à échapper à la faim et la pauvreté et visant un mieux-être économique et social que leur localité d'origine ne leur offre

pas, ceci se justifiant par l'insuffisance notoire des services sociaux de bases et l'absence, voir la rareté des possibilités d'épanouissement sur le lieu d'origine. Il ressort de cette étude, qu'au Bénin comme dans la plupart des pays en développement, notamment en Afrique subsaharienne, les motifs de déplacement sont interconnectés et multiples. Ils sont à la fois à caractère économique, démographique, politique, social, culturel et environnemental et s'inscrivent dans une logique de dynamique impulsée par des zones de grandes productivités agricoles et par les opportunités certaines ou supposées offertes par les villes les plus importantes.

Kolara-Kobo et al (2018) dans une étude basée sur des investigations allant de 1985 à 2019 dans les territoires d'élevage, mettent en exergue les mouvements internes des vagues de migrants Toupouri vers la plaine du Diamaré à l'extrême-Nord en quête de nouvelles friches cultivables et fertiles réservées à la transhumance. Au travers des enquêtes guidées par des observations de terrain, les entretiens et recherche documentaire, cette étude tend à analyser les facteurs des migrations rurales internes des Toupouri et leur impact sur les territoires d'élevages de la plaine. Il ressort de cette étude que le flux migratoire massif du peuple Toupouri en quête de nouvelles terres de culture génère non seulement une dynamique des espaces ruraux, mais crée aussi un dysfonctionnement des territoires pastoraux. Ceci s'expliquant par la présence des éleveurs transhumants et l'existence des blocs de pâturages dans la zone en saison des pluies qui attirent les différents groupes d'acteurs (migrants, racketteurs ou voleurs). Ce qui s'accompagne généralement des conflits sociaux et agropastoraux.

Le Cirad et la Fao (2018), dans le cadre d'un partenariat, ont réalisé une étude portant sur les migrations rurales au Sénégal. Cette étude met en lumière non seulement l'importance et la primauté des migrations internes par rapport aux mouvements vers l'Europe, les autres régions d'Afrique et du monde, mais aussi les facteurs et motivations interconnectés, complexes, donnant lieu à une diversité de flux migratoires. De cette étude, l'on retient que les migrations internes, en particulier temporaires, ont significativement augmenté depuis la fin des années 1990. Cette dynamique résulte de l'effet conjoint de la croissance démographique, du sous-emploi et d'une dégradation continue de l'environnement naturel et d'un durcissement des politiques migratoires des pays de l'OCDE limitant les mobilités internationales. Les auteurs posent ainsi les migrations internes comme issues des zones rurales et indicatrices d'un état de crise structurelle qui marque le secteur agricole tout en traduisant la faible diversification de l'économie nationale.

Gourdeau et Camille (2019) se sont interrogés sur les conditions d'hospitalité des personnes qui hébergent les exilés, mais également aux apports de l'hospitalité à travers l'examen des pratiques de solidarité mises en œuvre à l'égard de migrants en transit à Ouistreham. Dans une démarche triptyque constructive, cet article met d'abord en exergue les motivations individuelles qui structurent l'engagement des mobilités en faveur des migrants à Ouistreham. Par la suite, il s'intéresse aux règles et conditionnalités mises en place par les personnes qui hébergent à leur domicile des migrants pour afin porter l'analyse sur la contrepartie du don d'hospitalité accordée aux personnes exilés.

Darley et al (2021) ont analysé la place des migrants comme travailleurs de l'activité agricole. Dans une réflexion qui se donne pour ambition de questionner le rôle de l'agriculture comme ressource au cœur du projet migratoire des populations observées. Cet article soulève de nouveaux enjeux et appelle à une nécessaire réflexion sur la façon de qualifier et de rendre compte des formes d'agricultures investies, voire créées, par les migrants, lesquelles témoignent de la variété et de la complexité de la relation entre agriculture et migrations. Il ressort ainsi de ces écrits que l'agriculture joue une dualité de rôle car elle contribue à accueillir temporairement et, de plus en plus, à faire circuler, les travailleurs ouvriers et saisonniers ; et à l'inverse, elle sert l'installation et d'ancrage aux exploitants dans le pays d'arrivée.

Cette seconde thématique qui porte sur les facteurs migratoires se propose de mettre à nu les raisons qui favorisent les mouvements migratoires d'une zone à une autre. De là, il est clair que les migrants sont tentés de se déplacer pour des raisons soit économiques, sociales et même sécuritaires. Des déplacements motivés le plus par la recherche d'emplois, de sécurité alimentaire, d'espace cultivable et de recherche du bien-être.

III.3 Migrations agricoles internationales et développement durable

Auroi (2008) s'est intéressé à la relation entre transferts de fonds des migrants et le développement économique local et régional en Amérique latine. Il souligne l'importante croissance prise par les migrations mondiales dans un contexte de globalisation de la planète. Ainsi, l'auteur met en évidence le fait que le nombre de migrants vers les Etats-Unis et d'autres pays du continent et vers l'Europe ait doublé en l'espace de 10 ans. Pour elle, l'un des aspects les plus significatifs alliés au mouvement de la migration est celui des flux d'argent et de produits que les migrants envoient à leurs familles. Car du fait de l'augmentation de la migration, le volume des transferts de fonds des migrants d'Amérique latine a lui aussi énormément augmenté. Passant de 5,8 milliards pour atteindre les 42,4% milliards de dollars.

Il ressort de cette étude que les effets de l'accroissement des fonds influent notamment sur l'intensité de l'exploitation des terres, les modifications des plans de culture, l'achat de terrains, la disponibilité en main-d'œuvre, le travail féminin et l'émigration rurales vers les villes.

Gurria (2011) s'interroge sur l'impact des migrations internationales plus précisément sur le secteur agricole dans les dix pays partenaires du projet IPPMD. L'auteur ressort que de nombreux pays en développement s'appuient dans une large mesure sur l'agriculture, qui constitue à la base des moyens de subsistance pour beaucoup de ménages. Il examine plus particulièrement dans quelle mesure l'émigration influe sur le travail au sein des ménages, en raison du départ d'un membre actif ; dans quelle mesure les capitaux provenant des transferts de fonds et des migrations de retour sont acheminés vers le secteur agricole ou hors de ce secteur, et de quelles façons les ménages avec un immigré contribuent au secteur.

Leclerc (2012) présente l'adoption de l'agriculture. Ici, l'auteur ne soulève que les économies monétaires et marchandes qui s'étendent dans la majorité des zones locales de la planète. Ainsi, l'analyse des processus de transition dans lesquels ces sociétés sont engagées constitue un enjeu majeur. A cet effet, l'auteur décrit et analyse les changements survenus chez les pygmées Baka du Cameroun au tournant des années 1960. Le passage d'une économie de chasse et de cueillette vers une économie intégrant l'agriculture offre un cadre propice à une réflexion sur l'évolution des sociétés et le développement durable. Les dynamiques sociales sont analysées non pas comme une rupture, mais comme la poursuite d'un mouvement, la tradition constituant de l'invariant de référence sans lequel un tel changement ne serait concevable.

Bastie (2015), en Ouganda, s'intéresse à la dualité de la problématique climat et migration dans l'agriculture familiale. Cette étude laisse transparaître qu'à l'échelle globale, ce sont près de 1,7 milliards de petits paysans qui en quelques décennies, pourraient abandonner l'agriculture dû au fait que ceux-ci se précipitent vers les villes où règne souvent la misère. Référence est faite ici à la Chine où 300 millions de paysans ont quitté les campagnes et ne trouvent pas leur place dans les villes ce qui contribue à l'appauvrissement des campagnes et accrue la misère en certains endroits. Ainsi, l'auteur pense qu'il faut freiner les migrations vers les villes conséquence de la précarisation de l'activité agricole source de l'inflation des millions de réfugiés qui frappent aux portes des campagnes.

À l'occasion de la journée internationale des migrants, la FAO (2017) sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture dans un article traite de la

question migratoire en lien avec l'agriculture. Ainsi, au cours de cette journée, il a été question d'épiloguer sur les déterminants qui sous-tendent les déplacements des populations d'une zone géographique à une autre. À titre indicatif, six éléments servent de cautionnement aux migrations agricoles internationales. D'après les estimations de cette organisation, bien que le flux migratoire soit en nette progression au fil des ans, la grande majorité des migrants se déplacent à l'intérieur de leurs propres pays. Le cas du Nigeria et de l'Ouganda illustre à suffire cette tendance dont les estimations relatives à la migration interne se chiffrent à près de quatre-vingts pour cent (80%). Aussi, pour elle, la migration fait partie intégrante du processus de développement dans ce sens qu'elle joue un rôle important dans la mouvance de changement en ce sens qu'elle constitue, pour les pays de destination une force de travail et un ensemble de compétences et de connaissances différentes. On peut donc conclure avec la FAO que la décision d'émigrer doit reposer essentiellement sur l'aspiration à de nouvelles expériences.

Vandi (2018) pour sa part aborde la question de migrations agricoles en rapport avec le développement durable de Koza II dans la région du Nord-Cameroun. Cette réflexion souligne l'aspect selon lequel les migrations sont étroitement associées à la destruction de l'environnement et aux conflits entre migrants et populations locales, autour des ressources limitées dont la gestion en commun ne pourrait produire qu'une tragédie environnementale. Il ressort de cette analyse que la destruction de l'environnement et les conflits entre les acteurs est une réalité en contexte de migration du fait des facteurs directs tels (expansion de l'agriculture, l'extraction du bois de chauffe et l'expansion des infrastructures) d'une part. Et d'autre part, des facteurs structurels (démographie, économie et institution). Etat des choses qui est à l'origine de la compétition et des conflits entre les acteurs pour l'accès aux ressources naturelles et foncières.

Se fondant sur les travaux relatifs au « cosmopolitisme rural », c'est-à-dire d'une grande diversité d'origines géographiques internationales aujourd'hui recensées dans beaucoup de territoires ruraux, Woods (2018) dans son étude s'est intéressé à la question des populations migrantes et plus particulièrement sur leur répartition spatiale. On retient avec lui que la coprésence entre différentes formes migratoires est liée par un système d'organisation locale qui prône au quotidien l'entrecroisement et l'entraide entre migrants.

Pistre (2021) se fondant à des journées d'étude tenues en marge des discussions sur les dispositifs et initiatives d'installation des personnes en migration dans les campagnes, l'auteur, dans son article traite de la question des installations des personnes immigrantes en provenance

de l'étranger vers la destination de campagnes française. En se focalisant sur les dynamiques agricoles et les transformations rurales au prisme des migrations internationales, les réflexions menées dans cette étude tendent à montrer que le fonctionnement des campagnes est de plus en plus marqué par des influences globales. Plus précisément, il pense que le poids et la composition du flux migratoire repose sur l'internationalisation du secteur agricole qui semble selon lui inédite en termes démographiques. Cette analyse débouche sur le fait que la coprésence dans les campagnes oblige des interactions des populations migrantes avec les territoires d'accueil concernant les ressources territoriales plus ou moins adaptées à un type de migration en ce sens qu'elle contribue à l'évolution de ces territoires.

Toutefois, la troisième thématique qui porte sur les migrations agricoles internationales en lien avec le développement durable s'attèle à démontrer l'aspect global des migrations qui se projette dans l'avenir. Dans cette dernière thématique, il ressort que les migrations agricoles, bien que portant sur le développement local, se situent aussi dans une sphère internationale englobant plusieurs pays et conduisent sur un développement durable pour les migrants avenir.

Originalité du travail :

Au regard des travaux évoqués plus haut, force est de constater que la question de la recherche des déterminants abordés par ces différents chercheurs internationaux et nationaux, pouvant mieux expliquer la mise en scène de la migration agricole interne et du développement local demeure jusqu'ici non exhaustive. Cependant, loin de nier la pertinence de ces différents aspects qui, abordés dans un contexte social et spatial différent du nôtre, et partant du fait que tout phénomène social est appréhendé et vécu diversement d'une société à une autre, l'on a convenu d'aborder la problématique de l'immigration agricole interne et du développement local dans la Commune de Mfou. Ceci, dans l'optique de cerner les logiques susceptibles de rendre compte des mouvements dans ladite localité. D'abord, les travaux survolent sans intérêt particulier les fondements économiques. Mais, cette étude va s'intéresser aux fondements sociaux et économiques de l'immigration agricole interne

Ensuite, les travaux suscités ne démontrent pas clairement l'influence que les nouveaux arrivants exercent sur le développement local dans les zones d'accueil. De ce fait, la présente étude, dans un contexte marqué par les initiatives locales, se donne pour ambition d'aborder de manière spécifique la question de l'apport de l'immigration agricole sur le développement local dans la Commune de Mfou.

Enfin, le constat fait chez les différents chercheurs laisse voir que les migrations ont toujours été perçues au niveau international ce qui présente quelques limites. Par conséquent, l'on s'attarde sur le développement local dans cette étude quant-on-sait que le développement commence par la base. Ainsi, parler d'un développement dit durable, c'est partir des initiatives locales impulsées par les populations migrantes et autochtones dans une localité de façon à servir aux générations futures.

Afin de bien réaliser ce travail de recherche les questions suivantes ont été posées.

IV. QUESTIONS DE RECHERCHE

Ce travail s'articule autour d'une question principale et de trois (03) questions secondaires.

IV.1. Question principale :

En quoi l'immigration agricole interne à la Commune de Mfou influence-t-elle son niveau de développement local ?

IV.2. Questions secondaires :

- 2.1. Quels sont les fondements de l'immigration agricole interne dans la Commune de Mfou ?
- 2.2. Comment les dynamiques des rapports socioculturels entre les immigrés agricoles internes et les populations autochtones se construisent-elles ?
- 2.3. Quelle est la contribution de l'immigration agricole interne au développement socio-économique dans la Commune de Mfou ?

V. HYPOTHÈSES DE RECHERCHE

La résolution d'un problème de recherche se fait au travers de la formulation des questions précises aux quelles des réponses anticipées sont apportées. Pour ce faire, nous aurons une hypothèse principale et trois (03) hypothèses secondaires.

V.1. Hypothèse principale :

L'immigration agricole interne à la Commune de Mfou influence son niveau de développement socio-économique local, à travers les transformations et innovations observées.

V.2. Hypothèses secondaires :

- La recherche des terres cultivables et des zones d'achat des produits alimentaires commercialisables ainsi que les reconstitutions familiales entreprises par des camerounaises majoritairement originaires de l'Ouest, du Nord, du Sud, du Sud-Ouest et du Nord-Ouest sont au fondement de l'initiative immigratoire dans la Commune de Mfou.
- Les dynamiques des rapports socioculturels entre les immigrés agricoles internes et les populations autochtones se construisent, d'une part, à travers les représentations sociales des autochtones sur les immigrés, d'autre part, à travers des conflits multiples, notamment fonciers.
- L'immigration agricole interne contribue au développement social et économique de la Commune de Mfou, du fait de la recomposition transculturelle, de la qualité des intrants et spéculations agricoles ainsi que des infrastructures de base qu'elle entraîne.

VI. OBJECTIFS DE L'ETUDE

Les objectifs de cette recherche sont de deux types : l'objectif général, qui indique le but ou l'intention globale visée par la recherche, et les objectifs secondaires, qui insistent sur les aspects du problème étudié et les opérations à mener par le chercheur, pour atteindre l'objectif général.

VI.1. Objectif général

Analyser l'influence de l'immigration agricole interne sur le niveau de développement local dans la Commune de Mfou.

VI.2. Objectifs Secondaires

- Identifier les fondements de l'immigration agricole interne dans la Commune de Mfou
- Expliquer la construction dynamique des rapports socioculturels entre les immigrés agricoles internes et les populations autochtones.
- Déterminer les éléments de contribution de l'immigration agricole interne dans le processus de développement socio-économique local dans la Commune de Mfou.

VII- METHODOLOGIE

Cette section du travail consiste à présenter le cadre théorique qui servira à rendre compte du phénomène étudié ainsi que les techniques et outils de collecte des données qui serviront à mener à terme la présente étude.

VII. 1 Ancrage théorique

La théorie est ce qui permet d'observer des faits et de les interpréter. C'est l'ensemble de méthodes qui permettent à chacun de se repérer et de construire une vue d'ensemble sur la société étudiée.

L'immigration agricole est un phénomène social complexe, qui a été théorisé par plusieurs auteurs, à l'effet de l'expliquer et d'expliquer la manière dont elle est individuellement ou collectivement vécue et ses apports dans le processus d'un développement dit local. Dans ce travail se réclamant du paradigme constructiviste, qui renvoie à l'idée selon laquelle les réalités sociales qui apparaissent naturelles sont en fait le produit d'un apprentissage intériorisé et font de ce fait l'objet d'une construction permanente, trois théories pouvant aider à comprendre, à expliquer et à interpréter les réalités étudiées (migration agricole interne et développement local) dans la Commune de Mfou sont mobilisées,

VII. 1. 1 La théorie des représentations sociales.

Dans ses travaux sur les religions et les mythes, Emile Durkheim donne l'impulsion théorique et épistémologique sur les représentations sociales. L'auteur fait une distinction entre les « représentations collectives » par opposition aux « représentations individuelles » Durkheim (1912). Cependant, Moscovici est celui qui élabore véritablement cette théorie en 1961 à travers une étude « *princeps* » sur la psychanalyse pour laquelle la représentation a une genèse à la fois individuelle et sociale. Cette théorie postule ainsi que : les représentations sociales (RS) sont un ensemble d'opinions, d'informations, de valeurs et des croyances sur un objet particulier (l'objet de la représentation). Les RS permettent d'abord aux individus de s'approprier des données ou les informations propres au groupe auquel ils appartiennent, elles les aident à définir et à sauvegarder l'identité et la cohésion de l'individu au groupe et à garder une image positive du groupe d'appartenance. Elles permettent ensuite, aux individus d'orienter leurs comportements et leurs pratiques. Enfin, elles permettent aux individus d'expliquer et justifier leurs actions. Bref, les représentations permettent d'avoir une meilleure compréhension des individus et les groupes en analysant comment ils se représentent eux-mêmes (ego), les autres (alter) et le monde (objet). Moscovici (1984 : 132) soutient ainsi que c'est

Une manière d'interpréter le monde et de penser notre réalité quotidienne, une forme de connaissance sociale que la personne se construit plus ou moins consciemment à partir de ce qu'elle est, de ce qu'elle a été et de ce qu'elle projette et qui guide son comportement. Et corrélativement (RS est) l'activité mentale déployée par individus et les groupes pour fixer leurs positions par rapport à des situations, évènements, objets et communications qui les concernent.

Cette théorie est toujours représentation de quelque chose (l'objet) et de quelqu'un (le sujet). Cette relation objet-groupe constitue le principe autour duquel la théorie des RS s'organise. Ce qui conduit à la définition de Jodelet (1997 : 36) selon laquelle la RS

Est une forme de connaissance socialement élaborée et partagée ayant une visée pratique et concourant à la construction d'une réalité comme un ensemble social. Elle n'est pas le simple reflet de la réalité, mais fonctionne comme un système d'interprétation de la réalité qui organise les rapports entre les individus et leur environnement et oriente leurs pratiques.

Dans le cadre de ce travail, la théorie des représentations sociales a permis de ressortir et d'analyser les perceptions et représentations que se font les populations autochtones de la Commune de Mfou sur les immigrants agricoles. Il s'agissait, au travers d'un guide d'entretien de recueillir des informations susceptibles de rendre compte de la perception des populations autochtones de Mfou sur l'immigration agricole interne.

VII. 1. 2 Théorie du changement social

La notion de « changement social » est introduite en sociologie, sous la forme « social change » par William Ogburn en 1922. Le but de cette notion est de remplacer l'ancienne expression de « dynamique sociale » impliquant l'existence d'une « *statique sociale* » (Ogburn, 1922). L'enjeu est alors d'émanciper l'analyse sociologique des réflexions philosophiques relatives au « *progrès* » ou à l'« *évolution* » (Rivière, 1978).

En fait, le courant du changement social en sociologie est emprunté à la sociologie générative, elle-même héritière des canons scientifiques de l'Ecole de Francfort en Allemagne. Cette approche focalise son attention sur les facteurs, les agents et les conditions d'un changement d'une société à un moment donné de son histoire. Sans doute, elle prend également en compte les mutations et dynamiques opérées dans cette société. Deux tendances du changement social se dessinent. D'une part, les évolutionnistes considèrent le changement social en termes de devenir, ils recherchent des phases identifiant le facteur déterminant. D'autre part, l'approche fonctionnaliste privilégie les causes exogènes ou endogènes l'effet de novation et de diffusion.

A la lumière des développements de Guy Rocher, il est important de prendre aussi en compte la dimension temporelle si effectivement on veut opérationnaliser la notion de changement. Ainsi comme postulat théorique, Guy Rocher distingue quatre manifestations du changement social : il implique de nouvelles régulations ; il est identifiable dans le temps, il est durable et enfin il est collectif. Pour lui, le changement social est causé par des facteurs démographiques (la densité démographique, la densité morale, la spécialisation ...) les facteurs culturels (pratique culturelle, les croyances, l'idéologie, les normes, valeurs et usages) les facteurs économiques et politiques Rocher (1973 : 207).

Cette position se comprend davantage à travers le courant dynamiste dont Georges Balandier est l'un des développeurs. Les notions comme « changement », « mutations », ou encore « dynamique » sont des termes qui, dans le regard sociologique imposent un système de distinction entre le changement qui s'opère par la chose ou la structure elle-même c'est-à-dire des « dynamiques *du dedans* », et les changements résultants des facteurs exogènes ou ce que Balandier appelle « *les dynamiques du dehors* ». Il ressort que le changement social met en exergue les mutations, les mouvements qui portent l'avenir et le devenir d'une société, il rend compte de l'historicité de la société Balandier (1974 :201).

Dans le cadre de cette étude, l'approche sociologique du changement social a pour conséquence majeure la lecture d'un ensemble d'innovation et de création des richesses dans la localité d'accueil. Cette théorie a permis d'observer la réalité étudiée dans un certain angle, de repérer les éléments qui démontrent qu'il y'a un changement, une évolution ou une dynamique sociale au travers de l'action des immigrants agricoles à Mfou.

VII. 1. 3 Le Constructivisme structuraliste

Pierre Bourdieu est considéré comme celui qui a évité ou corrigé « *les erreurs ou les difficultés inhérentes à l'individualisme méthodologique* », celui qui a fait éviter le « *formalisme* », le « *psychologisme* », et avec qui « *le social reprend vie* » (Cecconi, 2000). Valentin Nga Ndong montre l'importance du constructivisme structuraliste développé par Pierre Bourdieu en ces termes :

Certains schèmes de pensées et catégories du discours scientifique bourdieusien, notamment le champ (espace de luttes diverses), domination symbolique, la production de l'idéologie dominante, etc...peuvent, mutatis mutandis, servir à l'explication et la compréhension de la production des sociétés africaines Nga Ndong (2003 :41).

Cette théorie part d'un postulat qui permet d'appréhender les réalités sociales comme des constructions historiques et quotidiennes des acteurs individuels et collectifs. Il ressort que dans la production de la réalité sociale, les individus disposent d'un vaste répertoire de solutions dans lequel ils peuvent choisir, tout comme ils pourraient les modifier, les transformer, ou encore innover dans les interactions de tous les jours. Selon l'auteur, la superstructure essaye d'imposer dans un premier temps des manières d'agir, de penser et de sentir aux individus. Les normes et les valeurs sociales orientent la conduite des femmes et des hommes en société. Dans cette logique, les individus seraient des agents sociaux qui reproduiraient ce que leur dictent les structures. C'est une analyse holiste de la réalité sociale qui postule que le tout détermine les parties.

Dans un deuxième temps, les individus sont des acteurs capables de produire eux-mêmes leurs histoires. Dans toute action, ils mesurent les avantages et les inconvénients avant d'adopter une solution qui sied à leurs attentes. Bourdieu définit le « *constructivisme structuraliste* » à la jonction de l'objectif et du subjectif :

Par structuralisme ou structuraliste, je veux dire qu'il existe, dans le monde social lui-même (...) des structures objectives, indépendantes de la conscience et de la volonté des agents qui sont capables d'orienter ou de contraindre leurs pratiques ou leurs représentations. Par constructivisme, je veux dire qu'il y'a une genèse sociale d'une part des schèmes de perception, de pensée et d'action qui sont constitutifs de ce que j'appelle habitus, et d'autre part des structures sociales et en particulier de ce que j'appelle des champs. Bourdieu (1998 : 98).

Dans cette double dimension objective et construite de la réalité sociale, une certaine primauté continue toutes fois d'être accordée aux structures objectives. C'est ce qui conduit Bourdieu à distinguer deux moments dans l'investigation. Un premier moment objectiviste et un deuxième moment subjectiviste dit-il :

d'un côté, les structures objectives que construit le sociologue dans le moment objectiviste, en écartant les représentations subjectives des agents, sont le fondement des représentations subjectives et elles constituent les contraintes structures qui pèsent sur les interactions ; mais d'un autre côté, ces représentations doivent aussi être retenues si l'on veut rendre compte notamment des luttes quotidiennes, individuelles et collectives, qui visent à transformer ou à conserver ces structures. Bourdieu (1998 :90).

A partir de cette distinction et les précisions définitionnelles précédentes, il ressort que Bourdieu utilise non sans importance, la notion d'habitus et de champ qui rendent nécessaire celle de capital. Pour ce dernier, chaque champ est caractérisé par son habitus et des mécanismes

spécifiques de captation des ressources légitimes qui lui sont propres. D'où l'importance de la notion de capital (économique, social, culturel et même symbolique etc.)

Ainsi, l'utilisation de la théorie du constructivisme structuraliste de Bourdieu, complétant à la fois la théorie des représentations sociales et celle du changement social dans le cadre de ce travail, a permis d'observer avec précision les champs économiques et sociaux auxquels les immigrants agricoles internes participent pour initier le développement local. Ce qui a permis une lecture de l'évolution de certaines structures, le sens caché des actions des individus conduisant au développement local dans une culture migratoire. De voir par exemple, comment une telle socialisation peut contribuer à la transposition de certaines pratiques migratoires et comment les champs d'appartenance, participent à la construction d'un itinéraire ou d'une identité pouvant conduire à une obsession vers les terres d'accueils.

Au terme de notre ancrage théorique, il est impérieux de s'appesantir sur des outils d'investigation adéquats dans le cadre de la collecte et de l'analyse des données.

VII.2. Population de l'étude et échantillonnage

Bien qu'étant des parties techniquement indissociables, la collecte et l'analyse des données ou informations collectées lors des investigations nécessitent un cadrage dissocié, afin de ne pas confondre les devoirs ou l'opérationnalisation de chacune de ces étapes de la recherche.

VII.2. 1 Méthode et population de l'étude

La population de l'étude est définie comme l'ensemble d'individus ou objets sur lesquels porte l'analyse. En effet, puisqu'il est impossible d'interroger tout le monde, il est judicieux de préciser la population qui fait partie de notre travail. Elle est constituée des immigrants agricoles internes du Centre-Cameroun, principalement ceux de la Commune de Mfou : des chefs institutionnels et de la population locale, des migrants commerçants, des migrants éleveurs. Le tableau ci-dessous illustre les différents acteurs et les catégories en scène :

Tableau 1 : Répartition des acteurs interrogés

N°	Catégories	Acteurs	Nombre
1	Chefs traditionnels	Leaders traditionnels autochtones	04
2	Chefs communautaires	Leaders traditionnels immigrants	03

3	Autochtones	Groupes agriculteurs	15
4	Allogènes	Groupe agriculteurs	16
5	Allogènes	Commerçants	06
6	Allogènes	Eleveurs	04

Source : BEKADA Georgette, Analyse des données de terrain d'Avril 2022

VII. 2. 2 Types d'échantillonnage, échantillon et représentativité.

Pour Quivy et Van Campenhoudt (2011 : 147) « *les techniques d'échantillonnage sont loin de constituer une panacée en recherche sociale* ». Il pose alors un problème fondamental qui est celui de sa représentativité. Ainsi, il a été utilisé comme méthode d'échantillonnage la méthode par choix raisonné. Ce type d'échantillonnage probabiliste implique une sélection aléatoire d'échantillons à partir d'un groupe prédéfini (les immigrants et autochtones). Le chercheur connaît déjà les caractéristiques (âge, sexe, localité de résidence) de la population cible d'une manière qui sert l'objectif de l'étude.

Le choix raisonné, donne ainsi à l'auditeur la flexibilité d'utiliser son opinion professionnelle pour sélectionner les éléments qui ont le plus besoin d'être testés. Il se justifie lorsque les énoncés généraux sont d'ordre qualitatif. Un tel choix se traduit sur le terrain par l'application de certaines règles de sélection des personnes interrogées. Cette méthode porte en elle le risque de refléter dans la sélection des éléments, les désirs ou les opinions de l'enquêteur. Ceci dans la mesure où ne seront pas interrogés systématiquement les individus de toute la Commune de Mfou, un tri a donc été opéré.

Un échantillon est représentatif « *si les unités qui le constituent ont été choisies par un procédé tel que tous les membres de la population ont la même probabilité de faire partie de l'échantillon* » (Ghiglione et Matalon, 1998 :29). De ce fait, l'échantillon adopté se veut être représentatif dans la mesure où chaque individu a eu la même chance de participer à l'enquête et à cause de l'atteinte du seuil de saturation des entretiens administrés.

Ainsi, l'échantillon s'est constitué principalement des immigrants agricoles internes, de la population locale et des acteurs institutionnels (chefs communautaires ou traditionnels), les commerçants et les pêcheurs. Nous nous sommes rassuré que tous ces acteurs ont été pris en compte, en fonction des catégories sociales, professionnelles, localités, d'âge, de sexe et aussi en fonction de l'immigration agricole interne. Les informations ont ainsi été collectées auprès de 43 acteurs. Cet effectif considérable convient à l'analyse qualitative axée sur le nombre d'entretiens administrés.

VII. 3. Techniques de collecte des données

La collecte de données correspond à la phase de l'observation, de l'expérimentation de la constatation. Dans le cadre de cette recherche, plusieurs techniques ont été convoquées à cet effet. Eu égard au problème étudié et à la nature des données à collecter, les outils privilégiés ici sont essentiellement qualitatifs : la recherche documentaire, l'observation directe, les entretiens, et le récit de vie.

VII. 3.1 -La recherche documentaire

La recherche documentaire est la première technique de collecte des données sollicitée dans le cadre de ce travail. Cette technique est indispensable à toute réflexion scientifique comme la nôtre. Ce mode d'observation est la phase d'exploitation et d'analyse des documents écrits ou non. Toute recherche étant d'abord documentaire, elle permet au chercheur de rassembler une documentation consistante sur son objet d'étude et de disposer du maximum d'informations utiles sur le sujet à traiter. Elle est utile pour l'élaboration des différentes parties du travail de recherche dont la problématique, la définition des concepts (Ghiglione et Matalon, 1978).

Au cours de cette recherche, les documents consultés jusque-là, (ouvrages, articles, rapports, mémoires et autres travaux de recherche) ont permis de recueillir des données ou des informations diversifiées sur la question d'« *immigration agricole interne et développement local* ». Elle a été un atout en ceci qu'elle a permis de collecter des informations importantes sur les conditions de vie des populations de migrantes ou non et sur leur quotidien. A partir des brochures, manuel de procédures, des journaux et également de la « littérature numérique ». Elle a permis en outre de faire l'état des connaissances déjà acquises sur les différentes immigrations agricoles de manière générale, et les aspects portant sur le développement local de manière spécifique dans la Commune de Mfou.

VII 3.2- L'observation directe

L'observation directe est aussi l'une des techniques qu'utilisent les sociologues. Pour Quivy et Van Campenhoudt (1995 : 190), « *celle où le chercheur procède directement lui-même au recueil des informations, sans s'adresser aux sujets concernés. Elle fait directement appel à son sens de l'observation* ». En ce sens, elle situe le chercheur en direct du phénomène qu'il veut observer sans que ce dernier ne soit reconstitué à partir des informateurs ou des documents pour recueillir les informations. Kénné (2011) souligne dans ce sens qu'elle permet au

chercheur d'aller voir sur place, être physiquement présent dans la situation, la regarder se dérouler en temps réel, pour en rendre compte. L'observation directe est pour tout chercheur un moyen qu'il utilise pour appréhender la réalité qu'il étudie, en étant lui-même et sans intermédiaire sur le site qui lui sert de laboratoire social d'investigation.

Concrètement, cette observation a été conduite à l'aide d'une grille d'observation qui a été constituée au préalable. Elle a ainsi permis d'observer les pratiques des populations autochtones et allogènes, des élites locales, dans les marchés et les lieux de discussion ou de travaux champêtres. L'observation directe a aussi permis dans cette étude d'avoir une lecture primaire, des infrastructures, des plantations mis sur pieds et des différentes pratiques migratoires agricoles des immigrés dans un contexte de développement local.

VII 3. 3 L'entretien semi-directif

L'entretien ou interview est une technique qui consiste à organiser une conversation entre un enquêteur et un enquêté : « *c'est un dispositif de face à face où un enquêteur a pour objectif de favoriser chez un enquêté la production d'un discours sur un thème défini dans le cadre d'une recherche* » Freyssinet (1997 : 145). A ce niveau une idée ressort selon laquelle, pour savoir ce que les gens éprouvent, il suffit de le leur demander. Ici, l'on considère avant tout qu'il existe un écart entre ce que les gens disent et ce qu'ils sont ou font. La vérité cherchée ou supposée se situe non pas au niveau des réponses, mais dans l'interprétation de l'ensemble des données. Il favorise l'appréhension des opinions ou croyances, les attitudes des individus ou d'un groupe social donné, soit les faits qui se sont déroulés, qui se déroulent, afin d'obtenir de ce jeu de questions-réponses des résultats qualitatifs.

Pour ce faire, la mobilisation de cette technique dans le cadre de cette étude a permis d'interroger plusieurs acteurs sociaux (les acteurs locaux, les agriculteurs, les immigrés agriculteurs), considérés comme des personnes disposant de larges connaissances sur les sujets abordés. Comprendre par exemple ce qui pousse certains agriculteurs à immigrer dans d'autres territoires, et analyser leur influence sur le développement de la localité d'accueil, revenait à leur passer un entretien pour mieux cerner leurs états d'âmes. A ce niveau, l'entretien a permis de recueillir des données verbales qui ont été collectées grâce à un guide d'entretien. Cette technique a été privilégiée pour offrir la possibilité à l'interviewé de s'exprimer librement, le chercheur n'intervenant que pour recadrer les questions sur l'objectif de la recherche. Elle a permis d'avoir une vue d'ensemble et un accès immédiat aux manières de faire, d'agir et de

penser des immigrés agricoles et de la population de Mfou en temps et situations réels dans lesquels ils interagissent pour penser le développement local.

VII.3.4 Le récit de vie

Burrick (2009) définit le récit de vie ou autobiographie comme l'expression générique où une personne raconte sa vie, ou un fragment de sa vie, à un ou plusieurs interlocuteurs. Il décrit à la fois la vie intérieure du narrateur, mais aussi ses situations sociales traversées. Cette technique de collecte des données permet de saisir des faits sociaux, d'établir les liens des différents aspects de la vie de l'individu. A partir du moment où le récit de vie n'a de sens qu'à travers ce va-et-vient entre ce que raconte l'individu et les éléments d'analyse que le chercheur produit sur ce discours. Elle nécessite le suivi de l'acteur-informateur sur une durée pour mieux le comprendre afin qu'une analyse longitudinale et transversale soit faite.

Faire usage de cette technique dans l'étude mener a permis de comprendre le vécu des immigrés agriculteurs d'une part, les raisons de leurs déplacements, les objectifs recherchés au travers de leurs mouvements et le vécu des populations locales afin de pouvoir cerner leurs actions et leurs activités menées dans le processus d'un développement local.

VII. 4 Technique d'analyse : l'analyse de contenu

Grawitz (2006 : 606) définit l'analyse de contenu comme « *une technique de recherche pour la description objective, systématique et quantitative, du contenu manifeste des communications, ayant pour but de les interpréter* ». On comprend que l'analyse de contenu n'est pas une pratique théorique et technique fermée sur elle-même, il s'agit d'un outil qui permet d'apporter des éléments de réponses aux problèmes qui ont suscité sa mise en œuvre et qui répond à des objectifs d'étude bien déterminés (Ghiglione et Beauvois, 1980). Elle doit procéder selon certaines règles, obéir à des consignes suffisamment claires et précises afin que le travail obtienne de bons résultats. Systématiquement, tout le contenu doit être ordonné et intégré dans les catégories choisies en fonction du but poursuivi.

Les techniques mentionnées en amont ont été exploitées suivant la technique d'analyse. Les publications scientifiques (rapports, articles, revues scientifiques), les documents administratifs, les journaux, ont été également exploitées par cette technique qui donne « *la possibilité de traiter de manière méthodiques les informations et des témoignages qui présentent un certain degré de profondeur et de complexité* » Van Campenhoudt (2011 : 202). Au regard de la complexité du phénomène migratoires et des acteurs étudiés dans la localité de

Mfou, la collecte et le dépouillement des données a été possible à travers les analyses thématiques, notamment : les entretiens transcrits, les rapports et les documents collectés ou observés ce qui a permis de passer aux analyses et de interprétations des données.

VIII- DELIMITATION SPATIO-TEMPORELLE

En sciences sociales, toute étude nécessite une circonscription du champ d'analyse. C'est ainsi que, Quivy et Van Campenhout (2011) recommandent de circonscrire l'analyse empirique, dans l'espace géographique, social et dans le temps.

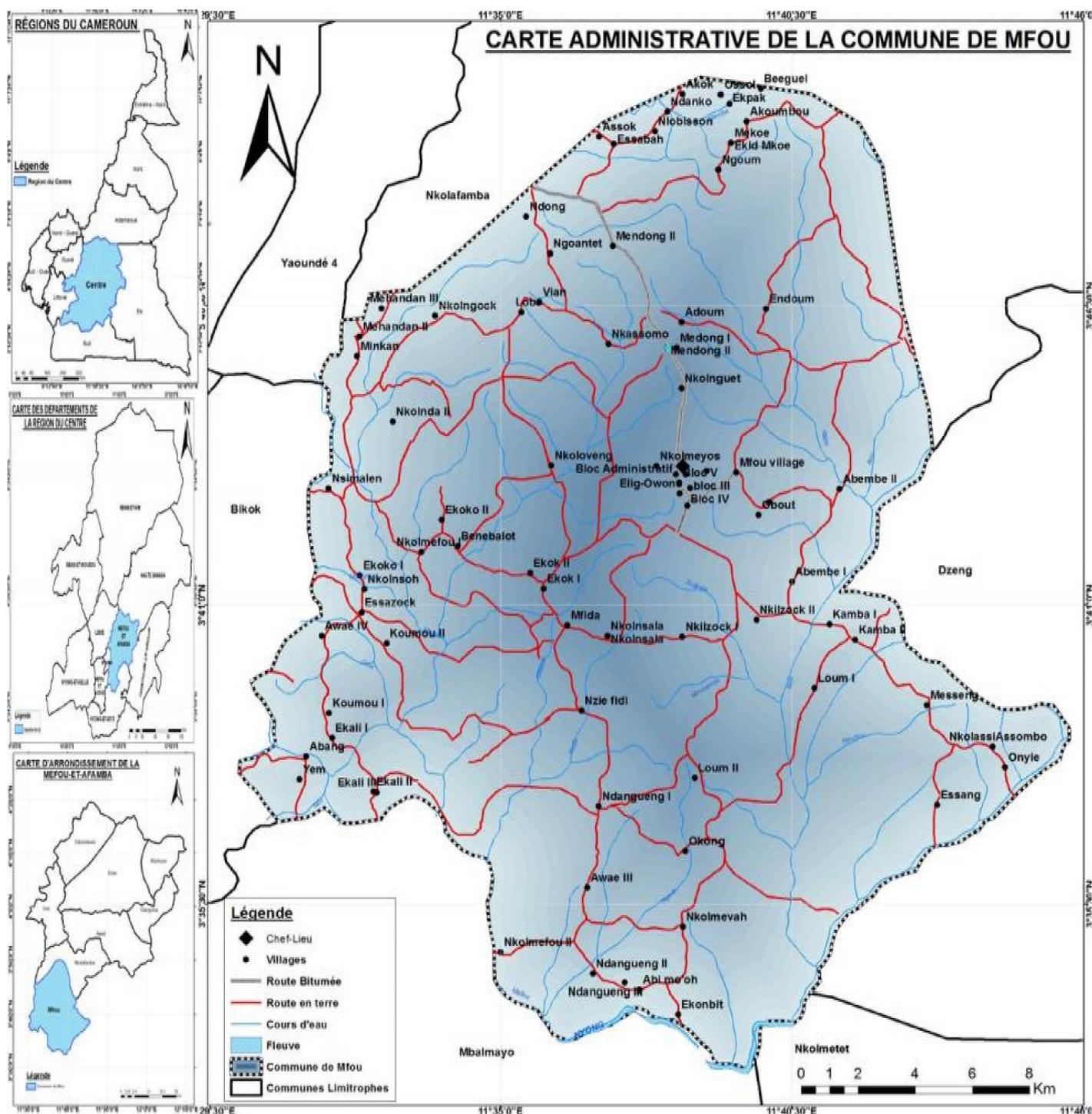
La problématique du développement local est née des « top-down approaches » avec pour objectif d'amener les populations locales à penser par elles-mêmes leur propre développement. Le développement local accorde ainsi une chance aux populations locales de sortir du centralisme étatique et d'initier des activités les permettant d'être financièrement autonome Leumako, (2016). En effet, ce contexte prioritaire est en phase avec les questions migratoires, dans une perspective évaluative et dynamique et par conséquent, cette étude s'inscrit dans le champ de la sociologie du développement qui questionne les processus de développement sociaux et économiques. Cette branche de la sociologie place ces processus en rapport aux impacts sur la société (communauté, village, ville, pays, ou région). Ainsi, parler de délimitation temporelle dans cette recherche, c'est ambitionné d'étudier la persistance du phénomène d'immigration agricole interne sur le développement local dans la Commune de Mfou à partir des années 2000 jusqu'à nos jours.

En outre, cette étude a pour cadre spatial principal le Cameroun, vu comme Etat ou nation par rapport à laquelle l'on comprendrait le caractère interne de l'immigration. Cependant, l'espace géographique, la localité d'origine d'identification de l'immigration agricole interne ou le point de départ de cette étude est la région du Centre-Cameroun avec des mouvements d'entrées des populations venues des différentes régions du pays, (le Nord, l'Ouest, le Nord-Ouest, le Sud et le Sud-Ouest). Pour la réalisation de ce travail, la Commune de Mfou a été choisie en tant que zone d'étude. Selon le plan communal de développement, elle est située dans la région du Centre, à environ 30 km de Yaoundé. Elle a pour Chef-lieu le département de la Mefou-et-Afamba. Ainsi, elle est située à l'intersection à 18km de Yaoundé, 32km de Mbalmayo et 15km de Nkolafamba. Cette commue qui comprend (08) huit groupements dirigé chacun par un chef de 2nd degré est limité :

- ❖ Au Nord par l'arrondissement de Yaoundé IV, département du Mfoudi et Soa (Mefou et Afambaa) ;
- ❖ Au Sud par Mbalmayo (Nyong et So'o) et Nkolmetet ;
- ❖ A l'Est et au Sud-Est par les arrondissements d'Awae-Nkol-Afamba (Mefou et Afamba), de DZENG (département du Nyong et So'o) ;
- ❖ A l'Ouest, celui de Bikok (Mefou et Akono).

Ainsi, est identifiée ci-dessous une carte administrative de la Commune de Mfou.

Figure 1 : Carte de localisation administrative de la Commune de Mfou



Source : Plan communal de développement de Mfou (2015 : 21)

D'après les chiffres recueillis dans les services de la Mairie de Mfou, la population de la Commune de Mfou s'élèverait sensiblement à 42 000 habitants avec une densité d'environ de 50, 602 habitants au km². Huit (08) groupements ayant chacun à sa tête un chef de 2nd degré du Groupement (CA, 2012).

Le choix porté sur Mfou n'est pas un choix anodin. Il découle de plusieurs sources d'inspirations. D'une part, une source personnelle en ce sens que Mfou, qui est située dans la région du Centre, c'est une petite Commune qui vit au rythme de la capitale. Devenue un pôle d'attraction, elle met en vitrine des mouvements migratoires agricoles selon qu'elle offre les opportunités de terres et les conditions permettant aux immigrants de mieux cultiver. D'autres part, une inspiration scientifique en ce sens que depuis le début des années 2000, les migrations internes contribuent à la redistribution spatiale de la population ayant pour objectif la recherche perpétuelle des conditions amélioratives pour les immigrants.

IX- DEFINITION DES CONCEPTS

Dans ce travail, deux (02) concepts essentiels « l'immigration agricole et développement local » ont été mobilisés. L'immigration agricole a constitué la variable indépendante de cette étude, la variable dépendante étant le développement local. Ici, on recherche l'incidence de l'immigration agricole sur le développement local.

IX.1 Migration interne

Le terme migration interne peut être abordé selon une approche temporelle ou géographique qui permet de distinguer, pour les populations humaines, les migrations périodiques des migrations définitives ou du moins à très longue période. Celles-ci (migrations définitives), impliquent l'abandon définitif ou très durable du lieu de départ. Et les premières (migrations périodiques), expriment un retour régulier au lieu de départ, qui reste le lieu de résidence. Par ailleurs, parler de migration interne c'est lire les déplacements qui s'effectuent à l'intérieur d'un même pays. Elle fait référence aux déplacements des masses des individus d'un endroit à un autre dans un même territoire national, pour des raisons familiales politiques ou professionnelles (Mfo, 2010).

IX.2 Immigration agricole interne

Les migrations des agriculteurs sont fréquemment liées à la rareté des possibilités de travail sur leur lieu d'origine, ce qui explique les mouvements saisonniers des travailleurs à la recherche des moyens de subsistance pour eux et leur famille (Goreux, 2005). Le terme migrant agricole est employé pour désigner un individu qui n'est pas originaire d'une localité, mais qui s'est installé dans la localité durant une période allant de 5 à 10 ans dans le but de pratiquer les activités agro-sylvo-pastorales. L'immigration désigne l'entrée dans un pays ou dans une aire géographique donnée, de personnes étrangères qui viennent pour un long séjour ou pour s'y installer. Le mot immigration vient du latin *in-migrare* qui signifie « *entrer dans un lieu* ». Elle

correspond à l'installation dans un pays d'un individu ou d'un groupe d'individus originaire d'un autre pays. Elle est souvent motivée par la recherche d'emploi et la perspective d'une meilleure qualité de vie (Streiff-Fénard, 2006).

Parler d'immigration agricole interne selon le contexte spécifique de l'étude, revient à noter l'entrée des populations extérieures à la commune de Mfou dans le but de mener des activités agro-sylvo-pastorales. Ainsi, elle est interne en ce sens que les populations venues du Nord, de l'Ouest, du Nord-Ouest, du Sud, du Sud-Ouest et même du Centre effectuent des mouvements ou des déplacements à l'intérieur du pays (Cameroun).

IX. 3 Développement local

Il importe d'expliquer le sens du mot « développement » et « local », au-delà de sa dimension économique, sociale, culturelle, spatiale et durable, avant de les associer pour aboutir à la définition appropriée.

Le mot « développement » au sens strict (*stricto sensu*) de François Perroux (1961), « *est un concept qui désigne la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire croître, cumulativement et durablement, son produit global réel* ». En effet, l'on comprend que le concept de développement s'est élargi pour inclure différentes dimensions constitutives du bien-être, du bonheur, de l'état global de la santé des populations, les niveaux d'instruction ceci, d'une manière générale. Mais, de façon particulière, le développement est un processus ou un état de bien-être, résultant du changement social, impulsé par et pour les populations à la base, à partir des innovations qui constituent un mécanisme de riposte collective aux crises multiformes d'une société. Ela, Jean-Marc, (1998).

Le local, quant à lui, est un concept qui a été développé par les géographes pour exprimer la notion d'espace et de territoire. Ce territoire peut se situer en milieu urbain comme en milieu rural, c'est-à-dire en milieu dominé par les activités autres que celle agricoles ou alors dans un milieu dominé par les activités agricoles (Angeon et Callois, 2005).

De façon opérationnelle, le développement local s'articule autour de trois dimensions (l'espace, le temps, les acteurs) et se comprend dès lors, comme la capacité des acteurs locaux (immigrés agricoles et autochtones à Mfou), à résoudre progressivement leurs problèmes quotidiens, à mettre en œuvre des initiatives collectives ou individuelles locales et à développer des activités génératrices de revenus.

IX. 4 Commune

Selon le dictionnaire de politique, la notion de Commune est issue du latin « *communis* » qui veut dire communauté. Ainsi, la commune est une collectivité publique et politique administrée par le conseil municipal, sous la direction d'un maire. La Commune est la plus petite organisation territoriale, située dans un arrondissement qui à son tour est incluse dans une région. Elle coordonne et assure le développement sur toutes ses formes (économique, social, politique et environnemental). Ainsi, depuis sa création en 1952 la commune de Mfou est « *la collectivité territoriale de base. Elle a une mission générale de développement local et d'amélioration du cadre et des conditions de vie de ses habitants* » de ce fait, « *elles jouissent de l'autonomie administrative et financière pour la gestion des intérêts régionaux et locaux et règlent, par délibérations, les affaires de leur compétence* » Selon la Loi N° 2019/024 du 24 12, 2019, portant Code général des Collectivités territoriales décentralisées du Cameroun.

X- STRUCTURE DU TRAVAIL

Beaud (1999 : 62) fait savoir qu'« *aucun étudiant ne devrait commencer la rédaction d'un mémoire sans avoir construit le plan de rédaction* ». Sur la base de cette orientation du processus d'écriture scientifique, nous avons structuré ce travail de recherche en deux grandes parties constituées de deux chapitres chacune pour un total de quatre chapitres.

La première partie intitulée immigration agricole interne : itinéraires migratoires et fondements socio-économiques est constituée de deux chapitres. Dans le premier chapitre, il est question de présenter les itinéraires et les caractéristiques des immigrants agricoles à Mfou et dans le deuxième, de ressortir les fondements socio-économiques de l'immigration agricole interne.

La deuxième partie porte sur la dynamique des rapports socioculturels et la contribution effective des immigrants agricoles au développement socio-économique local. Cette partie est aussi composée de deux chapitres. Le troisième chapitre porte sur la dynamique des rapports sociaux entre les immigrants agricoles internes et les populations autochtones. Le quatrième quant à lui porte sur la contribution de l'immigration agricole interne au développement économique de la localité étudiée.

PREMIERE PARTIE :
ITINERAIRES MIGRATOIRES ET
FONDEMENTS SOCIO-ECONOMIQUES

Cette première partie de l'étude présente et scrute en profondeur les trajectoires et les motivations des immigrés agricoles internes dans la Commune de Mfou. Pour ce faire, elle est structurée autour de deux chapitres importants chacun, visant à atteindre un objectif scientifique bien précis. C'est dans ce sens que le premier chapitre se donne pour ambition d'étudier les caractéristiques sociodémographiques et les itinéraires migratoires de la Commune de Mfou. Caractéristiques qui insinuent qu'il y'a un tout (la Commune de Mfou-Centre) dont les composantes méritent d'être décrypter afin que ce tout soit mieux connu. Avant d'entrer en profondeur, la présentation de ces composantes est un préalable à l'analyse des éléments précis tels que les éléments biophysiques et démographiques, les atouts tant économiques que culturels de la localité étudiée. Les trajectoires migratoires ont été évoquées pour une meilleure compréhension des parcours des immigrés jusqu'à leur installation à Mfou. Tout ceci est fait à la lumière du plan communal de développement obtenu lors de la descente sur le terrain auprès de la mairie de la zone d'étude.

Quant au deuxième chapitre, il se préoccupe de présenter les fondements sociaux et économiques qui poussent les populations allogènes à quitter leurs localités d'origines pour des localités d'accueils. Il s'agit de ressortir en quelque sorte les raisons des mouvements migratoires des populations vers Mfou.

CHAPITRE 1 :

CARACTERISTIQUES SOCIO-DEMOGRAPHIQUES ET ECONOMIQUES DE MFOU ET ITINERAIRES MIGRATOIRES

Comme annoncé plus haut, le présent chapitre a pour objectif de présenter les caractéristiques socioéconomiques de Mfou et les itinéraires migratoires. Par ces expressions, les caractéristiques socioéconomiques sont entendues ici comme l'ensemble des critères biophysiques (climat, sol, relief, végétation etc.) et l'organisation sociale et économique qui composent la zone d'étude. Par itinéraire, il faut entendre l'ensemble des parcours ou chemins empruntés par les immigrés qui traversent plusieurs frontières nationales pour se soustraire aux difficultés qu'ils éprouvent dans leur territoire d'origine. Ainsi, ce chapitre est subdivisé en deux grandes sections. La première section présente les caractéristiques du milieu de l'étude (I) ; tandis que la seconde se propose de retracer les différentes trajectoires migratoires (II).

I. CARACTERISTIQUES DU MILIEU DE L'ETUDE

L'étude du milieu consiste à appréhender l'environnement sur lequel porte la recherche. Ici, il est question de ressortir les différents aspects de l'environnement d'étude (géographiques, climatiques, environnementaux, socio-économiques, les pratiques et traditions des habitants) qui structurent le milieu physique et humain dans la Commune.

I.1 Caractéristiques géographiques de la commune de Mfou

Mfou est une commune du Cameroun située dans la région du Centre à environ 30 km de Yaoundé. C'est une petite ville qui vit au rythme de la capitale, avec une histoire récente marquée par le décret de 1974 qui l'a érigé en chef-lieu du département de la Mefou- et-Afamba. De ce fait, elle est caractérisée sur le plan physique par des spécificités telles : le climat, le relief, le sol et les végétations.

I.1.1 Climat et relief

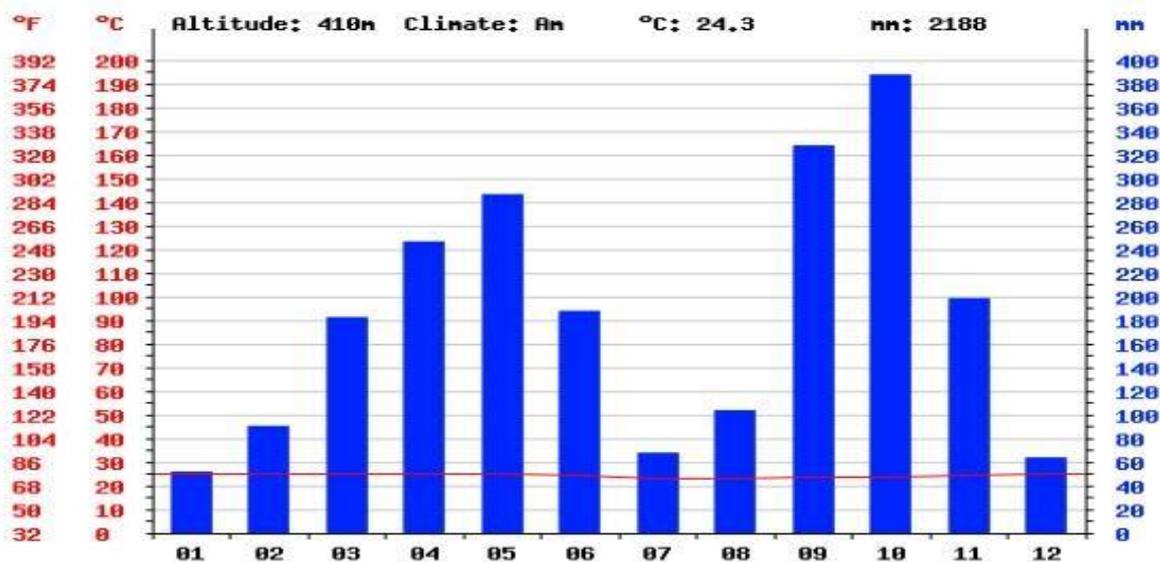
Sur l'aspect climatique, la Commune de Mfou est soumise à un régime pluviométrique à quatre saisons. Les pluies y sont très abondantes et réparties sur presque toute l'année. Une

grosse partie de l'année est marquée par de fortes précipitations. Il y a également une courte période de sécheresse mais celle-ci n'est pas marquée. Selon la classification de Köppen-Geiger (2014), la température moyenne dans cette localité est d'environ 23.1°C. Il s'agit donc d'un climat de type équatorial, influencé par les perturbations (Changements Climatiques). Perturbations qui rendent le calendrier des saisons peu maîtrisé. L'amplitude thermique mensuelle est de l'ordre de 2.4°C. Février est le mois le plus chaud avec 25.7°C et juillet constitue le mois le plus froid avec 23.1°C. En moyenne la température à Mfou est de 23.1°C. Il tombe en moyenne 2188 mm de pluie par an. L'on distingue :

- Une grande saison sèche, allant de mi-novembre à mi-mars ;
- Une petite saison de pluie allant de mi-mars à mi-juin ;
- Une petite saison sèche allant de mi-juin à août ;
- Une grande saison de pluie allant de septembre à mi-novembre.

Il s'agit donc d'un climat de type équatorial, fortement influencé par les perturbations (changements climatiques).

Figure 2 : Diagramme du calendrier des saisons ;



Source : <http://googleads.g.doubleclick.net>: Données de la Station Météorologique de Yaoundé Aéroport.

La température moyenne mensuelle de la Région du Centre fluctue autour de 23°C. L'amplitude thermique mensuelle est de l'ordre de 2.4°C. Février est le mois le plus chaud avec 25.7°C et juillet constitue le mois le plus froid, avec 23.1°C.

Pour ce qui concerne le relief, la Commune de Mfou est caractérisée par un relief essentiellement plat avec des vallées, des petites pentes et des collines par endroit où les populations pratiquent l'agriculture, l'élevage et construisent des habitations. L'altitude de ses différentes formes de reliefs se situe entre 600 et 800 mètres (PCD de Mfou, 2015).

I.1.2 Hydrographie, végétation et faune.

L'hydrographie est entendue comme la partie de la géographie physique qui traite des océans, des mers, des lacs et des cours d'eau. Quant à la végétation ; elle désigne l'ensemble des plantes, des formations végétales et animales qui peuplent un même lieu. Ainsi, la Commune de Mfou est arrosée par plusieurs cours d'eau où sont pratiquées les activités de pêches et dont les plus importants sont : la Mefou, le nsoh, mais aussi Meben, Olo'o, Etoa, Osomvele pour ne citer que ceux-là. Une savane caractéristique de la végétation qui constitue un écran à la surface du sol. Toutefois, située en zone de forêt équatoriale, la commune connaît une forte pénétration de l'homme. L'aspect de la végétation dominante dans certaines zones est, quand-à-elle constituée de raphias et fougères rencontrés dans les marécages et le long des cours d'eau. À côté de ceux-ci, l'on peut observer quelques touffes de forêt secondaire, de cultures, de jachères arborées et des arbres fruitiers, plantées non loin des habitations.

La Commune de Mfou située en zone forestière, regorge d'une flore très riche et diversifiée. Il y pousse plusieurs espèces végétales. En plus du bois, on retrouve aussi les produits forestiers non ligneux que les populations exploitent pour accroître leurs revenus. Les espèces les plus exploitées sont le "ndo'o" (mangues sauvages, *Irvingia gabonensis*), *Trichoscypha acuminata*, l'Essok" (*Garcinia lucida*).

La Commune regorge une faune (sauvage et aquatique) riche et diversifiée. La réserve de la Mefou est la preuve irréfutable d'une richesse faunique qui abrite de grands mammifères tels que les gorilles (*Gorilla gorilla*) famille des cercopithécidae, le Siatunga (*Tragelaphus spekei*), le Mandrill (*Papio sphinx*) ; les Amphibiens, les Reptiles tels que la vipère, la tortue de forêt, le varan (*varanus sp*), le python (*Python sebae*), les oiseaux (pintade, calao...), les crustacées et les poissons (*Kanga*, silure, tilapia...). L'activité du braconnage assez poussée dans la Commune constitue un frein à l'essor de la faune locale.

En outre, bien que le milieu physique présente diverses caractéristiques, la Commune de Mfou possède des caractéristiques sociodémographiques et économiques.

I.2. Caractéristiques démographiques et économiques de la Commune de Mfou

Les caractéristiques démographiques peuvent se comprendre comme les critères sociodémographiques traditionnels, de segmentation de la population. Ce sont divers types de populations dans un groupe social ou géographique en insistant par exemple sur la démographie ou les facteurs socio-économiques.

I.2.1 Composantes démographiques

La Commune de Mfou concentre l'ensemble de critères sociodémographiques, de segmentation ou de ciblage reposant sur une caractéristique sociale ou démographique des individus. Du point de vue linguistique, en plus des langues nationales que sont le français et l'anglais, le dialecte de la localité est l'Ewondo. Il y existe également un brassage de langues locales dont les plus rencontrées à Mfou sont le Bamiléké, l'Haoussa, le Bassa, l'Eton, le Bamoun et le Foufouldé etc. La majeure partie des allogènes qui y résident sont installés dans les villages environnants de Mfou-Centre et constituent dès lors un pôle d'investisseurs agricoles et une main d'œuvre pour les élites locales.

Aussi, se rapportant aux données recueillies dans les services de la mairie de Mfou, la population de cette commune s'élèverait sensiblement à 42 000 habitants (CA, 2012) avec une densité d'environ 50, 602 habitants au km². Elle comprend huit (08) groupements ayant chacun à sa tête un chef de groupement de 2nd degré. Celui - ci est le supérieur hiérarchique des chefs de villages de 3e degré ou de chef de quartier/Bloc. On y compte 89 chefs de troisième degré qui sont placés à la tête des 82 villages et 7 quartiers que compte la Commune de Mfou. Le tableau ci-dessous illustre les différents villages ou quartiers par noms des groupements.

Tableau 1 : Liste des groupements ; villages et/ou quartiers de Mfou.

Nom du Groupement	Villages ou quartiers
MVOG AMOUGOU I,	Ndong ; Nkongoa ; Ngoantet; Vian ; Lobe ; Nkolngock
MVOG AMOUGOU II	Awae II ; Awae III; Okong ; Ekombitié ; Abi Mo'ah ; Ndangueng I; Ndangueng III ; Ndangueng II ; Nkolmevah ;
MVOG AMOUGOU III	Abang ; Koumou I; Ekali I; Ekali II ; Ekali III ; Koumou II ; Awae IV ; Essazock ; Nkolnsoh; Nsimalen; Benebalot; Ekoko I ; Ekoko II ; Yem;
NDI-BENE	Endoum ; Adoum ; Bibie ; Zalom ; Ngoum; Mekoé ; Akoumbou ; Beguele ; Ossol ; Ekpak ; Nlobisson Ndanko ; Akok ; Essabah ; Assok

MVOG NNOMO	Nkolmefou I ; Yem ; Nkolnsala ; Ndzie Fidi ; Metet ; Mfida ; Nkol Mefou 2; Ekid Mekoe ; Ekok I ; Ekok II ; Nkol'oveng; Nkolmeyos
MVOG ZAMBO	Assombo ; Onyie; Messeng ; Essang ; Kamba I ; Kamba II; Loum I; Loum II; Abembe I ; Abembe II ; Nkilzock II; Mekomba ; Nkilzock I ; Obout ; Essabah ; Assok
MVOG OWONDZOULI	Mfou Village ; Mendong 1 ; Nkolassi ; Elig Owono; Bloc 1; Bloc 4 ; Nkolnguet ; Nkassomo ; Mendong 1 ; Nkondom ; Bloc 2 ; Bloc 3 ; Bloc 5 ; Château
BENE	Odza I ; Nkolnda I ; Nkolnda II; Minkan; Mehandan II ; Mehandan III

Source : Plan Communal de Développement de Mfou, (2016 : 23).

Le tableau ci-dessus présente les différents groupements, composés au moins de cinq villages et plus. Chaque groupement qui porte le patronyme de « Mvog » signifie l'appartenance à un groupe, un clan ou une famille. Pour ainsi faire un distinguo, l'on dira : Mvog Amougou (famille Amougou) ou Mvog Zambo (la famille Zambo) pour pouvoir différencier les familles Ewondo que l'on retrouve à Mfou. Toutefois, les entretiens menés dans la zone d'étude ont concerné quatre groupements au total avec dix quartiers ou villages notamment :

- Nkolnguet, Nkondom et Mfou Village dans le groupement de MVOG OWONDZOULI ;
- Adoum et Ossol dans le groupement de NDI-BENE ;
- Ndangueng I dans le groupement de MVOG AMOUGOU II ;
- Mehandan II et nkolnda dans le groupement de BENE ;
- Metet et Nkolmeyos dans le groupement de MVOG NNOMO.

Cependant, au-delà de ces groupements, les religions dominantes dans la Commune de Mfou sont les religions dites traditionnelles notamment : le Catholicisme, le protestantisme et la religion musulmane. À celles-ci viennent se greffer les religions dites éveillées ou de réveillées. De plus, les principales ethnies qu'on retrouve dans la Commune sont les Bene, les Mvog Amougou, les Mvog Zambo, Mvog Nnomo etc. Toutefois, la Commune fait l'objet des mouvements migratoires denses donc les caractéristiques économiques sont assez particulières.

I.2.2 Composantes économiques de la Commune de Mfou

Le secteur économique de la Commune de Mfou est organisé autour de plusieurs activités notamment : la pêche, l'élevage, la pisciculture, l'agriculture, le transport inter urbains, le commerce, l'exploitation des ressources naturelles (carrière de sable), les petits emplois

temporaires tels que la cueillette et la transformation des produits agricoles. Ces différentes activités sont présentées ci-dessous :

- **Agriculture et élevage**

L'agriculture constitue le pôle d'activités des différentes populations (immigrantes et autochtones). Les activités agricoles qui y sont pratiquées se veulent essentiellement des pratiques à caractère de subsistance. Elles sont orientées vers les cultures vivrières et se font généralement de façon manuelle. De manière précise, il s'agit d'une agriculture sur brûlis. Ainsi, dans l'optique d'améliorer le sol pour une meilleure rentabilité, les agriculteurs font usage des cendres issues du brûlis. Cette pratique qui se veut rudimentaire ne produit pas toujours les résultats escomptés. Pour y remédier, les producteurs agriculteurs font recours à d'autres modes de fertilisations pour booster leur productivité. Cela dénote une absence d'utilisation des semences sélectionnées, des engrais chimiques et des pesticides. À côté de cette agriculture émerge une agriculture intensive du cacao. L'on note aussi une résurgence de la culture d'ananas. Ces types d'agriculture sont pratiqués soit en association (GIC) soit par des producteurs individuels qui dynamisent l'agriculture. Les cultures vivrières quant à elles sont pratiquées majoritairement par les femmes. Les arbres fruitiers tels que : les manguiers, les safoutiers, les cassamanguiers, les orangers, les mandariniers sont plantés autour des habitations et dans les exploitations agricoles dont les superficies par paysan atteignent sensiblement 500m² voire plus 1ha. Ces superficies cultivables sont soit à caractère individuel soit en association. Toutefois, du fait des différentes activités agropastorales menées dans la Commune de Mfou, la ressource foncière subit des inégalités d'accès entre les différentes populations en scène. Pour plus de détails, le chapitre suivant fera une esquisse de présentation dans des analyses approfondies.

Ce secteur d'activité est fortement influencé par les perturbations climatiques, avec un effet considérable sur les calendriers agricoles. Il est à noter que l'agriculture pratiquée reste mixte ; c'est-à-dire que sont généralement associées sur une même parcelle cultivable plusieurs cultures. Les plus récurrentes sont : manioc, les arachides, la banane plantain et le maïs. Signalons que ce secteur d'activité connaît des problèmes de pourriture des produits, de baisse de la fertilité du sol et d'attaque de cultures par les animaux et insectes. Chose qui constitue une source de manque à gagner pour les populations. Celles-ci, abandonnent les parcelles et les laissent en jachère, pour une reconstitution du sol et utilisent des pièges, dans l'espoir de juguler la baisse de la fertilité du sol et l'attaque des cultures par les animaux.

Même si l'élevage reste un secteur d'activité quelque peu précaire, d'autres acteurs comme des éleveurs et autres fournisseurs de provenderie participent à la modernisation de ce secteur d'activité à partir notamment de l'introduction de quelques fermes de volailles, de porc et de bœuf. Il est également constaté le développement de la pisciculture pratiquée en étangs. Cependant, ce secteur souffre encore des difficultés liées au manque des formations et la non maîtrise des techniques améliorées d'élevage.

- **L'artisanat et l'exploitation forestière**

Dans la Commune de Mfou, le secteur artisanal regroupe des activités telles que l'art, le service et la production. Les localités et communautés d'Ekali I, II et III sur l'axe Yaoundé-Mbalmayo sont spécialisées dans la fabrication des meubles en raphia qui n'est pas très développée. Car, l'observation directe dans cette zone fait constater que les artisans trouvés sur place se contentent de fabriquer des meubles en bois, des chaises en rotin, des corbeilles, des hottes et quelques sculptures sur bois.

Les forêts de la Commune de Mfou bien que secondaires dans la majorité de ses portions, font l'objet d'une exploitation artisanale. Cette exploitation pas assez organisée concoure à la production du bois de chauffage et des produits forestiers non ligneux dont certains servent à la pharmacopée traditionnelle.

- **Exploitation des produits édaphiques et des ressources des entreprises de services.**

Le sable est l'une des richesses naturelles les plus abondantes de la Commune de Mfou et ce dernier est réputé de qualité supérieure et sans pareil dans toute la région du centre. Toute fois l'exploitation de sable reste encore limitée vu le potentiel de sable que ledit département dispose. Selon l'organisation et la capacité de travail, certains exploitants miniers (de sable) produisent peu de tonnes camion par jour. Les carrières de latérite et de pierres rencontrées çà et là sont également des secteurs d'activités qui, si bien organisé, pourraient contribuer efficacement à la résorption du taux de chômage dans la Commune.

Le secteur privé dans la Commune regroupe le transport (motos, cars...), les transformations du bois, le dépôt de vente des produits pétroliers, les boutiques et les bars. Cette dernière catégorie est surtout située le long des routes et dans les points chauds. Pour les entreprises exerçant dans la transformation du bois, l'on note :

- La FIPCAM : fabrique Camerounaise de parquet ;
- La CAMSWA : producteurs de déroulage (expert forestiers, scieries de bois feuillus tropicaux, producteurs de meubles etc.) ;
- L'ING Forestière : ingénieurs forestiers ;
- CRELICAM : entreprise Camerounaise forestière faisant dans la transformation de bois précisément l'ébène.

Ces dernières représentent les différentes entreprises mis sur pieds dans le but de favoriser les différentes transformations du bois dans la Commune de Mfou.

En outre, dans la présentation du milieu de l'étude (I), il ressort que la Commune de Mfou est constituée de plusieurs caractéristiques tant physiques (climat, sol, végétation) que sociodémographiques et économiques. Aussi, au-delà des différentes caractéristiques viennent s'ajouter des dialectes allogènes. Toutefois, quelles sont les différentes trajectoires migratoires empruntées par les immigrés dès leur départ dans la localité d'origine jusqu'à leur installation dans la zone d'accueil (II) ?

II. ETAT ET TRAJECTOIRE IMMIGRATOIRE À MFOU

La notion d'état peut se définir comme la situation d'une chose ou une personne, leurs traits caractéristiques à une période donnée de son existence ou de son évolution. Ainsi, faire l'état des lieux de la migration interne au Cameroun en général et l'état spécifique, dynamique de la région du Centre en particulier celui de la Commune de Mfou, constitue l'un des objectifs de cette sous-section.

La notion de trajectoire quant à elle vient du latin « *trajectus* » qui signifie « *traversée* ». Ainsi, Chaudron, dans son appréhension sociale définit la trajectoire comme le :

Parcours ou itinéraire d'un individu de sa classe sociale d'origine à sa classe sociale d'arrivée. Ce parcours s'effectue à travers différentes étapes ou passages par les institutions de la reproduction (principalement la famille, l'école) et de la production (le système productif) ; il est bien différencié pour les hommes et pour les femmes
Chaudron (1999 : 540).

C'est à travers ces deux concepts que seront retracés dans la deuxième section de ce chapitre les orientations, entendues ici comme itinéraires, mieux encore trajectoires empruntées par les individus depuis leurs régions d'origine, à savoir l'Ouest, le Nord, le Nord-Ouest le Sud et le Sud-Ouest pour s'installer à Mfou, région du Centre-Cameroun.

II.1 Bref état de la migration interne au Cameroun en général et dans le Centre en particulier

La dynamique migratoire repose sur des indicateurs significatifs importants qu'il s'agit de décrire ou d'analyser avant toute présentation des différentes trajectoires. C'est dans cette mesure que la présente sous-section porte sur l'état de la migration interne au Cameroun d'une part et d'autre part, de la migration interne dans la région du Centre (Mfou). Il s'agit d'une mise en perspective de la dynamique immigration interne dans cette localité.

II.1.1 Bref état de la migration au Cameroun

Le PNUD (2016) estime à : « *158,316 millions le nombre de migrants internes* », l'importance du volume des migrants internes au Cameroun. Selon cette proportion, et si l'on se fie aux données issues du troisième recensement général de la population et de l'habitat, il en ressort que le nombre total en valeur absolue de la population migrante interne est de 2.773.057 habitants pour un pourcentage de 91,6% du volume global des migrants en 1987. Cependant, cette proportion est différente de celle observée en 2005 avec un taux de 91,1% pour un nombre de 4.945.666 habitants (BUCREP, 2005 : 160). Dans cette sous-section, ce sont les données issues du BUCREP qui sont davantage mobilisées.

Par ailleurs, la population migrante au Cameroun en 2005 révèle un indice de mobilité résidentielle égal à 31,19% ; on comprend dès lors que 3 personnes sur 10 ont changé de lieu de résidence au moins une fois au cours de leur vie. A la différence, de la période d'avril 1987 qui présentait un taux de (32,5%), celle de novembre 2005 marque un recul de 1,31 point (INS, 2014). On note ainsi, une grande disparité entre les indices de mobilité résidentielle au niveau régional. De ce fait, les régions du Littoral et du Centre, de par leur forte attractivité, enregistrent les indices les plus élevés dont : 48,15% et 45,66% respectivement. En contradiction à ces dernières, les indices de mobilité résidentielle les plus bas se trouvent dans les régions de l'Extrême-Nord et du Nord-Ouest où ces indices valent respectivement 13,15% et 18,15% (BUCREP, 2005 :51). Aussi, dans les échanges migratoires inter-régionaux, les indices de mobilité résidentielle varient d'un département à un autre. Dans l'ensemble, les départements qui abritent les chefs-lieux de régions, hormis les départements de la Vina dans l'Adamaoua et de la Mvila dans le Sud, possèdent les indices de mobilité résidentielle les plus élevés parmi les départements de leurs régions respectives. De ce fait, les migrations inter-régionales (52,66%), sont plus nombreuses que celles qui se déroulent entre les départements d'une même région, et

plus nombreuses encore (26, 03%) que celles que l'on observe entre les arrondissements d'un même département (21,31%) (BUCREP, 2005 cité par Ngueulieu, 2017 :51).

Dans l'ensemble des régions du Cameroun, les échanges migratoires d'une région avec les différentes autres régions se font remarquables en ce sens que 6 de ces régions ont des soldes migratoires globaux négatifs. Il s'agit en effet, de l'Est (-29 habitants), de l'Adamaoua (-17.857 habitants), du Sud (-33. 033 habitants), de l'Extrême-Nord (-292.011 habitants), du Nord-Ouest (-307.403 habitants) et de l'Ouest (-624.477 habitants). De ce fait, les régions d'immigration ou les 4 régions les plus attractives au niveau national sont : le Sud-Ouest avec un gain de 84.782 habitants ; le Nord avec un gain de 200.363 habitants ; le Centre avec un gain de 437.810 habitants et le Littoral bénéficiaire de 551.855 habitants (BUCREP, 2005 cité par Ngueulieu, 2017 : 91). Il apparaît ainsi que la région de l'Ouest est plus répulsive sinon, très émettrice tandis que le Littoral est la plus attractive pour l'ensemble des natifs du Cameroun. Dans cet ensemble, les régions qui reçoivent d'importants contingents de migrants sont celles du Littoral et du Centre, respectivement capitale économique et capitale politico-administrative : près de 60% (58,63%) des migrants internes du Cameroun s'orientent vers ces deux pôles (BUCREP, 2005 cité par Ngueulieu, 2017 : 97).

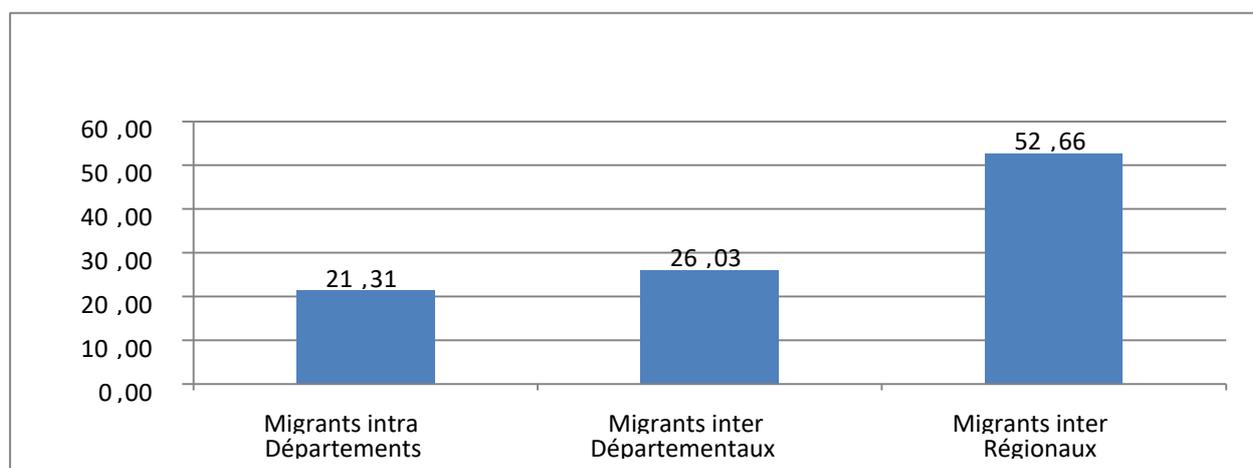
Pour ce qui est de l'immigration qui constitue l'une des variables de ce travail, il apparaît que le nombre des immigrés au Cameroun est passé de 218.069 en 1976 à 253.969 en 1987, puis à 482.132 en 2005. Ces effectifs représentent, respectivement 3,06% de la population totale du pays en 1976 ; 2,73% de la population de 1987 et 2,76% de celle de (BUCREP, 2005 :99). Les régions de destination prioritaire des immigrés au Cameroun en 2005 sont celles de l'Extrême-Nord (19,43%) ; du Nord (17,46%) ; du Littoral (14,45%) ; du Sud-Ouest (12,00%) et du Centre (11,29%). Ces cinq unités administratives accueillent environ les trois quarts des immigrés (74,63%) et le Centre qui représente la zone d'étude est déficitaire dans ses échanges migratoires avec le Littoral mais, largement bénéficiaire au détriment de chacune des 8 autres régions à l'inverse de l'Ouest et le Nord-Ouest (BUCREP, 2005 : 60). Le tableau ci-dessous, est l'illustration appréciative de l'aperçu simplifié, évolutif et dynamique de la migration interne globale.

Tableau 2 : Dynamique de la migration interne de 1987-2005.

Types de migrations	Total 1987		Total 2005	
	Effectif	%	Effectif	%
Migrants inter arrondissements (intra département)	708.160	25,5	1.144.850	21,31
Migrants inter départementaux (intra régionaux)	745.844	26,9	1.398.730	26,03
Migrants inter régionaux	1.319.053	47,6	5.372.499	52,66
Total	2.773.057	100,00	4.946.666	100,00

Source : BUCREP, RGPH3, (2005 : 61).

Il est à constater qu'en 2005, la situation est différente de celle observée en 1987 où les mouvements migratoires qui se déroulaient d'une région à une autre (inter régionaux) sont plus nombreux (52,66%) que ceux qui s'opèrent à l'intérieur d'une même région (intra régionaux) (26,03%), et plus nombreux encore que ceux qui s'observent entre les arrondissements (intra départementaux) (21,31%). Ainsi, il est constaté que de 1987 à 2005, les mouvements migratoires inter régionaux ont pris une ampleur considérable et ce phénomène est plus visible d'une région à une autre. Le graphique suivant illustre à suffire ces statistiques :

Figure 3 : Type de migration au Cameroun en 2005

Source : BUCREP, (2005 : 58).

Cependant, s'agissant de l'état migratoire interne au Cameroun, ces chiffres mettent aussi en exergue la dynamique et l'évolution immigratoire dans la région du Centre-Cameroun

II.1 .2 Bref état de la migration interne dans le Centre (Mfou)

Dans le contexte camerounais, le centre est une région où l'immigration est fortement présente et révèle un solde positif énorme avec près de 450 000 habitants. En effet, comme

mentionné plus haut, la région du Centre en est la bénéficiaire majoritaire contrairement aux autres régions et ceci à l'exception de la région du Littoral envers laquelle elle accuse un léger déficit. C'est ainsi que parmi les 346. 594 sortants durés de vie, le Centre enregistre le plus fort contingent 48,54%. Pour ce qui est des 784 404 entrants durés de vie dans le centre, les principales régions d'origine sont l'Ouest avec 33,22% ; le Littoral avec 21,14% et le Sud avec 13,37% (BUCREP, 2005 : 99).

En effet, étant donné que cette étude s'intéresse à la Commune de Mfou qui est rattachée à la région du Centre et en examinant avec le BUCREP d'une part les pouvoirs d'attraction des départements et d'autre part les échanges migratoires de chaque département avec les autres départements de la région du Centre, il apparaît que le pouvoir d'attraction d'un département se mesure par l'importance du volume des mouvements d'une zone à une autre BUCREP (2005). L'indice d'attraction peut donc se définir par la proportion, parmi les résidents du département de la Mefou-et-Afamba, des personnes venues d'ailleurs pour résider dans ce département. Cet indice mesure l'importance des immigrants du département à la date du dénombrement. C'est ainsi qu'à l'intérieur de la région du Centre, on note une grande disparité des pouvoirs d'attraction entre les échanges migratoires interdépartementaux. Au vu des niveaux élevés des indices d'attraction que certains départements exercent sur les autres au sein de la région, on peut affirmer que la mobilité résidentielle est très forte dans le Centre. Ce qui fait ressortir un classement Parmi les dix départements que compte la région du Centre BUCREP (2005). A cet effet, cinq ont des indices d'attraction supérieurs à 20%. Il s'agit, par ordre d'importance des pouvoirs relatifs d'attraction de la Mefou et Afamba (28,44%) ; de la Mefou et Akono (27,59%) ; du Mfoundi (25,39%) ; du Mbam et Kim (24,91%) et du Nyong et So'o (20,71%). En fait, la proximité avec la métropole de Yaoundé et le coût relativement moins cher des terrains et de l'immobilier dans les départements de la Mefou et Afamba, ainsi que de la Mefou et Akono, font que beaucoup de chefs de ménages s'y installent tout en travaillant à Yaoundé. Il en va de même pour le Nyong et So'o. Pour ce qui est du Mbam et Kim, la principale justification c'est qu'il a accueilli un très fort contingent du trop-plein du pays Eton (département de la Lékié) grâce à ses abondantes terres agricoles (BUCREP, 2005 :108).

Le tableau ci-dessous représente les indices d'attraction, de rétention et d'efficacité des départements du Centre.

Tableau 3 : Indices d'attraction, de rétention et d'efficacité des départements du Centre

Département	Pop. (Natifs)	Entrant	Sortant	Solde	Entrants + Sortants	Indice de sortie	Indice de rétention	Indice d'attrac.	Indice d'efficacité
Haute Sanaga	335.007	12.369	19.577	-7.208	31.946	5,84	94,16	14,65	-0,226
Lékié	118.610	24.530	117.198	-92.668	141.728	98,81	1,19	9,10	-0,654
Mbam et Inoubou	213.089	9.990	55.425	-45.435	65.415	26,01	73,99	5,96	-0,695
Mbam et kim	79.895	22.647	11.635	+11.012	34.282	14,56	85,44	24,91	+0,321
Mefou et Afamba	126.034	30.833	48.460	-17.627	79.293	38,45	61,55	28,44	-0,222
Mefou et Akono	69.858	14.745	31.165	-16.420	45.910	44,61	55,39	27,59	-0,358
Mfoundi	945.136	298.93 1	62.240	236.691	361.171	6,59	93,41	25,35	+0,655
Nyong et Kélé	132.410	11.891	31.404	-19.513	43.295	23,72	76,28	10,53	-0,451
Nyong et Mfoumou	116.182	8.886	30.576	-21.690	39.462	26,32	73,68	9,40	-0,550
Nyong et So'o	122.688	19.785	46.927	-27.142	66.712	38,25	61,75	20,71	-0,407

Source : BUCREP, RGPH3, VOL. 2, T. 9, p. 87.

Etant donné que cette étude se focalise dans le département de la Mefou et Afamba, il est à noter que 30,83% constituent la population entrante contre 48,46% de la population sortante. Malgré l'indice de mobilité résidentielle qui révèle un solde négatif, les investigations menées sur le terrain laissent transparaître à travers une observation directe que la Commune de Mfou est plus attractive pour les populations externes et moins attractive pour les natifs, du fait d'une équivalence par rapport à son niveau d'attraction qui est assez considérable (28,44%). Ceci est dû au fait que certains départements notamment le Mfoundi a accueilli environ dix fois plus d'entrants que la Mefou et Afamba, soit environ 300.000 entrants contre 30.000 (BUCREP, 2005).

Aussi, des 126.034 habitants qui constituent le taux élevé de la population native, on note toujours un nombre important de natifs qui sortent, malgré ce poids démographique, la commune révèle qu'il y'aurait beaucoup de migrants entrant. Par conséquent, la Mefou et Afamba est considéré comme un département répulsif si l'on considère uniquement son solde migratoire global négatif qui est égal à -17.627 habitants. Mais, quand on regarde de plus près, l'on se rend compte que dans ses échanges migratoires avec chacun des autres départements de la région du Centre, ce département est bénéficiaire au détriment de tous les autres départements à l'exception du Mfoundi. Ceci démontre une fois de plus la puissance de l'attraction que Yaoundé exerce sur les populations des départements de la région du Centre (BUCREP, 2005).

En outre, entre les arrondissements d'un même département, les échanges migratoires montrent que certains arrondissements exercent un fort pouvoir d'attraction sur les autres. Les arrondissements les plus attractifs pour les natifs de la Mefou et Afamba sont Assamba et Nkol-Afamba. Les deux autres arrondissements répulsifs pour les natifs du département sont Awaé et Essé.

Dans la sous-section précédente, ont été présentés les échanges migratoires d'une durée de vie entre un département et chacun des autres départements de la région du Centre. Dans la présente sous-section, consacrée aux échanges migratoires d'une durée de vie entre un arrondissement et chacun des autres arrondissements du même département, l'on se focalisera uniquement sur le solde migratoire global de Mfou, résultant de ses échanges avec l'ensemble des autres arrondissements du même département. Dans le département de la Mefou et Afamba, l'arrondissement de Mfou qui représente particulièrement la zone d'étude, bien qu'abritant le chef-lieu du département, a un solde migratoire d'une durée de vie négative. Ceci s'explique tout simplement par le fait que le dernier recensement du BUCREP n'a pas assez mis l'accent

sur la Commune de Mfou. Cependant, les entretiens menés sur le terrain laissent savoir qu'au cours de ces dernières années, la Commune enregistre plus de migrants agriculteurs à la recherche des terres cultivables et de milieux paisibles, ce qui rend ainsi la localité plus attractive, du fait qu'on note plus d'entrants étrangers et plus de sorties autochtones. Sachant que nous avons consciemment transposé quelques axes de l'étude des trajectoires dans la sous-section des états de la migration interne ci-haut concernant le BUCREP, l'état spécifique concernant notre zone d'étude sera lui aussi, sans suivisme scientifique, exposé dans la section qu'il convient de désigner par itinéraires migratoires à Mfou. Une question se pose dès lors, d'où sortent ces derniers avant leur installation dans ladite localité ?

II.2. Itinéraires et trajectoires des immigrés internes à Mfou

Dans cette deuxième section de ce chapitre, il sera présenté les itinéraires et trajectoires des immigrés à Mfou, pour les mêmes raisons évoquées lors de la présentation des états migratoires internes au Cameroun. Compte tenu du lien causal entre ces deux tendances migratoires, le profil démographique du migrant constitue un élément important dans l'étude des mobilités spatiales. En plus de la distance et de l'information que constituent les facteurs essentiels dans la décision de migrer, le choix du lieu d'installation y est pris en compte Kuby et al, (2001). De ce fait, le lecteur pourrait se demander d'où sortent les camerounais qui entre dans la localité d'étude. Ici, il est question de retracer les différentes trajectoires migratoires internes en rappelant les formes d'immigrations internes trajectorielles.

Reprenant en filigrane les axes de déclinaison des états migratoires présentés dans la section précédente, axes qui sont en fait en corrélation avec les trajectoires, précisons la distance en termes de franchissement des frontières des différentes circonscriptions administratives du Cameroun, dans le cas des migrations internes et en s'accordant avec le (BUCREP, 2005 : 30-31) l'on distingue ainsi trois types de migrants :

- Les migrants interrégionaux : qui ont changé de région de résidence.
- Les migrants intra régionaux : qui ont changé de département de résidence à l'intérieur d'une même région ;
- Les migrants intra-départementaux : qui ont changé d'arrondissement de résidence à l'intérieur du même département.

Cette typologie trajectorielle fait constater que les Camerounais se déplacent premièrement, d'une région à une autre dans le pays considéré. Deuxièmement, d'un

département à un autre dans une même région et troisièmement d'un arrondissement vers un autre, dans le même département.

II. 2.1. Typologie des trajectoires des migrants installés à Mfou

Dubar, dans son appréciation humaines et sociales, désigne la trajectoire comme : « *la suite des positions sociales occupées par un individu durant sa vie ou une partie de sa vie* » (Dubar, 1998 :73). Allant dans le même sens, Bourdieu propose une lecture qui permet d'expliquer la notion de trajectoire par des sous-jacentes indissociables en sociologie : « l'habitus et le champ ». Pour l'auteur, ces sous-jacentes démontrent comment les trajectoires se structurent par les déplacements individuels au sein d'espaces sociaux (champ) d'une part. Et d'autre part, comment ces changements de positions sociales déterminent le système de dispositions qui structure les pratiques sociales (Bourdieu, 1974).

En tenant compte de l'évolution de la structure sociale d'accueil (Mfou) et des positions intergénérationnelles des régions d'origine, le sens des trajectoires consiste à regrouper l'ensemble des itinéraires que les immigrants ont opérés avant leur installation dans la localité d'accueil. Ce qui s'explique par la notion de « *processus identitaire individuel* » de l'auteur Kaufmann, qui concerne les diverses manières dont les individus tentent de rendre compte de leurs parcours depuis la localité d'origine jusqu'à leur installation dans la localité d'accueil (Kaufmann, 1994). En rapport à ce processus, le migrant est dès lors considéré comme un individu ayant pour lieu de résidence habituel un lieu différent de son lieu de naissance ou de son lieu de résidence antérieure à un moment donné. C'est au travers de ce concept que l'on retrace les orientations, les directions que parcourent les immigrants qui se dirigent dans le Centre-Cameroun en général, et dans la Mefou-Afamba (Mfou) qui constitue la zone d'étude en particulier :

- **Les migrants interrégionaux (qui ont changé de région de résidence)**

La connaissance des dynamiques migratoires des diverses régions pour la localité d'accueil permet de connaître le changement des itinéraires au cours du temps. Dans l'ensemble, on note que les immigrants de Mfou sont arrivés dans un passé récent car, selon les investigations de terrain, plus de 50% sont arrivés dans les cinq dernières années et 70% avant le recensement. Ainsi, si l'on considère la quête permanente du bien-être ou de l'amélioration des conditions de vie, en termes de franchissement de nouveaux territoires nationaux, une étude au niveau des régions devient impérative pour lire les différentes populations qui migrent dans la région du Centre.

La région du Centre du fait de sa grande disparité entre les indices de mobilité résidentiel, et de sa forte attractivité enregistre un indice élevé (45,66%). Contrairement aux indices de mobilité résidentielle les plus bas qui se retrouvent dans les régions de l'Extrême- Nord et du Nord -Ouest où ces indices valent respectivement 13,15% et 18,15%. Aussi, si l'on prend en compte les indices de mobilité résidentielle d'une région à une autre et selon le contexte d'immigration, l'on constate que les migrations interrégionales enregistrent un taux de 52,66%. Il apparaît ainsi que la région du Centre est plus attractive pour l'ensemble des natifs du Cameroun (BUCREP, 2005 :97).

De ce fait, les immigrés qui s'installent à Mfou-Centre viennent des régions d'origines suivantes : l'Extrême-Nord ; le Nord ; l'Ouest ; le Sud ; le Nord-Ouest et le Sud-Ouest. Ceci est dû au fait que Yaoundé est la capitale politico-administrative, qui enregistre près de 60% des migrants qui s'orientent dans cette région. Cependant, les études jusqu'ici menées n'ont pas permis d'avoir des données statistiques fiables et suffisantes pour pouvoir mesurer ou déterminer la proportion de ces immigrés. Toutefois, sur un total de 100% et d'après les interviews directs et indirects, une estimation subjective découlant des entretiens avec les chefs traditionnels révèle que :

En termes de pourcentage, les individus de l'Ouest sont peut-être à 60%, ceux du Sud sont à 25% et les autres surtout les gens de l'extrême-nord sont à 15%. Présentement, ces immigrés sont très nombreux. Il y'a une forte communauté qui a déjà envahi et s'est déjà aussi installée définitivement. (A1, masculin, 43 ans, agent communale. Entretien du 22-04-2022 Adoum-Mfou).

Si l'on se fie aux dires du chef traditionnel, on comprend que les individus de l'Ouest, du Sud et du Nord sont présents dans la localité d'accueil. Cependant, au vu du manque de registre d'immigrants dans la Commune de Mfou, cet entretien ne permet pas de ressortir avec certitude les différentes proportions de tous les migrants installés dans la localité d'accueil car, hormis les populations de l'Ouest, du Sud et de l'Extrême-Nord, une observation directe et des entretiens révèlent aussi la présence des populations venues du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, zones dans lesquelles sévit la crise socio-politique. Les motivations de ces déplacements en fonction des différentes proportions seront expliquées dans le chapitre suivant.

- **Les migrants intra régionaux : (échanges inter départementaux)**

À l'intérieur de la région du Centre, les échanges migratoires interdépartementaux révèlent de grandes disparités des pouvoirs d'attraction ou de répulsion. Généralement, les départements du Centre qui abritent les chefs-lieux de régions sont les plus attractifs. Ce qui

permet d'examiner les échanges migratoires de chaque département avec les autres départements. Il est question de ressortir les migrants qui ont changé de département de résidence à l'intérieur de la région du Centre. On note ainsi que les indices de mobilité résidentielle varient énormément d'un département à l'autre. Ce qui révèle un indice avec une estimation de (26,03%) BUCREP, (2005).

Notons avec le BUCREP que sur un total de 3.098.044 habitants recensés dans la région du Centre en 2005, 1.414.660 personnes avaient changé de lieu de résidence au-moins une fois. Ce qui donne un indice de mobilité résidentielle égal à 45,66%. C'est l'un des indices les plus élevés et observés au niveau des régions du Cameroun (BUCREP, 2005). Quand on prend en compte l'ensemble des dix (10) départements du Centre, l'indice de mobilité résidentielle varie de 21,89% dans le Mbam et Inoubou à 53,60% dans le Mfoundi, en passant par 27,31% dans le Nyong et Mfoumou ; 28,21% dans la Lékié ; 37,06% dans le Nyong et Kéllé ; 38,77% dans le Mbam et Kim ; 39,54% dans la Haute Sanaga ; 40,44% dans la Mefou et Akono ; 41,17% dans le Nyong et So'o et 43,69% dans la Mefou et Afamba. Au total, quatre départements sur dix ont des indices de mobilité résidentielle supérieurs à 40%. Ce sont les départements les plus attractifs de la région du Centre dont la Mefou et Afamba 43,69% qui constitue le département de cette étude (BUCREP, 2005 : 95).

Cependant, il s'observe que la part des migrants intra régionaux est partout inférieure à 50%. Selon le BUCREP, cette proportion est faible dans le département de la Mefou et Afamba qui constitue la zone d'étude soit (27,55%). En revanche, ce département (Mefou et Afamba) a une proportion élevée des migrants interdépartementaux (intra régionaux) : 57,48%. Ce qui traduit la forte attractivité des flux migratoires dans le département de la Mefou-Afamba avec une proportion de 57,48%. Dès lors, l'on peut dire que la Mefou et Afamba est un département répulsif si on considère uniquement son solde migratoire global qui est négatif et égal à (-17.627 habitants) BUCREP, (2005). Mais, quand on regarde de plus près, on se rend compte que dans ses échanges migratoires avec chacun des autres départements de la région du Centre, ce département est bénéficiaire au détriment de tous les autres départements à l'exception du Mfoundi. Ceci démontre une fois de plus la puissance de l'attraction que Yaoundé exerce sur les populations des départements de la région du Centre.

De ce fait, les immigrés qui s'installent dans le département de la Mefou et Afamba viennent des départements suivants : Mfoundi, Lékié ; Nyong-et-So'o ; Mayo-Banyo ; Mayo-Darlé ; Ndjock Nkong ; Benoué ; le Noun, etc.

Les études jusqu'ici menées n'ont pas permis d'avoir des données statistiques fiables et suffisantes pouvant mesurer ou déterminer la proportion de ces immigrés au niveau des départements. Toutefois, les investigations de terrain laissent transparaître qu'avec certains départements notamment : la Lekié ; le Noun ; Mayo-Darlé ; Ndjock-Nkong et le Nyong-et-So'o abondent en termes d'immigrés dans le département de la Mefou-Afamba. Ceci est dû au fait que n'ayant pas trouvé des espaces résidentiels stables dans d'autres départements, les immigrés vont se diriger dans le département de la Mefou-Afamba et prolonger dans l'arrondissement de Mfou.

- **Echanges migratoires intra-départementaux (Inter arrondissements)**

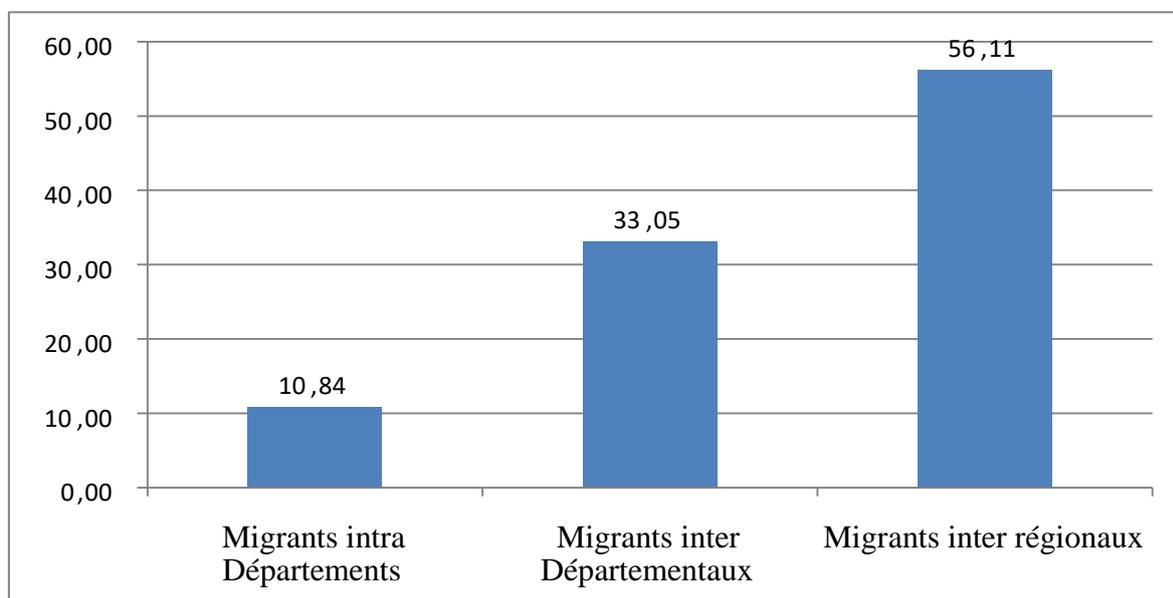
Les échanges migratoires entre les arrondissements d'un même département montrent que certains arrondissements exercent un réel pouvoir d'attraction sur les autres. Globalement, parmi les 323 arrondissements que compte le pays, 146 ont des soldes positifs dans leurs échanges migratoires avec les autres arrondissements de leur département, tandis que 177 autres sont déficitaires. Ainsi, au vu des 10 départements que compte la région du Centre, cette dernière totalise 67 arrondissements. Dans leurs échanges migratoires intra-départementaux, 35 arrondissements ont des soldes positifs contre 32 qui ont les leurs négatifs. En effet, un solde migratoire positif sur un territoire, signifie qu'il y'a plus d'arrivées de personnes que de départs. Mieux, qu'il y'a plus d'immigrants que d'émigrés. Alors qu'un solde migratoire négatif sur un territoire signifie qu'il y'a plus de sorties de personnes que d'arrivées. C'est-à-dire que les émigrants sont plus nombreux que les immigrants.

De ce fait, les immigrés qui s'installent dans l'arrondissement de Mfou, viennent des arrondissements d'origines suivantes : Soa ; Assamba ; Obala ; Monatélé ; Diamaré ; Mayo-Tsanaga ; Mayo-Danay ; Faro ; Fouban ; Foubot etc. Cependant, les études menées jusqu'ici n'ont pas permis d'avoir des données statistiques fiables et suffisantes pour pouvoir mesurer ou déterminer la proportion de ces immigrés au niveau des départements. Toutefois, l'arrondissement de Mfou présente un solde négatif à cause des données collectées lors du dernier recensement du BUCREP. Il est à noter que d'après les entretiens directs et non-directifs de terrain, Yaoundé qui est le chef lieux des départements et des arrondissements de la région du Centre a un fort pouvoir d'attraction. Malgré cela, Mfou a un potentiel attractif de migrants élevés parce que le volume d'entrée compense considérablement le volume de sortie. Ce qui dénote d'un solde positif de cet arrondissement en matière d'immigration interne.

Un graphique de synthèse illustre les différentes trajectoires observées dans le Centre-Cameroun. Une prédominance qui s'observe au niveau macro de la migration interrégionale ;

au niveau méso de la migration interdépartementale qui est largement supérieure à celle interarrondissement qui présente un niveau micro. Ce qui est caractéristique d'une nette attractivité de la région du Centre sur les résidents des autres régions du pays, essentiellement due à la présence de Yaoundé, chef-lieu du département du Mfoundi où les migrants interrégionaux représentent 56,11% de l'ensemble des migrants internes. Toutefois, au vue des types de migrations, les immigrés qui se dirigent dans la commune de Mfou se montrent très attractive pour la simple raison qu'au vu de la proportion considérable de l'indice d'attraction et de l'indice des natifs, la localité peut être considérée comme zone d'attraction parce qu'elle laisse percevoir plus de migrants entrant.

Figure 4 : Type de migration de la région du Centre en 2005



Source : BUCREP, (2005 : 66)

En outre, au-delà de l'origine régionale, départementale et l'origine en terme d'arrondissement des immigrés installés à Mfou, dans le cycle de la migration, plusieurs migrants ont eu à évoluer dans un schéma divergeant ou à des niveaux d'accueils différents dans la mesure où, ils n'ont pas opéré à une migration à la poussée d'Archimède. C'est-à-dire quitter d'une zone et se retrouver ipso facto dans la Commune de Mfou mais, ont opéré des trajectoires en dents de scies. Ceci revient à démontré la complexité des schémas migratoires adoptés par les migrants qui fait en sorte que parfois ceux qui sont installés à Mfou sont des résidents temporaires. Ce que traduit l'entretien d'un immigré qui fait dans l'élevage et l'agriculture lorsqu'il souligne que :

Je suis né à l'Extrême-Nord mais, j'ai grandi au Gabon. Quelques temps après je suis revenu au Cameroun mais cette fois ci dans le département du Mbam et kim où j'avais une boucherie. Etant là-bas, ce n'était toujours pas facile pour mes affaires ensuite, j'ai donc décidé de me rendre dans l'arrondissement de Mfou par envie d'être le premier Boucher. Ici à cette époque il n'y'avait pas encore grand-chose en terme d'évolution et c'était une opportunité pour moi de bien développer mon commerce tranquillement. C'est un peu ça mon parcours avant mon installation dans cette localité. (I1, masculin, 40 ans, éleveur-boucher. Entretien du 18-04-2022 Adoum-Mfou).

Il ressort que la Commune de Mfou est caractéristique d'un milieu riche tant en ressources naturelles qu'économiques. De plus, cette Commune constitue un pôle d'attraction, ce qui permet de ressortir une analyse des états migratoires au Cameroun en général et dans la Commune de Mfou en particulier. Des états mis en corrélation avec les différents itinéraires migratoires à Mfou qui permettent de comprendre le parcours des immigrants avant leur installation dans ladite localité. Cependant, qu'est ce qui est à l'origine de ces mouvements migratoires ? Il est important de ressortir les fondements socio-économiques pour mieux comprendre les raisons ou motivations de la réalité observée, qui constitue le chapitre deux de cette partie.

CHAPITRE 2 :

FONDEMENTS SOCIAUX ET ECONOMIQUES DE L'IMMIGRATION AGRICOLE INTERNE À MFOU

Le chapitre précédent a démontré d'une part, les caractéristiques sociodémographiques et économiques de la migration interne à Mfou ; et d'autre part, il s'est appesanti sur l'état de la migration interne au Cameroun en général et du Centre (Mfou) en particulier. Dans ce précédent chapitre, sont mis en exergue une certaine corrélation entre ces états et les différentes trajectoires. Suivant cette perspective, le présent chapitre entend se pencher sur les motivations, voire les raisons qui poussent les migrants à quitter leurs localités d'origines pour la terre d'accueil qui est Mfou. À cet effet, il est divisé en deux grandes sections : tandis que la première section étudie les fondements sociaux (I), la deuxième section se propose de ressortir les fondements économiques de l'immigration agricole à Mfou (II).

I. FONDEMENTS SOCIAUX DE L'IMMIGRATION AGRICOLE À MFOU

L'immigration agricole interne peut se définir comme étant la situation d'un individu qui quitte sa résidence de naissance ou d'origine pour s'installer de façon durable, saisonnière ou définitive dans une autre localité à l'intérieur d'un territoire national, ceci dans le but de mener des activités agropastorales. Le terme fondement quant à lui a été employé par Auguste Comte (1839) lors de sa 47^e leçon de philosophie positive pour désigner cette partie complémentaire de la philosophie naturelle qui se rapporte à l'étude positive de l'ensemble des lois fondamentales propres aux phénomènes sociaux. Parler de ce fait de fondement dans cette étude, c'est présenter les bases, les raisons qui justifient la réalité observée dans les phénomènes migratoires. En effet, dans le contexte d'immigration qui est construit à Mfou, il s'observe que les logiques migratoires ne sont pas les mêmes chez tous les individus qui se déplacent. Les motivations sociales migratoires font références à la capacité des individus à adhérer à un certain nombre de principes ou normes sociales afin de se conformer à cette nouvelle société pour une socialisation nouvelle. Les éléments sociaux de base que sont l'éducation, la santé, représentent les éléments sociaux ayant attiré les immigrés du Nord, du Sud, de l'Ouest, du Nord-Ouest et Sud-Ouest dans la Commune de Mfou. Aussi, certains fondements naturels

comme le changement climatique et démographique constituent les motivations des déplacements des populations vers d'autres zones du pays.

I. 1 l'impossibilité d'accès aux services sociaux de base dans la région d'origine : le cas de la santé et de l'éducation

L'accès aux services sociaux de base (santé et éducation), déjà fort limité dans les régions du Nord, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest Cameroun, s'est d'autant plus dégradé à cause du manque d'équipements et de personnels qui se font ressentir dans les petits centres sanitaires, ceci dans la majorité des départements et arrondissements du territoire. La norme recommandée par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) stipule qu'il faut au moins un (01) médecin pour 5000 habitants ; mais on constate que cette norme n'est pas toujours respectée du fait de la crise socio-politique qui sévit encore dans ces zones. Ce qui conduit notamment au manque d'infrastructures sanitaires et indique des déficits de médecins pour un encadrement optimal des populations. Pour ce qui est de l'éducation, l'on remarque que ces différentes zones font face au manque de structures scolaires entraînant parfois une déscolarisation des jeunes, ce qui déstabilise les parents et crée une sorte de motivation des mouvements migratoires. Les fondements sociaux s'observent ainsi, à travers les facteurs de répulsions qui sont motivés d'abord, par des difficultés d'accès aux services sociaux de bases (santé, éducation). Ensuite, des raisons liées au changement climatique et à l'insécurité alimentaire. Enfin, les fondements démographiques et culturels de l'immigration agricole à Mfou.

I.1.1 Des difficultés d'accès aux soins sanitaires dans les zones d'origines.

La santé peut être définie comme un état de bien-être physique, mental et social complet, et non pas simplement l'absence de maladie ou d'infirmité (OMS, 2006). De ce fait, le lien entre la migration interne et la santé est complexe et conduit à une corrélation entre migration et santé qui englobe l'idée des facteurs sanitaires qui conditionnent les décisions de migrer. Le profil de la maladie et les facteurs sanitaires qui poussent les individus à délaisser leur localité d'origine varie entre les populations migrantes et la zone d'accueil. De même, des inégalités peuvent accroître les vulnérabilités en matière de santé, ce qui suscite les migrations.

En effet, au vu des besoins sanitaires, physiques et mentaux auxquels les immigrés font face dans leur zone d'origine, ces derniers se retrouvent dans la plupart du temps obligés de délaisser leurs zones d'origine pour la recherche des meilleures conditions sanitaires dans les localités d'accueil. Ainsi, la Commune de Mfou, qui constitue la zone d'accueil des migrants, se montre assez riche en infrastructures sanitaires pour les immigrés venant principalement du

Nord-Ouest et du Sud-Ouest, ainsi que de l'Extrême-Nord. C'est dans ce sens qu'un immigré souligne que :

Certains problèmes de santé fréquemment observés dans les régions de Nord-Ouest ou de l'Extrême-Nord : rougeole, choléra, paludisme, des pathologies telles que la fièvre jaune et la typhoïde, favorisent l'apparition de problèmes psychiatriques et psychosociaux ce qui nécessite un bon survit médical. Or, dans l'Extrême-Nord nous tous nous savons qu'il y'a d'abord ce manque d'infrastructures sanitaires et quand bien-même tu en trouves un ou deux, tu seras confronté à un autre problème celui du manque d'un médecin spécialisé. Des logiques s'en suivent : celle de se déplacer, celle d'aller chercher de meilleurs soins sanitaires ailleurs, ce qui entraine automatiquement des mouvements migratoires. (I2, masculin, 38 ans, agriculteur. Entretien du 07-04-2022 Adoum-Mfou).

On comprend dès lors que l'état de santé d'une personne dépend, non seulement de l'accès aux services de santé, mais aussi d'une multitude de facteurs appelés « déterminants de la santé » constitution (OMS, 2012). C'est pourquoi, il est admis que la santé des personnes déplacées (PD) établie dans les communautés d'accueil est souvent tributaire des capacités des structures locales de santé (Spiegel et al, 2002).

De plus, les migrants constituent les groupes de populations les plus vulnérables. Ils sont confrontés à de nombreuses difficultés d'accès aux soins sanitaires. En effet, les populations vulnérables de la crise des régions du Nord- Ouest et du Sud-Ouest évoquent diverses raisons pour justifier leurs difficultés d'accès aux soins de santé notamment : la qualité de l'eau consommée, la mauvaise alimentation, le manque d'hygiène et la promiscuité en matière de logement dans leur zone d'origine, des facteurs aggravant leur condition sanitaire et les conduisant à la pratique de l'automédication. Ce qui a été l'une des raisons de leur déplacement pour s'installer à Mfou, parce que ladite localité présente un accès qui, au-delà des facteurs géographiques, contribue à une distribution spatiale des structures d'offre de soins. Les propos d'un immigré du Nord-Ouest justifient cette idée en ce sens que :

Les régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest du fait de la crise socio-politique qui sévit, rencontre beaucoup d'instabilités tant financière que matériel. Le manque d'infrastructures sanitaires, le manque d'eau potable, deviennent des problèmes récurrents. Avec tout ceci, c'est évident que ceux qui veulent vivre longtemps vont explorer d'autres horizons. Moi par exemple, je me suis déplacé pour Yaoundé et Mfou a su répondre à mes exigences sanitaires en qualité et en coût. Sans une bonne santé, qui fera mes champs à ma place ? Ou encore participer aux activités communautaires de la localité ? C'est toujours mieux de s'installer dans une zone qui saura répondre à nos exigences sanitaires. (I3, masculin, 42 ans, agriculteur. Entretien du 07-04-2022 Adoum-Mfou).

De là, on comprend que les raisons qui motivent les déplacements vers Mfou sont multiples et concernent en partie la sécurité sanitaire. Les immigrés dans leur migration

cherchent en parti une zone riche en infrastructures sanitaires doués d'équipements et surtout des équipes qualifiées.

I.1. 2 Les mobiles éducatifs de l'immigration à Mfou

Inscrite dans l'article 26 de la déclaration universelle des droits de l'homme, l'éducation est un outil essentiel de protection de la dignité humaine (UNESCO, 2018). Elle est par ailleurs OMD n°2 (objectif du millénaire pour le développement) et ODD n°4 (objectif de développement durable) qui assignent aux différents pays du monde « d'assurer l'éducation primaire pour tous ». Ces objectifs pour le développement font partir des priorités des Etats en matière de politique sociale à travers le monde et ces derniers sont appuyés par les organismes du Système des Nations Unies, particulièrement l'UNESCO et l'UNICEF et de nombreuses ONG. Cependant, l'accès à l'éducation pour les enfants reste un défi tant pour les humanitaires que pour les différentes localités du Cameroun (Kamdem, 2016). Mais, ces objectifs sont fortement menacés par la crise sociopolitique des régions du Nord-ouest et du Sud-ouest. « *On estime à environ 600 000 le nombre d'enfants déscolarisés du fait de cette crise* » (UNICEF, 2019). En effet, en raison des violences continues et de l'insécurité grandissante, les enseignants ont massivement quitté les zones en crise pour se réfugier dans d'autres localités du pays. Il s'en est suivi une fermeture des écoles sous l'intimidation des groupes armés. Un immigré, ressortissant de l'arrondissement de Babadjou fait savoir que :

Lorsque cette crise a surgi, mes enfants ont arrêté l'école déjà qu'il n'y'avait plus d'enseignants disponibles. Donc, pour l'avenir de mes tous petits, j'ai décidé de me chercher ailleurs. Du moins il était urgent de quitter d'abord cette région en vie. Voilà comment je me suis retrouvé à Yaoundé et particulièrement à Mfou et il s'est avéré que cette commune en matière scolaire fournit des structures d'enseignement général, technique, on y trouve également des établissements bilingues ce qui est très important pour nous les anglophones. (I4, masculin, 40 ans, commerçant. Entretien du 07-04-2022 Nkolinda-Mfou).

Cela dit, il est clair que l'éducation est fondamentale pour une société car, elle constitue un puissant facteur de changement. Durkheim (1992) partage cet avis lorsqu'il souligne que la société doit fournir aux enfants une éducation de qualité car, c'est le moyen idéal par lequel on : « *prépare dans le cœur des enfants les conditions essentielles de sa propre existence* ». Puisqu'elle est avant tout sociale et permet à l'enfant qui est le père de l'avenir de recevoir des qualités ou des savoirs nécessaires pour la vie en société. Pour ce dernier, l'éducation est :

L'action exercée par les générations adultes sur celles qui ne sont pas encore mures pour la vie sociale. Elle a pour objet de susciter et de développer chez l'enfant un certain nombre d'états physiques, intellectuels et moraux que réclament de lui la

société politique dans son ensemble et le milieu spécial au quel il est particulièrement destiné, (Durkheim, 1992 : 8).

On comprend dès lors que l'éducation constitue en quelque sorte une clé du développement durable. Comprise ici comme la base de la société, elle encourage la perfectibilité dans l'éducation de l'enfant. Elle est le moteur, la garantie du développement humain et de la transformation intégrale d'une société donnée. Stéphanie Casse, dans une communication du 09 au 12 mars 2004 à Ouagadougou, stipulait déjà que : « *le droit à l'éducation doit être une possibilité d'apprendre à connaître, d'apprendre à faire, d'apprendre à vivre ensemble pour s'accepter mutuellement* ». Pour cette dernière, l'école est considérée comme un facteur d'intégration sociale et de paix. Elle prend en compte « *la qualité de l'éducation offerte ici et la condition d'insertion sociale dans leur société* » (Kabore et al, 2002). Etant donné qu'il s'agit d'un processus de socialisation qui vise à intégrer les élèves ou apprenants dans la société tout en développant leurs capacités d'agir, elle a pour finalité de transmettre et de construire de génération en génération le patrimoine culturel, de reproduire et de transformer les rapports sociaux, d'intégrer et de contester les structures sociales existantes.

Les études sur le phénomène migratoire en Afrique n'établissent pas clairement si les métiers des migrants influent sur leur décision de partir. Mais si l'on en juge par le rôle que joue le niveau d'instruction, il est normal de supposer qu'une certaine sélectivité s'exerce sur cette base. Quoi qu'il en soit, il semble que dans la plupart des régions rurales, la qualification professionnelle n'ait pas beaucoup d'importance étant donné la prépondérance de l'agriculture (Caldwell, 2001). De ce fait, il devient important pour les immigrants d'acquérir une bonne éducation dans la zone d'accueil ce qui constitue l'une des raisons pour laquelle ils ont opté pour la Commune de Mfou qui est fortement riche en infrastructures scolaires anglophones et francophones. Les immigrants s'y installent à cause de la disponibilité, de l'utilité, du partage des connaissances et compétences dont ont besoins les enfants et jeunes immigrants internes pour leur épanouissement dans leur nouvelle société. C'est une raison pour ces derniers d'investir dans l'éducation et de trouver des milieux adéquats qui répondent à leurs attentes éducatives. La région du Centre en général et la Commune de Mfou en particulier répondent aux critères en matière de structure de base avec la présence des établissements scolaires bilingues et francophones et des enseignants qualifiés et disponibles.

I.2 Du changement climatique à l'insécurité alimentaire : vulnérabilité et poussée éco-migratoire

Les migrations internes représentent en quelque sorte une stratégie adoptée par les communautés humaines pour répondre à une détérioration des conditions de vie, motivant le choix de partir soit définitivement soit temporairement des régions autres que les lieux d'origines. Toutefois, une analyse plus attentive révèle la nature multidimensionnelle des mouvements migratoires entraînant des conséquences telles que : l'épuisement des ressources naturelles et les effets du changement climatique sur l'environnement ce qui conduit à une poussée de l'éco-migratoire. Ainsi, parler de la poussée éco-migratoire c'est l'assimiler à la catégorie des déplacés en raison de la gravité et de l'irréversibilité des changements écologiques qui les forcent à abandonner leurs lieux d'origine (Hong, 2001). En effet, l'éco-migration désigne ce nouveau type de migrants forcés de quitter leur lieu de résidence traditionnel parce que leurs moyens de subsistance ont été mis en péril par des processus de dégradation de l'environnement, comme des dommages écologiques irréversibles ou des changements climatiques (Zaniboni, 2006). Dès lors, il est à constater que l'insécurité alimentaire, le changement climatique et les migrations sont liés. Et pour ce, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture a récemment souligné que l'agriculture et le développement rural sont des facteurs importants pour les migrations (FAO, 2019). Un rapport de 2019 du GIEC sur le changement climatique et les terres révèle que le changement climatique constitue un facteur déterminant de l'insécurité alimentaire au sens large ce qui a entraîné une migration agricole interne de pour diverses raisons de nombreuses générations à travers le Cameroun. Compris ainsi comme un processus naturel des populations, elle est souvent motivée par des actions de développement et de dynamiques sociales. Elle peut également être provoquée par certaines circonstances telles que : le changement climatique et l'insécurité alimentaire.

I.2.1 Le changement climatique : un facteur non négligeable

Le changement climatique désigne l'ensemble des variations des caractéristiques climatiques en un endroit donné au cours du temps : réchauffement ou refroidissement. Il se traduit par des conséquences telles que : intensification des précipitations (fortes pluies), augmentation des périodes d'aridité et de sécheresse etc. De ce fait, le rapport (2011) sur le Programme des Nations Unies pour l'environnement PNUE explique comment les régions du Nord et de l'Extrême-Nord font face une instabilité des saisons en raison du changement climatique et d'autres facteurs. Les effets du changement climatique diminuent dans ces zones la disponibilité et l'accès aux ressources en eau, aux terres agricoles arables, aux rendements

des cultures et par conséquent aux moyens de subsistance. La majorité de ces populations étant directement dépendantes des ressources naturelles pour leur subsistance est donc particulièrement vulnérables. Les impacts liés au changement climatique entraînent une augmentation de la variabilité des précipitations, ce qui se traduit par des cycles de pluie plus courts et des perturbations dans les schémas de plantation et de culture.

Ce manque de disponibilité, d'accessibilité, de stabilité et d'utilité des ressources nécessaires à la vie et aux moyens de subsistance poussent les agriculteurs de différentes régions à migrer afin de trouver des terres cultivables qui supportent l'effet des changements climatiques. Ce phénomène s'exprime mieux au travers des entretiens de terrain avec certains immigrants agricoles qui soulignent que la variabilité et l'intensification croissante des précipitations, du fait du changement climatique dans leurs zones d'origines qui se trouvent parfois au sommet des montagnes, les poussent à migrer vers des pôles d'attraction où le changement climatique n'a pas un très fort impact sur le calendrier agricole. C'est le cas de la Commune de Mfou au Centre-Cameroun qui échappe jusqu'à présent aux risques d'inondations et aux sécheresses qui sévissent dans les zones d'origines, et par conséquent, devient une zone ouverte à l'immigration agricole interne (PCD de Mfou, 2015).

I.2. 2 Du changement climatique à l'insécurité alimentaire.

Les conclusions du rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) des Nations Unies font remarquer l'évaluation des liens entre l'insécurité alimentaire et la migration des régions du Nord et l'Extrême-Nord Cameroun. Ce rapport indique que le changement climatique affecte la sécurité alimentaire par l'augmentation des températures, la modification des régimes de précipitations et l'augmentation des phénomènes météorologiques extrêmes tels que les sécheresses et les inondations. Les impacts du changement climatique sur l'insécurité alimentaire dans lesdites régions perpétuent la perturbation des moyens de subsistance, exacerbent les griefs et laissent souvent les gens avec peu d'options d'adaptation dans les zones d'origines. Le rapport prévoit également que la sécurité alimentaire sera de plus en plus affectée par les changements climatiques futurs projetés et que la vulnérabilité des systèmes pastoraux et de la production agricole au changement climatique est et restera très élevée. Le changement climatique devrait donc avoir un impact négatif sur les quatre piliers de la sécurité alimentaire : la disponibilité, l'accès, l'utilisation et la stabilité (GIEC, 2019).

De plus, il apparaît que depuis 2016, les attaques de Boko Haram (BH) ont en effet provoqué un afflux important des mouvements internes des populations du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Tous ces mouvements massifs de populations ont perturbé l'ordre social, provoqué une pression supplémentaire sur les ressources limitées et accru les vulnérabilités en matière d'insécurité alimentaire. Lesdites régions d'origines connaissent de manière récurrente des difficultés en matière de travail qui perturbent les productions agricoles et animales. L'insécurité due aux exactions de BH, augmente l'impact négatif sur la saison agricole. En effet, les résultats d'une évaluation de la sécurité alimentaire réalisée en septembre 2015 par le PAM et le gouvernement ont montré que les régions de l'Est, Adamaoua, Nord et de l'Extrême-Nord du Cameroun enregistrent un taux de 19% des ménages en insécurité alimentaire, dont 2% en insécurité alimentaire sévère. Les régions du Nord et de l'Est sont moins touchées, respectivement avec 11% et 8% de ménages en insécurité alimentaire (INS, 2015).

Si le changement climatique et l'insécurité alimentaire ont favorisé la migration agricole interne saisonnière de personnes et de bétail, une part importante des stratégies de subsistance de l'immigration agricole vers la zone d'accueil Mfou s'observe également lorsque ces moyens de subsistance et l'absence d'autres moyens de subsistance ne sont plus viables dans les zones d'origines. Au cours de nos entretiens, plusieurs enquêtés ont confirmé cette information. Ce qui démontre la place de choix qu'occupe la nutrition dans la vie de tout un chacun malgré les périodes de la vie. D'où les propos d'un immigré de l'Extrême-Nord qui, suite aux entretiens de terrain révèlent que :

L'abandon de nos terres d'origines est dû en partie par des troubles saisonniers. Ceci peut ainsi conduire à des conséquences sur nos activités agricoles qui vont subir soient des sécheresses intenses, soient des inondations imprévues. L'agriculture constitue l'élément de base nutritionnel de notre région et au vu de cette influence climatique, elle va se retrouver limiter avec des rendements très bas conduisant très souvent à une insécurité alimentaire. Les populations manquent de quoi se nourrir normalement dans la région de l'Extrême-Nord et ceci m'a forcé à migrer ailleurs en principe dans le Centre-Cameroun où, la terre bien qu'elle soit exposée à ces différents changements, l'agriculteur sait faire face aux nouveaux défis climatiques. (15, masculin, 48 ans, agriculteur. Entretien du 06-04-2022 Nkondom-Mfou)

Les événements climatiques révèlent toutefois, une menace pour certaines régions déjà en proie à l'insécurité alimentaire et il est à constater que ce changement climatique touche en parti l'agriculture qui est la principale source de nourriture et de moyens de subsistance des populations venues de diverses régions du Cameroun. Cette insécurité alimentaire exacerbée rend nécessaire la migration, avec l'augmentation des températures, la variabilité des précipitations et les paysages décimés. La migration agricole interne est donc cimentée comme

la principale voie d'adaptation dans le Centre-Cameroun en général et très souvent à Mfou en particulier qui est une zone très accueillante avec des terres favorables aux changements climatiques. C'est pourquoi il est important qu'en milieu d'accueil, les immigrants puissent avoir la possibilité de produire par leurs efforts personnels de quoi manger pour survivre, quand on sait que le droit à l'alimentation est reconnu comme fondamental à l'homme et donc, le droit de pouvoir s'alimenter par ses propres moyens, dans la dignité devient primordial. Mfou offre la possibilité aux immigrants de pouvoir faire de l'agriculture, de l'élevage et du commerce de subsistance qui est vitale. Il s'observe dès lors que la nutrition est essentielle et occupe une place importante dans le choix de la zone d'accueil.

I. 3 Fondements démographiques et culturels de l'immigration agricole à Mfou

La démographie peut se définir comme : « *l'étude des populations humaines et de leurs dynamiques à partir de leurs composantes : fécondité, conjugalité, vieillissement, mortalité, natalité et migration* » Henry Louis (1972 : 341). Ainsi, l'ensemble des travaux qui établissent des liens entre les variables démographiques (l'âge, le sexe etc.), sont souvent implicitement considérées comme des variables explicatives du phénomène migratoire à l'intérieur d'un pays. « *La culture dans son sens large quant à elle, est considérée comme l'ensemble des traits distinctifs, spirituels et matériels, intellectuels et affectifs, qui caractérisent une société ou un groupe social* » (UNESCO, 2013). Elle représente les modes de vie, les systèmes de valeurs, les traditions, les croyances et les recompositions familiales au sein d'une société. Ainsi, pour mieux comprendre les raisons migratoires dans la Commune de Mfou nous allons nous appuyer sur la croissance démographique et les déterminants culturels qui motivent les mouvements migratoires dans ladite Commune.

I.3.1. La croissance démographique et dividende démographique

La démographie se veut être au centre des stratégies migratoires des populations notamment, celles qui se déplacent à Mfou mais également, une option d'assurance sociale dont les prévisions reposent sur l'anticipation du nombre d'individus (jeunes, population active) par classe, sexe, âge (Rabier, 2020). Elle est caractérisée par un dividende démographique qui résulte de l'effectif d'une population au cours d'une période donnée, et correspond à la somme du solde naturel et du solde migratoire calculé pour une année (UA, 2016). En d'autres termes, il s'agit de la perspective d'un dividende économique qu'un pays ou une région pourrait tirer d'une évolution particulière de sa population. C'est le cas par exemple des populations du Nord,

du Nord-Ouest, de l'Extrême-Nord, de l'Ouest, du Sud et du Sud-Ouest qui, du fait de la forte densité des populations sont contraintes de migrer pour s'autonomiser.

La migration est causée par plusieurs facteurs entre autre les facteurs positifs (pull factors) qui caractérisent les lieux d'arrivés et des facteurs négatifs (push factors) qui caractérisent les zones de départ. De ce fait, plus la différence entre ces deux types de facteurs dans les lieux de destination et de départ est grande, plus la probabilité de migrer augmente (Lee, 1966). De ce fait, la faible productivité agricole, l'accroissement démographique et les exigences liées au dividende démographique, sont des facteurs structurels qui peuvent être considérés comme des facteurs répulsifs des mouvements de populations (Simmons et al, 1976). En effet, l'un des fondements du dividende démographique consiste à s'assurer des libertés et droits essentiels que les hommes disposent afin de mettre sur pieds des stratégies propres pour leur épanouissement, pour le développement de leurs activités quotidiennes entre autres leurs études, le marché du travail et à l'acquisition des richesses (Guengant, 2011). Ainsi, en améliorant les opportunités pour l'ensemble de la population, le dividende démographique des différentes régions suscitées devient une motivation pour les immigrés. Ce dividende démographique des populations venant des différentes régions du Cameroun se définit comme l'avantage économique tiré d'une proportion relativement importante des immigrés en âge de travailler au sein de la Commune de Mfou. Et compte tenu des variables présentées dans notre guide d'entretien, il devient impérieux de s'attarder sur des critères sociodémographiques qui représentent les critères traditionnels de segmentation de la population migrante. L'âge et le sexe sont les caractères les plus fondamentaux d'une population. Chaque population a une composition différente par âge et par sexe qui la pousse souvent à migrer. Cette structure peut exercer des répercussions considérables sur son comportement démographique ce qui s'observe chez les immigrés agricoles internes de Mfou.

- **Critères par sexe des migrants**

La population migrante à une composition différente par sexe et ce critère peut exercer des répercussions considérables sur son comportement démographique. Le sexe constitue ainsi, l'un des caractères les plus fondamentaux d'une population. Par conséquent, lorsqu'on considère les régions d'origine des immigrants, il apparait que dans la région de destination prioritaire des immigrés qui est le Centre-Cameroun et d'après les investigations de terrain il ressort que les hommes migrent plus par rapport aux femmes. En ce qui concerne notre zone d'étude qui est Mfou et d'après les entretiens de terrains réalisés, un tableau de synthèse à la

suite de cette sous-section fera ressortir des proportions différentes en fonction des sexes des immigrés. C'est-à-dire que dans cette commune, les hommes migrent en premier et davantage que les femmes.

- Le critère d'âge

L'âge est la variable centrale de l'étude de l'état et des mouvements de la population. Dans la compréhension des données sociodémographiques, l'âge permet de constituer des sous populations homogènes qui présentent un intérêt particulier dans l'examen des questions de la population immigrante. C'est ainsi que dans la Commune de Mfou, les groupes spécifiques des immigrés varient en fonction des sexes et âges ci-après : les hommes présentent un âge qui varie de 28 à 35 ans, de 41 ans à 51 et de 60 et plus. L'âge est la variable centrale de l'étude de l'état et des mouvements de la population. Dans la compréhension des données sociodémographiques, l'âge permet de constituer des sous populations homogènes qui présentent un intérêt particulier dans l'examen des questions de la population immigrante. On peut ainsi citer les groupes spécifiques selon les âges et les sexes ci-après : les jeunes hommes allant de 28 ans à 35 ans, et de 41 ans à 51 ans présentent souvent une immigration saisonnière alors que les individus de 60 ans et plus révèlent des migrations définitives. La répartition de la population migrante en grands groupes d'âges et sexe est révélatrice à plus d'un titre.

Tableau récapitulatif des immigrants de Mfou en fonction de leurs sexes présente des proportions en âges suivantes :

Tableau 4 : Répartition en pourcentage de la population migrante par grands groupes d'âges et sexes

Groupe d'âges	Hommes recensés	Femmes recensées
28-35 ans	20,00%	40,00 %
45- 51 ans	70,00 %	60,00 %
60 ans et +	10,00 %	00 %
Total	100%	100%

Source : BEKADA Georgette, analyse des données de terrain; Avril 2022.

La répartition de la population migrante en grands groupes d'âges et sexe est révélatrice à plus d'un titre. Pour les raisons évoquées ci-dessus, la proportion des 28-35 ans chez les migrants est de 20,00%, chez les hommes alors qu'elle représente jusqu'à 40,00% chez les femmes. Par contre, la tranche 45-51 ans regroupe une population migrante de 70,00% chez les

hommes contre 60,00% chez les femmes. Ceci s'explique par le fait que les migrations intéressent en premier chef les personnes d'âge actif. Cette dernière situation se justifie aussi par le fait qu'il s'agit de la migration d'une durée de vie et par conséquent cette tranche d'âge s'est construite des familles avec les femmes autochtones de la localité, alors que les précédentes sont en partie saisonnières et parfois poussent leurs femmes à les suivre dans la plupart des cas.

I 3 2 L'urbanisation

Le terme urbanisation désigne un phénomène historique de transformation de la société qui se manifeste par une concentration croissante de la population dans des agglomérations urbaines. En effet, les migrations internes conjuguées à une importante croissance démographique ont favorisé l'émergence de pôles urbains dont la force attractive reste difficilement maîtrisable. Ainsi, la dynamique urbaine récente dans la ville de Yaoundé en particulier bénéficie de l'essentiel des flux des populations venant de toutes les autres régions du pays facilitant ainsi les mouvements vers la Commune de Mfou (RGPH, 2005). Cependant, le caractère périurbain de cet arrondissement qui avoisine la ville de Yaoundé, capitale politique, suscite l'entrée des populations diverses du Cameroun selon les itinéraires évoqués au chapitre précédents. De ce fait, L'immigration dans cette ville reste d'autant plus forte à cause de sa continuité et de son accélération qui la caractérise en croissance démographique et la Commune de Mfou qui entre dans les périphéries de la ville, constitue la zone d'étude de par son caractère périurbain, son attractivité foncière et son accès aux soins de santé. Ce qui constitue une source de motivation pour les nouveaux arrivants qui vont se diriger dans un premier temps dans la ville de Yaoundé puis dans un deuxième temps dans la Commune de Mfou pour s'y installer et pratiquer des activités agro-sylvo-pastorales. Cette idée est soutenue par une enquête lorsqu'elle déclare :

Nous tous connaissons l'essor que certaines villes du Cameroun ont pris depuis une bonne période déjà, et que nous sommes des agriculteurs qui font dans l'agriculture de rente destinée à la commercialisation. Car, on a beaucoup de besoins et surtout besoin d'argent. Quoi de mieux que des villes urbaines pour développer nos commerces ! J'ai ainsi décidé d'aller me chercher dans les grands marchés de Yaoundé et voilà je suis installée à Mfou qui de par son grand marché, te permet d'écouler tes produits dans les marchés avoisinants (Mfoundi) et à des bons prix. On comprend qu'avec l'urbanisation de la ville de Yaoundé, les prix du marché sont différents de nos marchés du grand Nord par exemple ou du Sud. (I6, féminin, 38 ans, immigrée agricole. Entretien du 06-04-2022 Nkondom-Mfou)

Le phénomène de migration vers des zones urbaines est en effet lié à plusieurs facteurs dont l'un des plus importants est l'exode rural, poussée par une modernisation de la ville de Yaoundé en général et de la commune de Mfou en particulier. Certains travaux arrivent à montrer que l'urbanisation est une conséquence de l'attraction des populations rurales par les centres industrialisés, des marchés ouverts et par conséquent le rapport entre l'urbanisation et l'immigration insiste sur l'espérance de l'amélioration des revenus comme facteur sous-tendant les migrations des populations des zones rurales vers les zones urbaines (Caldwell, 1974). Pour Chaline (2000), les transformations des villes dépendent à la fois des facteurs exogènes et d'une dynamique endogène des populations locales dont les courants migratoires traduisent bien l'importance des mobilités résidentielle et les changements progressifs dans l'occupation sociale de l'espace périurbain. À cet effet, Sandron et Guilmoto (2000) considèrent « *l'urbanisation comme la première migration* » qui établit ainsi un lien fort entre ces deux phénomènes. C'est ainsi que la dégradation des conditions de vie dans certaines zones d'origine, permet de comprendre les motivations des populations vers des zones périurbaines de Yaoundé et la Commune de Mfou au vu de ses ressources naturelles se montre assez attractive pour l'accueil des nouveaux arrivants. Il est nécessaire de relever le caractère périurbain que connaît la commune de Mfou, ce qui peut être une motivation pour le migrant qui peut bénéficier de conditions de vie relativement meilleures vu le coût moins cher de la vie dans la zone d'accueil d'une part et d'autre part, les opportunités qu'elle offre (opportunité d'emploi formel et/ ou informel, de de scolarisation, d'accessibilité aux établissements sanitaires et aux personnels d'appuis, etc.) (Simmons et al, 1978).

En outre, d'autres facteurs qui motivent les mouvements migratoires des zones d'origine pour Mfou existent, il s'agit des facteurs économiques (II).

II LES FONDEMENTS ECONOMIQUES DE L'IMMIGRATION AGRICOLE À MFOU

Parler de facteurs économiques dans cette section, c'est ressortir les déterminants qui favorisent les décisions économiques migratoires à l'intérieur d'un même Etat, principalement pour améliorer sa situation économique. Dès lors, les populations qui effectuent les migrations agricoles internes sont souvent confrontés aux problèmes tels que : le chômage et le sous-emploi, le manque d'attractivité foncière et une agriculture commerciale fort limitée dans les zones d'origines. Les facteurs d'attractions économiques qu'offre la Commune de Mfou favorisent les migrations vers ladite Commune.

II.1 Le chômage et le sous-emploi dans les zones d'origines.

Le chômage est un indicateur de tension sur le marché du travail, marquant le désajustement entre la demande et l'offre. On distingue généralement le chômage au sens du BIT (bureau international du travail) et le chômage élargi. Le chômage au sens du BIT correspond aux actifs qui n'ont pas travaillé au cours des 7 jours précédant l'enquête, ne serait-ce qu'une heure qui recherche un emploi et sont disponibles pour l'exercer immédiatement. Le chômage élargi quant à lui regroupe les chômeurs au sens du BIT auxquels on ajoute les inactifs qui, bien que n'ayant pas cherché d'emploi au cours de la période de référence, restent malgré tout disponibles si on leur en proposait un.

L'ECAM3, (2005) confirme la tendance observée au cours de l'EESI selon laquelle le chômage au Cameroun est un phénomène qui touche aussi les zones rurales. Les multiples possibilités d'exercices d'activités agropastorales en zone rurale, l'exode rural et les difficultés d'insertion professionnelle pourraient expliquer cette situation. Ainsi, au niveau régional, les deux grandes métropoles, Douala et Yaoundé, qui sont les régions les plus urbanisées du pays constituent des pôles d'attraction pour les nouveaux arrivants en quête de travail. C'est le cas par exemple des populations des régions de l'Ouest et du Nord-Ouest dont les taux de chômage sont relativement les plus élevés respectivement 6,3% et 4,4% (l'EESI, 2005). Ce qui peut donc constituer un élément favorable à l'exode rural qui constitue une forme de migration interne. Les régions et les milieux ayant un taux de chômage haut constituent les zones de départ des émigrés vers des zones attractives. C'est le cas de la Commune de Mfou qui, de par son attractivité, sa proximité avec Yaoundé et surtout grâce au coût relativement moins cher des terrains et de l'immobilier dans le département de la Mefou et Afamba favorise l'entrée des migrants. Les propos d'un enquêté justifie cette réalité :

Je suis arrivé ici ça fait plus de 10 ans. À cette époque, les terrains étaient vraiment très moins chers et grâce à mes petits revenus je me suis acheté un espace pour pouvoir continuer mes activités champêtres. Chez nous à l'Ouest, les terrains sont réservés à une catégorie de personnes, au clan royal par exemple. Alors moi ne faisant pas partie de ce clan et vu que ce sont mes champs qui me nourrissent ma famille et moi, Yaoundé en général et Mfou en particulier, vu ses critères en termes d'immobiliers et de vastes terrains moins couteux a su me retenir et voilà ma famille et moi on poursuit nos activités dans la paix. (I7, masculin, 51 ans, investisseur migrant. Entretien du 06-04-2022 Nkondom-Mfou)

De plus, dans les pays sous-développés en général et au Cameroun en particulier, le taux de chômage présente des limites dans la mesure où sa valeur n'est pas représentative des réalités locales. On peut donc être emmené à sous-estimer la réalité sociale lorsque l'on se base

uniquement sur la valeur du taux de chômage. C'est la raison pour laquelle l'on a recours à la notion de sous-emploi dans la mesure où ce dernier est assez représentatif de la réalité étudiée. Le sous-emploi synthétise toutes les formes de distorsions sur le marché du travail. Il comprend le chômage, le fait de gagner moins que le revenu minimum (rapporté au volume horaire fixé par la loi), ou encore de travailler involontairement moins de 35 heures par semaine. De ce fait, sept actifs sur dix (69,6%) sont dans une situation de sous-emploi. La situation varie selon la région et le milieu de résidence. Tout comme le chômage, le sous-emploi touche principalement les régions moins urbanisées, du fait des activités exercées essentiellement dans l'agriculture traditionnelle ou le secteur informel non agricole. Les régions de Douala (47,2%), de Yaoundé (53,1%), du Sud (59,6%) et du Littoral (60,7%) enregistrent les taux de sous-emploi les plus bas à l'opposé de celles de l'Extrême-Nord, du Nord, du Nord-Ouest où ces taux excèdent 80% (INS, 2005). Le niveau élevé de sous-emploi dans certaines régions peut donc constituer un élément favorable à la migration interne dans la mesure où, les populations engagées essentiellement dans l'agriculture traditionnelle, sont plus durement touchées par le phénomène de sous-emploi, 77,0% et ne disposent pas d'un travail stable leur permettant de subvenir à leurs nombreux besoins. Le sous-emploi se présente donc comme le véritable problème et par conséquent un facteur de migration vers des pôles d'attractions qui constituent un moyen pour optimiser l'allocation du facteur travail permettant dans l'ensemble d'ajuster le déséquilibre sectoriel qu'il y'a entre les régions (Amin, 1974). Ces propos corroborent les déclarations d'un enquêté en ce sens que :

J'ai un Baccalauréat technique qui me permet d'intégrer le monde de l'emploi à tout moment. Mais, je fais aussi dans l'agriculture. Cependant, cette activité est parfois insuffisante et il est clair que je ne peux pas tout gérer avec les revenus de l'agriculture. A l'Extrême-Nord, le sous-emploi est fortement représenté et les structures privées sont en manque. Par contre Yaoundé et Douala sont richement constituées d'infrastructures privés qui peuvent t'embaucher en fonction de ton expérience professionnelle. Vu qu'il y'a beaucoup de petites structures agricoles qui se développent dans la Commune de Mfou, j'ai préféré m'y installer. (I8, masculin, 43 ans, agriculteur. Entretien du 06-04-2022 Nkondom-Mfou)

On comprend dès lors que l'emploi est vital pour l'immigré agricole interne, car il permet au déplacé de se mouvoir, d'être un acteur du développement dans la société d'accueil, il donne l'interdépendance à l'être humain, définit sa position et son identité sociale et lui offre de multiples opportunités de réaliser des actions ayant des conséquences visibles. C'est dans ce contexte général que le concept de « *place utility* », se distingue de la simple somme des utilités locales postulées en ce sens qu'il est propre à chaque individu et intègre donc une part de subjectivité lié à des dimensions nécessairement économiques (Wolpert, 1965). La migration

constitue le fait personnel de l'individu qui entend de cette façon maximiser son revenu dans le cadre d'un bilan positif entre cout/bénéfices. En effet, confronté à un sous-emploi dans le milieu d'origine, le migrant va se déplacer parce qu'il est attiré par la perspective d'une meilleure rémunération dans le milieu d'accueil. La migration est donc une réponse à la différence de revenu espéré entre le milieu d'origine et la zone d'accueil. En d'autres termes, le revenu espéré par le migrant ne dépend pas seulement de la différence des opportunités mais aussi, de la probabilité pour le migrant d'obtenir un emploi stable (Todaro, 1969).

C'est le cas par exemple de la Commune de Mfou qui offre un espace assez riche et des possibilités de travail dans le secteur informel. D'après les investigations de terrains et observations, certains immigrés ont attestés que les lopins de terres en leur possession ont servi à développer des activités agropastorales, et ont permis même la construction de certains édifices (les quincailleries, boutiques etc.).

II.2 Le sous-développement du secteur informel dans les zones d'origines

Au Cameroun, l'appartenance pour une personne active au secteur informel l'expose plus à la pauvreté. Et si les pauvres se concentrent plus dans le secteur informel, on peut supposer que l'appartenance d'un immigré à ce secteur l'expose plus à la migration interne dans la mesure où les conditions d'activité de l'agriculteur dans sa zone d'origine ne lui permettent pas de subvenir à ses besoins. En effet, la répartition des actifs par secteur d'activité permet de constater qu'au Cameroun, le secteur primaire occupe la majorité des travailleurs et regroupe l'agriculture, l'élevage, la pêche et la chasse. Ce secteur regroupe à lui tout seul 64,2% des populations qui pratiquent l'agriculture et devient ainsi l'activité la plus pratiquée par ces dernières. C'est ainsi que parmi les personnes qui travaillent dans le secteur primaire on relève plus de pauvres, 56,7% qui exercent dans le secteur primaire (ENS, 2005). Selon le rapport principal de l'enquête sur l'emploi et le secteur informel réalisé en 2005 au Cameroun, on distingue : le secteur informel non agricole et le secteur agricole composé principalement de l'agriculture vivrière. Les immigrés travaillant dans les ménages et dans les entreprises associatives sont considérés comme exerçant dans le secteur informel. Dans l'ensemble, ces secteurs occupent la première place, soit 90% des actifs. Le secteur informel agricole regroupe 55,2% des emplois et le secteur informel non agricole regroupe quant à lui 35,2% des emplois. Dans l'ensemble, la pauvreté frappe les actifs exerçant dans le secteur informel. On peut donc supposer que cette situation constitue un élément favorable à l'immigration agricole interne. Le fait que le secteur primaire regroupe plus de pauvres peut emmener les personnes exerçant dans

ce secteur d'activité à se déplacer pour trouver des terrains favorables à leurs activités afin d'augmenter leurs revenus et mieux subvenir à leurs besoins.

De plus de par leurs faiblesses économiques dans les zones d'origine, l'immigré est souvent tenté de se déplacer pour des zones qui révèlent des métiers essentiellement utilitaires. Ainsi, une expression « *moyens de subsistance* » désigne dans ce cas, l'ensemble des activités qui permettent à une personne ou un groupe de personne de subvenir à leurs besoins fondamentaux, comme s'alimenter, boire, se loger, et se vêtir (UNHCR, 2014 : 7). Au cours de notre enquête, il s'est révélé que

Les activités de subsistance sont généralement des tâches propres à un secteur pourvoyeur de revenus comme l'agriculture, le commerce, la pêche, l'emploi salarié au sein de la nouvelle zone. Dans la région de Sud-Ouest par exemple, ces moyens de subsistance sont de plus en plus rares à cause du conflit qui sévit. La pression exercée sur la terre et l'absence d'opportunités d'emploi constituent des obstacles majeurs au développement économique de cette région. La Commune de Mfou, hormis le petit commerce, l'activité de transport par moto/taxis, quelques autres travaux agricoles et les travaux champêtres payés à la tâche sont des activités qui ne nécessitent aucune qualification particulière et par conséquent offrent des emplois aux nouveaux arrivants. (I9, masculin, 43 ans, agriculteur. Entretien du 06-04-2022 Nkondom-Mfou).

Le secteur informel regroupe différents groupes de populations agricoles au niveau local. Ainsi, le groupe le plus représenté est celui des dépendants de l'informel agricole avec 34% des actifs ; il est suivi par le groupe des exploitants agricoles. C'est également dans ces groupes socio-économiques que l'on relève les pourcentages des pauvres les plus élevés (64,3% et 48,2% respectivement). On peut donc dire que les opérateurs du monde agricole sont dominés par l'agriculture de subsistance et enregistrent les taux de pauvreté les plus élevés (INS, 2005). De plus, il est à noter que les dépendants de l'informel agricole sont les plus touchés par la pauvreté avec environ deux pauvres sur trois individus. Ils sont suivis par des exploitants agricoles qui représentent presque la moitié des pauvres. Toutefois, l'ampleur du phénomène dans ce groupe s'expliquerait entre autres par l'étroitesse des surfaces exploitées, les instruments rudimentaires utilisés, l'inadéquation des techniques culturales et les difficultés d'écoulement de la production. Ce phénomène est suivi par les conditions d'exercice des différentes activités et la faiblesse du capital de départ, des facteurs qui limitent la réalisation des gains substantiels pouvant leur permettre d'améliorer leurs conditions de vie. Cette situation constitue un élément favorable à la migration agricole interne du secteur informel dans la Commune de Mfou (INS, 2005).

Pour les migrants agriculteurs qui s'installent dans la Commune de Mfou, les principales activités sont l'agriculture, le petit commerce et l'élevage. La localité devient ainsi une zone

d'accueil où ces derniers peuvent en toute sérénité acquérir des lopins de terre et développer leurs activités dans la paix. Au vu de ces derniers éléments, se greffent certains métiers utilitaires tels que : la coiffure, l'ouverture des quincailleries, la fabrique des parpaings, la vente des repas (wata fufu and eru ou taro à la sauce jaune, le ndomba de kanga ou de silure, les bouillons de viandes de brousse). Ainsi, présent dans l'espace local de la zone d'accueil, le secteur informel devient de plus en plus récurrent, ce qui motive davantage l'entrée des populations venues du Nord, du Sud, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest pour la continuité des différentes activités qu'offre la Commune de Mfou.

II.3 L'attractivité foncière de Mfou

Le foncier désigne l'ensemble des rapports qui s'établissent entre les règles qui régissent l'accès aux terres et à leur contrôle. Mieux, le foncier au sens large correspond à l'ensemble des rapports entre les hommes en ce qui concerne la terre et les ressources naturelles qu'elle porte. Dans l'imagerie populaire, la terre a tendance à évoquer non seulement un support d'activités productrices mais aussi, un espace socio-politique pour les diverses unités politiques (Etats, Communes, Chefferies). Le foncier constitue ainsi un support d'activités de productions (constructions des bâtisses, facteurs d'alliances) ; un lieu d'habitation pour les familles, un support des identités sociales, d'où son attractivité dans le Centre-Cameroun en général et dans la Commune de Mfou en particulier. En effet, dans une perspective pluridisciplinaire, le foncier est un fait social total qui met en mouvement toutes les composantes de la société car, porteuse de plusieurs enjeux qui reflètent les usages qu'on en fait et l'importance qu'elle revêt pour les divers acteurs sociaux qui en font usage, elle regorge de multiples opportunités qui la placent au cœur de toutes les convoitises dans les zones périphériques (Zylberberg, 2018).

Cependant, les besoins en terre d'une région aussi densément peuplée se posent avec acuité. Pour beaucoup de ressortissants, la solution consiste à s'engager dans la recherche de terres ailleurs et le département de la Mefou et Afamba a été l'opportunité à saisir. La localité de Mfou en particulier selon le plan communal de développement, offre d'énormes possibilités de mise en valeur de terres attractives, pour les migrants agricoles entrepreneurs comme le sont les Etons, les Manguissa, les Bamilékéés et les Bamoums. Cette commune constitue pour les migrants une véritable réserve foncière car, possédant des sols plus riches en matières organiques que ceux des espaces de la savane, les ressources en eau constituées par la Sanaga et ses nombreux affluents dont les potentialités en pêche sont reconnues et ont séduit les migrants. Aussi, le département de la Mefou et Afamba, selon le plan communal de

développement, possède une faune riche et diversifiée, ce qui favorise une intense activité de chasse. Tous ces atouts combinés du milieu physique ont été des déterminants dans le choix de la Commune de Mfou en particulier comme zone d'accueil des immigrants agricoles internes de diverses régions du Cameroun.

Pour comprendre d'avantage les causes des mouvements des Etons et Manguissa dans la commune de Mfou un immigré souligne que :

La particularité avec les Etons c'est qu'ils sont très actifs dans le travail du sol. Maintenant le problème reste celui du manque de terrain car dans nos propres villages il n'y a plus vraiment et comme entre nous et les autochtones de Mfou il n'y a vraiment pas de différence en termes d'habitudes, on a préféré se diriger ici, une zone riche en terres fertiles et encore moins couteux. Nos produits poussent normalement, les sols sont riches en engrais naturels et ses affluents des différents cours d'eaux qui s'y jettent permettent à d'autres de pratiquer aussi la chasse et l'élevage. (I10, masculin, 41 ans, agriculteur. Entretien du 06-04-2022 Ossol-Mfou).

En effet, la Lékié a tenu une place majeure dans l'approvisionnement alimentaire de Yaoundé en produits vivriers : par exemple, en 1972, le gouvernement camerounais a même initié le projet « *Centre de Promotion Rurale de la Lékié* » pour encadrer les groupements d'agriculteurs en vue de promouvoir des cultures vivrières et un petit élevage pour les besoins alimentaires de la population croissante de Yaoundé. Cependant, il était difficile d'atteindre un tel objectif, compte tenu de l'ampleur de la culture du cacaoyer dans la Lékié. Le projet avait donc déjà envisagé à l'époque le déplacement des Éton et des Manguissa vers des régions encore peu exploitées, à l'exemple de Mfou. En réalité, il y a certes à la base un problème de manque de terres dans le département de la Lékié, mais plus encore celui de leur faible rendement dû à la charge humaine sur l'espace, qui a ainsi imposé l'intense exploitation des terres disponibles. Les conditions étant réunies pour pousser toutes les catégories d'âge adulte de la Lékié à la recherche de nouvelles terres dans la zone d'accueil, et particulièrement celle des 40-50 ans en quête de stabilité, la spécificité ethnique reste fortement marquée par la présence des Éton et des Manguissa. Cependant, comme dans toute zone d'accueil qui présente un fort potentiel agricole, d'autres groupes ethniques venant de diverses régions tels que : les populations de l'Ouest, du Nord, du Nord-Ouest, du Sud et du Sud-Ouest vont suivre, les uns attirés par la dynamique agricole naissante et les autres par la pratique du commerce.

II 4 L'agriculture et le commerce : une aubaine à Mfou

Depuis la mise sur pied d'une politique agricole dans les années 70 comme moteur du développement et de la croissance économique, l'un des axes stratégiques parmi les sept axes pour la croissance et l'emploi révèle : « *la désignation du secteur rural comme secteur*

prioritaire pour la diversification et la croissance économique au Cameroun » PNDP, (2009 : 13). On comprend ainsi que l'agriculture est le principal facteur de développement industriel avec pour ambition de procéder à la transformation structurelle de l'économie et en opérant des changements fondamentaux dans les structures économiques et sociales. Dès lors, la réalisation de la révolution agricole au Cameroun est d'une importance capitale pour le pays. Car, l'agriculture et les autres productions rurales constituent un secteur de modernisation, ce qui conduit à des conditions indispensables à l'industrialisation et au développement du pays (SDSR, 2015).

Cependant, la contre-performance observée dans la branche de l'agriculture industrielle et d'exportation dans les zones d'accueil, (baisse des exportations dans les filières : cacao, banane et café issus principalement des bassins de productions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest), et la pratique de l'activité commerciale par un étranger, contribue à la valorisation de certains métiers et cela permet à ces derniers de pouvoir changer de statut de marginalisation à celui d'acteur (Dontsa, 1986). Tous ces déterminants ont favorisé les mouvements de population vers les pôles d'attractions et Mfou qui est une zone où l'on pratique l'agriculture de première et de seconde génération a accueilli la majorité des immigrants agricoles internes qui pratiquent l'agriculture de subsistance avec des possibilités de commercialisation du surplus dans les marchés de la zone d'étude.

Selon la (FAO, 2019), l'agriculture est l'ensemble des pratiques et techniques employées sur des espaces terrestres humiques et arables à des fins de production alimentaire. En fonction des techniques utilisées. On distingue à cet effet l'agriculture moderne consommatrice de grands espaces et à fort potentiel de productivité et l'agriculture traditionnelle aux espaces modestes destinés à l'autoconsommation. De cette définition, il ressort que l'agriculture, qui reflète le niveau d'attractivité d'un milieu naturel favorise la production des animaux et végétaux utiles pour la nutrition humaine. Elle constitue ainsi, l'activité de base dans la Commune de Mfou car, elle fait partie des stratégies de survie pour les immigrants agricoles internes qui pour la plupart de nos interviewés constitue la suite, la continuité de l'activité jadis pratiquée dans leur milieu de départ et par conséquent trouve leur compte dans le milieu d'accueil.

La pratique des activités agricoles dans les zones à faibles densités de population est initiée par les pouvoirs publics, comme ce fut le cas pour les opérations Yabassi-Bafang, Route du Noum ou l'installation de 1000 familles dans le Mkam (Barbier, 1971). Cependant, ce que l'on observe dans la Mefou et Afamba est l'expression d'un mouvement migratoire exogène qui ne cache pas le dynamisme que l'on reconnaît aux Éton, Manguissa et Bamiléké.

Aujourd'hui, l'utilisation du sol connaît des mutations significatives insufflées par la réalisation d'une production maraîchère spécifiquement tournée vers la commercialisation au regard des grandes superficies destinées à la banane plantain, au maïs, aux ignames et aux cultures maraîchères (tomate, poivrons, poireaux).

Quant à la pratique du commerce, elle représente l'activité consistant à l'achat, la vente et l'échange de marchandises et denrées alimentaires dans les marchés. C'est le métier de celui qui achète des produits alimentaires et tous les autres objets pour exposer sur le marché. Habiter par le souci de développer et de commercialiser leurs produits à des fins utilitaires rentables, les immigrants agricoles de l'Ouest vont se diriger vers des zones constituées des marchés ouverts 7/7 car, comme on peut le constater dans certaines zones, les marchés n'ouvrent pas tous les jours. C'est le cas par exemple à Limbé qui est déclaré comme « ville morte » le lundi et le marché n'est ouvert que 2/7 (le mardi et le vendredi). À Buea par contre, le marché est ouvert (le jeudi et le dimanche). Le commerce étant l'une des activités pratiquées par les immigrants agricoles internes, tous ces déterminants vont contraindre les immigrants à quitter leurs zones d'origine pour se diriger vers des zones d'accueils où ils peuvent pratiquer, dans une certaine stabilité, leurs activités agropastorales et par la suite les commercialiser sans contraintes possible et à des jours souhaités. Mfou de par son caractère attractif, offre la possibilité aux immigrants agricoles de développer leurs activités commerciales. C'est le cas par exemple de la culture, la production, la transformation et la commercialisation des cultures maraîchères telles que : le piment, la tomate et les condiments (poireaux et poivrons) qui sont celles pratiquées par les immigrants agricoles (Ouest, Nord, Nord-Ouest et Sud-Ouest) dans la localité de Mfou et ces derniers écoulent leurs produits dès que l'occasion se présente et ceci sans contraintes. Pour mieux comprendre ces idées, un immigrant rend compte du fait que :

Les produits sont d'abord destinés à la vente. Maintenant, il faut être stratège, c'est pourquoi nous les Bamouns ont fait le plus dans les cultures maraîchères, (tomate, piment, condiments-verts). Ce sont ces cultures qui passent le plus sur le marché et qui ne mettent pas long dans le sol (trois mois) et tu peux facilement écouler. Ça nous fait des doubles métiers c'est-à-dire, agriculteur et puis commerçant. Au final, on cultive d'abord pour commercialiser. (I11, masculin, 47 ans, agriculteur. Entretien du 06-04-2022 Ossol-Mfou).

Ce deuxième chapitre a présenté et analysé les fondements sociaux et économiques des déplacements des immigrants agricoles internes à Mfou. L'analyse des facteurs comme le sous-emploi, la pratique des métiers de subsistances, l'attractivité foncière, le changement climatique, l'insécurité alimentaire sont autant de raisons tant sociales qu'économiques qui poussent les immigrants à délaisser leurs zones d'origines pour se diriger à Mfou. Cette dernière s'est montrée comme une zone attractive prête à accueillir les nouveaux habitants. Ainsi,

maintenant que la première partie sur les caractéristiques sociodémographiques, l'itinéraire migratoires à Mfou et les fondements sociaux et économiques sont connus, la deuxième partie entend insister sur la dynamique des rapports socioculturels et la contribution des immigrants agricoles internes dans la zone d'étude.

DEUXIEME PARTIE :

**DYNAMIQUE DES RAPPORTS SOCIOCULTURELS
ET CONTRIBUTION DES IMMIGRES AGRICOLES
AU DEVELOPPEMENT LOCAL**

Dans la deuxième partie de cette recherche, au regard de la formulation de son titre, deux groupes de mots sont au fondement de son orientation. Il s'agit de la dynamique des rapports socioculturels et de la contribution des immigrés au développement socioéconomique de la localité de Mfou. De ce fait, le troisième chapitre se propose de ressortir la manière dont les autochtones se représentent les immigrés installés dans la Commune. Ce qui se distingue d'une part par des connotations telles que : l'immigré un acteur de cohésion sociale, d'innovations et de développement économique qui forment le champ lexical de l'imaginaire constructeur. Et d'autre, ils perçoivent l'immigré comme un envahisseur, un étranger des stéréotypes qui révèlent la caricature déformatrice de ces derniers. Tout ceci va constituer la première sous-section du chapitre trois. De plus, il ressort que le foncier dans cette section, constitue l'élément majeur qui favorise les rapports sociaux entre les populations. Des rapports qui sont soit conflictuels soit de sociabilité. De la découverte de ces représentations et des différents rapports qui débouchent du foncier, s'en suivront des interprétations, des mises en corrélations pour l'analyse du phénomène migratoire et du développement local. Ce qui découle des entretiens de terrain réalisés auprès des ménages migrants et autochtones de la zone d'étude.

Le quatrième chapitre quant à lui présente la contribution des immigrés au développement socioéconomique de la localité de Mfou. Primo, il débute sur la relation entre l'immigration agricole interne et le développement local à travers une dynamique de l'économie, de la restructuration du secteur, de la reconfiguration sociodémographique et de la valorisation des actions collectives. Segundo, il prolonge avec les faiblesses de l'optimisation de la rentabilité de l'initiative migratoire où s'en suivront une immigration basée sur la croissance des violences économiques et la recrudescence des fractures socioculturelles et démographiques.

CHAPITRE 3 :

DYNAMIQUE DES RAPPORTS ENTRE LES IMMIGRES AGRICOLES INTERNES ET LES POPULATIONS AUTOCHTONES

La globalisation et les changements socio-économiques constituent encore aujourd'hui, le moteur principal d'importantes dynamiques de reconfigurations et de reconstructions à l'échelle locale (Abdelmalek, 2014). Ces nouvelles configurations dynamiques franchissent de multiples territoires de va-et-vient, d'analyse de modèles et de pratiques qui deviennent particulièrement féconds, et présentent des terrains de confrontations inter-ethniques qui démontrent la fragilité de la paix. Ce qui présente des variables significatives dans les efforts de théorisation et participent à la construction de configurations migratoires internes renouvelées (Simmons, 2002).

De ce fait, le présent chapitre entend se pencher sur la dynamique des rapports entre les populations migrantes et les autochtones de Mfou. Il est divisé en deux grandes sections : la première section se propose d'étudier les représentations sociales que vivent les immigrés face aux autochtones (I) et la deuxième section quant à elle se donne pour ambition de présenter le foncier comme l'élément majeur des rapports entre les autochtones et les nouveaux arrivants dans la Commune (II).

I. REPRESENTATIONS SOCIALES DES IMMIGRES INTERNES PAR LES AUTOCHTONES DE MFOU

Cette section tient à présenter d'une part, l'imaginaire constructeur dans lequel l'autochtone voit en l'immigré un acteur de cohésion sociale, un porteur d'innovation et un acteur de développement économique local. D'autre part, à ressortir la caricature déformatrice de l'immigré. D'entrée de jeu la représentation sociale est

Une forme de connaissance socialement élaborée et partagée ayant une visée pratique et concourante à la construction d'une réalité comme un ensemble social. Elle n'est pas le simple reflet de la réalité, mais fonctionne comme un système d'interprétation

de la réalité qui organise les rapports entre les individus et leur environnement et oriente leurs pratiques Jodelet (1997 : 360).

On comprend dès lors que la représentation sociale permet ainsi aux individus de s'approprier des données ou des informations propres au groupe auquel ils appartiennent et également d'orienter leurs comportements et leurs pratiques. Les flux migratoires compris comme une réalité sociale n'échappent pas à cette exigence. Ainsi, aborder l'immigration agricole interne sous l'angle des représentations sociales permet d'appréhender le sens et d'analyser les perceptions que les populations autochtones développent sur celle-ci et comment elles l'interprètent. Cette analyse se fonde sur des connaissances ou sentiments subjectifs que les autochtones de Mfou développent sur les immigrés. Il peut également s'agir des constructions imaginaires ou déformatrices qui reposent sur des éléments culturels, idéologiques des opinions ou des valeurs subjectives (Moscovici, 1984).

Les représentations sociales que les individus, notamment les autochtones de la localité de Mfou construisent autour de l'immigration agricole varient d'un groupe à un autre. Les entretiens effectués lors de la recherche permettent de constater que ces représentations sont de deux ordres : un imaginaire constructeur et une caricature déformatrice.

I.1. L'imaginaire constructeur de l'immigré à Mfou

Par imaginaire constructeur, on entend l'ensemble des facteurs d'innovations, d'apports sociaux dont sont responsables les immigrés agricoles internes dans la Commune de Mfou. Ainsi, les autochtones perçoivent les immigrés comme des acteurs qui, d'une façon ou d'une autre, améliorent les rapports sociaux et les conditions de vie dans la commune. Ce côté mélioratif des immigrés peut se lire sous plusieurs points : l'immigré un acteur de cohésion sociale, d'innovation, et de développement économique local.

I.1.1 L'immigré perçu comme un acteur de la cohésion sociale

Concept issu des sciences sociales et diffusé en sociologie, la notion de « *cohésion sociale* » (Durkheim, 1983) renvoie à l'intensité des relations sociales qui existent entre les membres d'une structure sociale donnée. Allant dans le même sens, Le Brun (2009) le rapporte à l'ensemble des processus, individuels et collectifs qui contribuent à assurer à chacun l'égalité des chances et des conditions, l'équité et l'accès aux droits fondamentaux et au bien-être économique, social et culturel qui visent à construire ensemble une société solidaire et coresponsable pour le bien-être de tous. Plus concrètement, il s'agit de l'intensité des liens sociaux qui unissent les membres d'un groupe social les uns aux autres. Elle représente alors

l'état de bon fonctionnement de la société où s'exprime la solidarité entre individus et la conscience collective. Devenu peu à peu une catégorie d'actions, le terme cohésion sociale est totalement entré dans le langage commun des collectivités locales de la Commune de Mfou, au vu des perceptions qu'ils peuvent avoir des immigrants. Cette notion est une formule générique qui englobe un grand nombre de représentations qui découlent des pensées que les autochtones de Mfou ont des populations allogènes. Ainsi, les représentations sociales des migrants par les populations autochtones de Mfou comprennent la question de la cohésion sociale qui, à les croire, favorise l'intégration, la participation à la vie sociale, et l'attachement aux valeurs et aux règles de vie prônées au sein de leur nouvel environnement social qui est Mfou. En effet, la cohésion sociale se rapporte à la notion d'intégration sociale, cette dernière décrit les modes d'attachement des nouveaux arrivants à un groupe ou à une société. L'intégration sociale désigne en ce sens, un processus ethnologique qui permet à une personne ou à un groupe de personnes de se rapprocher et devenir membre d'un autre groupe plus vaste ou par l'adoption de ses valeurs et des normes de son système social. Elle guide aussi bien l'insertion d'un individu à une collectivité que sa façon de s'incorporer à la société tout entière (Schnapper, 2007). Les immigrants pour les autochtones de cette zone sont ainsi perçus comme des acteurs de cohésion sociale en ce sens que les individus par exemple de l'Ouest, du Nord et du Nord-Ouest sont considérés par ces derniers comme des acteurs aux caractéristiques d'intégration sociale, du vivre ensemble et d'entraide.

C'est le cas par exemple de l'intégration des bamilékes qui est un processus dont l'aboutissement induit chez les autochtones de Mfou le sentiment commun d'appartenance et de construction solidaire. Les discours populaires sur les migrants originaires de l'Ouest renforcent la notion de l'altérité et de la différence car, « *la différenciation est une façon de maintenir idéologie et identité* » ce qui résulte des connotations imprégnées dans l'imaginaire collectif Foster (2001 : 314). Explorer ainsi les représentations sociales des immigrants bamilékes par les autochtones de Mfou montre que c'est un phénomène social qui fait appel à des représentations ambiguës générées (Moscovici, 2013). Cette appréhension est prégnante chez bon nombre d'autochtones qui estiment que les immigrants Bamilékes et Nordistes dans leur ensemble s'efforcent au respect et partagent des normes et valeurs communes afin de faciliter leur intégration. Ces schémas représentatifs véhiculés par les interviewés sont effectivement révélateurs de la réalité relative à l'intégration. C'est dans cette logique que s'inscrit la déclaration suivante :

Comme les autres localités du pays, Mfou est une localité qui se caractérise par un brassage des populations venues de divers horizons. Je pense que plusieurs de ces

populations ont la capacité de s'intégrer dans la zone d'accueil. Si on prend par exemple les Etons ou les bamiléks, on verra que ce sont des gens qui ont l'esprit de cohabitation, et d'entraide. Pour les Etons particulièrement je trouve qu'ils ont une facilité à s'intégrer en ce sens qu'eux et nous partageons presque la même culture, le même patois et les mêmes valeurs. Les bamiléks quant-à eux ont cette facilité à mieux copier l'autre ce qui les rends plus apte à s'intégrer. (A2, masculin, 45 ans, chef traditionnel autochtone. Entretien du 14-04-2022 Ndangueng-Mfou).

Ces propos laissent apparaître le sentiment global qu'éprouvent bon nombre d'autochtones à l'endroit des immigrés qui, dans leur processus d'implantation (qu'il soit définitif ou temporaire) démontrent de la solidarité, de l'entraide, de l'union, de la complémentarité. En un mot, de la sociabilité. En outre, les entretiens réalisés ont permis de relever que la cohésion sociale dont il est question ici est tributaire des différentes relations que les locaux entretiennent avec les nouveaux arrivants. Car plus les rapports qu'ils entretiennent sont conviviaux, plus le sentiment d'acceptabilité est grand tel que l'illustre ces propos :

C'est plus facile pour nous de les accepter au vu des valeurs traditionnelles qu'ils peuvent partager avec les populations de Mfou je crois que l'espace traditionnel du paysan bamiléké tout comme celui de l'Ewondo de Mfou est celui de la chefferie. On peut donc comprendre que lorsque les populations migrantes partagent les mêmes valeurs, il y'a une certaine solidarité et entraide qui se crée au point où certains se considèrent parfois plus Ewondo que Bamiléké. Ce sentiment d'intégration est aussi présenté chez les Nordistes qui ont cette capacité à vite copier la langue de la zone d'accueil, à respecter les valeurs traditionnelles de l'autre, ce qui peut contribuer à son intégration et son acceptation rapide par la communauté locale (A3, masculin, 53 ans, chef traditionnel autochtone. Entretien du 14-04-2022 Ossol-Mfou)

Il va sans dire que le sentiment de cohésion perçu est tout aussi partagé par un enquêté qui laisse entendre que : « *je suis installé ici à Mfou depuis des années. Je dirais que je suis parmi les premiers étrangers à venir ici à Mfou. Je me suis marié ici, mes enfants sont nées ici, ils ne connaissent même pas mon village ; tout ce que j'ai, toute ma vie est ici.* » (I12, masculin, 79 ans ; chef traditionnel. Entretien du 05-04-2022 Ndangueng-Mfou).

Cette intégration, du point de vue des autochtones, est révélatrice du brassage interculturel qui se noue entre les populations locales et celles venues d'autres horizons. Chaque communauté a ses représentants et ses porte-paroles, qui s'engagent pour résoudre des problèmes du quotidien, notamment dans le monde du travail, pour informer les ressortissants sur les conditions de vie, les mœurs et les coutumes de la société dans laquelle ils aspirent à s'installer comme l'atteste les propos d'un des enquêtés :

Les ressortissants des autres régions je pense, font toujours de leur mieux pour ne pas être en antagonisme quand ils arrivent dans la communauté d'accueil. Les anglophones, les nordistes et les bamiléks par exemple dans les relations

quotidiennes, s'arrangent à ce que le climat soit toujours assez apaisé. Nous voyons en eux une certaine complémentarité tant sur le plan social que culturel. Si l'on prend par exemple les habitudes alimentaires, je pense que les plats d'ailleurs comme le « éru » chez les anglophones tout comme le « taro » chez les bamilézés sont toujours mieux affectionnés que certains plats locaux et vice-versa. Pour ma part, je peux donc dire qu'il y'a une certaine cohésion sociale. (A4, masculin, 45 ans ; agriculteur. Entretien du 14-04-2022 Nkolnguét-Mfou).

En outre, il en ressort que la notion de cohésion sociale est très prégnante chez nombre d'individus (population autochtone) à Mfou qui voient en l'immigré une figure dont la représentation est sous-tendue par des mythes, des suppositions des pensées. La cohésion sociale favorise l'intégration des deux populations, migrantes et autochtones ; elle entraîne l'attachement de la population locale au nouveau groupe migrant. De là, entre les groupes d'individus, le partage d'un ensemble de valeurs et des règles de vie qui sont acceptées par chacun et qui se ressent avec la création des associations communautaires. La notion de cohésion sociale est utilisée pour décrire le bon fonctionnement d'une société où se manifeste la solidarité entre individus et la conscience collective. Entre immigrants et population locale de Mfou, la cohésion sociale favorise l'intégration des deux groupes de populations. Elle entraîne une convivialité entre les individus qui cohabitent au sein de cette société. Cette sensation de cohabitation doublée du sentiment d'être chez soi est d'autant perceptible qu'elle laisse cours à une volonté de montrer des pratiques et savoir-faire qui pour nombres d'autochtones, caractérise les nouveaux arrivants à travers la mise en œuvre de nouvelles activités, techniques et approches culturelles. Cette sensation d'appartenance à l'autre se traduit par les propos d'un immigré agriculteur qui ne manque de souligner :

Je suis un ressortissant de l'Ouest qui pense qu'on a assez de capacité à créer des associations (association des familles Bamboutous de Mfou, l'association générale des ressortissants de l'Ouest) qui prônent le vivre ensemble, l'intégration sociale et l'entraide et peut regrouper plus de 200 individus en facilitant l'intégration des autres (les autochtones les anglophones, les étons). Pour ma part je pense que nous sommes une communauté qui considère autrui comme lui, qui peut créer une bonne cohabitation avec autrui et par la suite être capable de se sentir à l'aise peu importe le milieu où elle se trouve. (I13, masculin, 45 ans ; immigré, Chef du Centre sanitaire les Rois Mages, agriculteur et Commerçant. Entretien du 09-04-2022 Nkolinda-Mfou).

En sommes, dans la localité de Mfou, il se dégage un sentiment d'intégration et de brassages interculturels qui se traduit par des relations de réciprocités dans les échanges entre cultures. Il s'observe ainsi un phénomène de pluralisme culturel, du fait qu'il existe d'autres cultures (les cultures Nordistes, Sudistes et Grass Fields) qui coexistent et interagissent avec les cultures locales. Cette perception se traduit dans l'association immigré-cohésion sociale, pour

démontrer la collaboration qui ressort des rapports sociaux entre la population locale et la population immigrante de Mfou.

Cependant, du fait d'être un acteur de cohésion sociale, l'immigré est aussi perçu comme un porteur d'innovations dans la localité d'accueil

I.1.2 Immigré : perçu comme un porteur d'innovations

Du latin «*innovare*», rendre nouveau, renouveler, refaire, restaurer, transformer, changer, l'innovation est l'action d'innover, c'est-à-dire d'introduire quelque chose de nouveau en terme d'usage, de coutume, de croyance, de système scientifique. En sociologie, l'innovation est appréhendée comme un moyen dont dispose une minorité pour exercer une influence sur un groupe social au moyen d'une transformation, d'un changement sociale particulier qui cherche à créer des comportements nouveaux ou à modifier les comportements existants (Alter, 2022). En effet, l'innovation est devenue un objet de questionnement incontournable tant au niveau national que local. Elle est omniprésente dans les discours d'acteurs économiques et se fait ressentir dans les pratiques migratoires agricoles (Fagerberg et Verspagen, 2009).

De ce fait, la notion d'innovation dans un contexte soumis à de nouveaux enjeux globaux dans la localité de Mfou, se décline dans le secteur agricole. De par les activités et occupations qu'ils mènent au quotidien, les immigrants agricoles dans cette localité sont dans leur majorité appréhendés comme des acteurs porteurs d'innovations. Ce qualificatif est prégnant dans le discours de nombre d'acteurs (autochtones et allochtones) en ce sens qu'il est perçu comme l'introduction d'une nouveauté dans une organisation économique et sociale dont la primauté semble avoir gagné les multiples recoins attirant ainsi les regards et les engagements dans tous les secteurs économiques à savoir l'agriculture et les activités qui concourent à l'alimentation des populations de Mfou (Coudel et al, 2013).

Ainsi, à la question de savoir comment percevez-vous les immigrants agricoles dans la Commune de Mfou? Nos répondants ont à mainte occasion évoqués le concept d'innovation comme une des caractéristiques majeures à l'actif des communautés étrangères qui y résident. En effet, l'innovation dont il est question est appréhendée en fonction des intrants et pratiques culturelles importées, relativement aux pratiques et habitudes ontologiques (inhérentes aux cultures et pratiques agricoles locales). Les investigations de terrains menées dans la localité ont permis de comprendre que l'autochtone voit en l'immigré cet acteur qui est prompt à innover. L'autochtone pense surtout qu'en termes d'innovation, on peut compter sur les

populations de l'Ouest surtout les Bamouns avec l'introduction d'une nouvelle forme d'agriculture et les Bamilékés avec la création de nouvelles infrastructures qui, selon les répondants sont mis à l'actif de ces derniers, tel que le révèle un informateur :

Du point de vu agricole, je vois plus les étons et les bamouns ces deux ethnies pour ma part, sont très fortes en travaux champêtres. L'immigré bamoun préfère s'investir sur un hectare par exemple de tomate ou de laitue au lieu de faire juste une plantation de cacao. Le bamiléké présente très souvent un esprit innovateur, il est assez créatif en matière d'infrastructures. Les bamilékés sont ceux-là qui, peu importe où ils se trouvent, ont toujours quelque chose à mettre en place. Ils sont les propriétaires des quincailleries, des boutiques des mini-alimentations. Je considère ces régions assez innovatrices quand ils s'installent dans la localité d'accueil. (A5, masculin, 50 ans, agriculteur. Entretien du 12-04-2022 Nkondom-Mfou).

Cette innovation est d'autant plus entrée dans les schèmes de pensées des acteurs qu'elle se justifie au travers de l'introduction de nouveaux produits agricoles. Du point de vu des intrants, les immigrants agricoles sont considérés comme ceux étant les premiers à pratiquer la culture des légumineuses telles la tomate, la salade, la pastèque, le gombo pour ne citer que ceux-là. Cette primauté dans la pratique des cultures de jardinage fait de ces derniers des porteurs d'innovations en ce sens qu'ils sont à l'origine de nombreuses nouvelles variétés de cultures. L'argumentaire d'un répondant est assez évocateur à ce sujet :

Contrairement à nous, les Bamouns ne font pas une agriculture sur le long terme. Je pense qu'ils sont les spécialistes de l'agriculture maraichère. Pour ces derniers, quand ils arrivent dans une nouvelle localité, le plus important est d'innover et non de reproduire les cultures que la population locale exerce déjà. Ils innoveront dans la production d'une agriculture maraichère destinée à la commercialisation. Ainsi, les produits comme le gombo, les condiments verts seront mis en place et cultivés par les populations autochtones de Mfou avec l'entrée des immigrants. (A6, masculin, 40 ans, autochtone agriculteur. Entretien du 13-04-2022 Mekomba-Mfou).

Cette appréhension d'innovateur est d'autant plus renforcée lorsqu'on vient à prendre en considération les propos d'un autre enquêté qui estime dès lors que :

Quand je suis arrivé ici à Mfou, j'ai trouvé que les populations d'ici ne pratiquaient pas certaines cultures, ils ne la connaissaient même pas. Donc pour ma part, je me considère comme le premier à avoir commencé à cultiver la tomate, la salade, ici à Mfou. Les cultures que j'ai trouvées ici étaient le manioc, le plantain, le cacao. J'ai donc commencé à pratiquer l'agriculture maraichère que j'exerçais déjà chez moi et c'est comme ça que d'autres personnes sont entrées dans l'activité. Je me vois comme le promoteur de ces nouvelles cultures et je me considère comme le seul formateur capable de donner une bonne formation aux jeunes de la localité et même de ceux qui continuent à migrer. (I14, masculin, 42 ans, agriculteur. Entretien du 17-04-2022, Adoum-Mfou).

A ce titre, la notion d'innovation dans une société qui se doit de se transformer est soumise à des enjeux globaux qui corroborent avec la réflexion selon laquelle l'innovation est fondamentalement une action soit collective soit individuelle dans un sillage de construction-déconstruction qui s'entend transformer, fabriquer du neuf en même temps qu'elle démolit de l'ancien (Schumpeter, 1942). Cette conception de l'innovation conduit à consacrer non seulement l'image d'un renouvellement constant des processus, méthodes et usages, mais consiste bien évidemment à la redécouverte d'une pratique ou d'un savoir antérieur trouvant sa pertinence dans une situation nouvelle. Les entretiens réalisés sur le terrain ont permis d'attester de ce changement qui façonne le monde agricole et s'exprime à suffire dans les propos de nombreux interviewés :

Contrairement aux autochtones qui pratiquent une agriculture de subsistance qui se pratique sur des espaces réduits, les populations allogènes estiment qu'elles pratiquent une agriculture d'extension. La majorité des grandes plantations que nous avons ici on le pense bien appartiennent à ceux qui viennent d'ailleurs. Car il faut le dire nous les gens du centre en général n'avons pas la culture du travail de la terre. C'est tout le monde qui veut être dans un bureau. Ce qui fait que les autres quand ils viennent trouvent des espaces qu'ils exploitent naturellement. (A7, masculin, 37 ans, agriculteur. Entretien du 03-04-2022 Ossol-Mfou).

Dans la même veine, un autre met en exergue les pratiques agricoles qui ont connu une nette modification avec l'introduction de nouvelles techniques de production mises à l'actif des immigrés agricoles. Cela est perceptible dans les discours et s'exprime à travers ces propos :

Il faut dire qu'en tant qu'agriculteurs autochtones, nous sommes restés dans les vieilles pratiques. Nous faisons essentiellement dans l'assolement. Par exemple, les tubercules sont plantés sur un même espace que les arachides et le maïs. Donc il faut l'avouer, les ressortissants des autres régions ont parfois cette capacité à apporter une nouvelle manière de faire comme l'utilisation des engrais, l'exploitation des parcelles sur des hectares. Nous n'avons pas cette habitude de faire dans la monoculture. Par contre, si on arrive dans leur champ, on y trouvera une seule variété peut-être le maïs ou la tomate maïs, jamais deux cultures sur un même sol (A8, masculin, 45 ans, agricultrice. Entretien du 12-04-2022 Nkondom-Mfou).

Outre des pratiques agricoles, la population de Mfou se représente les immigrés comme ceux-là qui sont capables d'introduire au sein de leur environnement les activités telles la pisciculture, l'élevage de bœufs et même de porcs. Les investigations de terrain ont laissé entendre que l'ensemble de ces activités n'était pas une pratique inhérente aux populations locales. C'est sans doute la raison pour laquelle elles étaient pratiquées par une frange de la population « étrangère ». L'un de nos enquêtés s'exprime sur le sujet de la manière suivante :

Je pense que si l'on regarde dans les différentes activités des nordistes et bamilékés, on verra qu'ils sont beaucoup plus éleveurs et commerçants. Car, lorsqu'ils finissent l'élevage des animaux, c'est pour vendre. Si vous arrivez par exemple chez un bamiléké il y'aura toujours une odeur de porcherie ou ferme. Chez les Nordistes je les vois le plus souvent dans l'élevage des bœufs et moutons. Raison pour laquelle, je les considère comme aptes à ce type d'activités et je vois un nordiste comme le génie de la boucherie et le bamiléké comme l'ingénieur du commerce. (A9, masculin 51 ans, agriculteur. Entretien du 21-04-2022 Ossol-Mfou).

Il transparait dès lors dans un langage avec des interviewés, un discours fondé sur une appréhension maximaliste qui relativise avec les innovations dont sont porteurs les immigrés à travers de nouvelles formes et de pratiques agricoles qui tirent leur essence de l'implantation étrangère dans leur territoire. Cette innovation offre très souvent aux producteurs la possibilité d'accroître leur productivité tout en gérant au mieux les ressources naturelles grâce aux procédés qui améliorent les techniques de productions, telles que les semences à haut rendement qui permettent d'assurer la viabilité à long terme.

Cependant l'innovation dont les immigrés sont porteurs n'est en réalité qu'un des aspects de perception qui caractérise ce groupe d'acteur dans la localité d'accueil. Outre ce qualificatif, les immigrés sont perçus comme des acteurs qui promeuvent le développement économique local.

I.1.3 Immigré : représenté comme un acteur de développement économique local

Selon Marfaing « *le discours sur le phénomène migratoire propage essentiellement une vision misérabiliste et catastrophique de la migration* ». Ce discours met très souvent l'accent sur l'idée d'un flux constant des individus désespérés qui, viennent des zones défavorisées pour intégrer des espaces nantis (Marfaing, 2010 : 9). Cette vision péjorative de l'immigration distillée sur la place publique semble vouloir réduire les immigrés à de simple individus à la recherche du profit en omettant ainsi les stratégies que les immigrés eux-mêmes tendent à mettre en place en vue d'un développement local, social et économique qui réside en partie dans l'intensification de leurs investissements. Pourtant, l'impact des immigrés est évident dans les lieux de passage ou d'arrivée et ce dans toutes les sphères économiques et sociales (Marfaing, 2010). L'objectif de cette sous-section est d'expliquer la manière dont les populations autochtones de Mfou perçoivent les nouveaux arrivants en tant qu'acteur du développement économique local.

En effet, les liens entre migration et développement se rapportent notamment à la création des richesses et à la possibilité d'accroître leurs impacts dans la zone d'accueil. L'autochtone

percevra ainsi l'immigré comme celui qui, dans sa quête du développement, met en pratique certaines activités dans le souci de produire plus de ressources. L'immigré devient cet individu qui pense à une commercialisation des produits agricoles afin d'entraîner automatiquement un développement économique local. De ce fait, les autochtones considèrent le peuple bamiléké comme un peuple dynamique et âpre au gain, solidaire et ambitieux. Pour certains autochtones, ils constituent l'espoir du Cameroun. Incontestable pensent-ils, est la spécialisation commerciale des bamilékés et leur réussite dans ce secteur. Comme le souligne un enquêté autochtone :

Je pense qu'ils ont l'esprit de commerçants, une vocation commerciale qui les aide à réussir économiquement. Pour ma part, je dirais que ce sont des gens dynamiques et surtout très ambitieux. Je pense qu'un homme bamiléké peut te développer un village qui n'est pas sien seulement avec son ambition et son esprit commercial car, ce peuple, il leur suffit juste qu'il ait un petit espace, si ce ne sont pas les boutiques ou quincailleries qu'ils ouvrent, ils trouveront toujours un moyen de se faire de l'argent. Je les considère comme des bons business man. (A10, masculin, 48 ans, commerçant et agriculteur. Entretien du 07-04-2022 à Nkondom-Mfou).

On comprend que l'expansionnisme des bamilékés se manifeste géographiquement par une émigration intense hors de leurs zones d'origines, et économiquement, par une appropriation de plus en plus large dans le secteur d'activités commerciales. Dans les centres urbains où ils s'implantent, les immigrants s'intègrent dans les quartiers où autochtones et allochtones vivent organisés en communautés selon les lieux d'origine ou d'activités. Ces modes de vie et de travail empreignent l'évolution socioéconomique locale. Car au travers de leurs investissements, les commerçants et entrepreneurs étrangers créent des infrastructures qui donnent ainsi la possibilité d'emploi à bon nombre de population comme l'affirme un des enquêtés :

Je les considère comme des investisseurs sur de grands espaces, cela nécessite d'énormes ressources notamment du personnel d'appui. Je pense que c'est ce qui les amène à recruter une main d'œuvre abondante. Ils sollicitent très souvent la jeunesse locale qui, à ces occasions trouve le moyen de se faire un peu d'argent. Ces gains permettent aux familles de subvenir aux besoins en nutrition, en soins de santé, de création de petites activités et besoins divers du quotidien. Aussi, les populations migrantes attribuent exposent dans nos petits marchés les produits alimentaires industriel (A11, masculin, 42 ans, autochtone chef-communautaire et agriculteur. Entretien du 07-04-2022 Nkondom-Mfou).

Un autre, au sujet du développement local estime que les immigrants impulsent le développement à travers de nombreux investissements comme suit :

Je pense que les immigrés modifient considérablement le paysage de la localité d'accueil. On peut apercevoir les immeubles qui poussent dans la localité dès leur arrivée notamment des microfinances, des poissonneries, des quincailleries qui rendent la vie des habitants agréable. Tous ces investissements et infrastructures de proximités limitent les déplacements des populations vers la ville et permettent à ces dernières de se ravitailler en denrées et matériaux qui se trouvent dans leurs marchés internes. (A12, masculin, 51 ans, agriculteur et commerçant. Entretien du 11-04-2022, Ndangueng-Mfou)

Ce développement dont les immigrés sont porteurs est tout aussi concevable quand l'on prend en compte les recettes communales que leurs activités génèrent comme le soulignent des informateurs :

Pour ma part, il est à penser que les activités que mènent les immigrés au sein de la commune génèrent beaucoup de recettes. Cela est surtout considérable en période de récoltes où il faut le dire la Commune fait des chiffres à la hausse comparativement aux périodes mortes. Ce renflouement de l'assiette fiscale de la commune peut se voir par l'amélioration des conditions de vie des habitants de la localité. (A13, masculin, 55 ans, commerçant-agriculteur. Entretien du 22-04-2022 Ossol-Mfou).

Au vu de ce qui précède, il convient de souligner que l'autochtone a une représentation méliorative face à l'immigré dans la mesure où, il est perçu comme un acteur non seulement de cohésion sociale mais aussi comme acteur d'innovation et de développement local. Cependant, ce n'est pas juste en termes d'imaginaire constructeur que les autochtones perçoivent les immigrés. Il y en a qui ont une appréhension sociale péjorative des immigrés qui se traduit en termes de caricature déformatrice.

I.2. La caricature déformatrice

La sociologie de l'immigration se propose de ressortir des métaphores en rapport avec la réalité observée. Métaphores qui, dans le cas des mouvements migratoires permettent de ressortir des analogies diverses entre le migrant et la zone d'accueil (Brubaker, 2001). Ainsi l'exclusion, la marginalisation et la stigmatisation sont en quelque sorte des situations sociales que subissent souvent les immigrés dans la localité d'accueil. S'agissant de la Commune de Mfou, le phénomène de l'immigration se caractérise par des rapports sociaux différents entre autochtones et allogènes. Ce qui place l'immigré dans le statut d'un usurpateur, dans la mesure où, sa présence semble exprimer chez les populations locales un sentiment de rengaine. C'est ainsi qu'au cours des entretiens directifs avec certains de nos enquêtés, il s'est révélé que le climat entre les immigrants et la population autochtone de Mfou se dégrade très souvent et renvoie le plus souvent à des connotations péjoratives : des immigrés perçus comme des envahisseurs ou des étrangers par les autochtones dans leur zone d'accueil.

I.2.1 L'immigré : un « étranger » stigmatisé ?

Dans les relations quotidiennes entre les différentes populations en scène, le qualificatif d'« *immigrant* » ou d'« *immigré* » est toutefois porteur de nombreuses connotations péjoratives conduisant parfois à des stigmatisations. Ces dernières, du fait de l'usage des termes tels que « *étranger* », « *gens venus d'ailleurs* » placent l'immigré en situation de vulnérabilité. On peut considérer que la construction sociale de l'autochtonie participe d'une logique sociale de production identitaire, ce qui conduit à des amalgames, des préjugés et des formes de représentations stéréotypées que les populations autochtones ont de ces individus venus d'ailleurs. Les immigrés dans la Commune de Mfou constituent très souvent une majorité ethnique c'est-à-dire, un groupe de personnes qui, du fait de leurs caractéristiques physiques ou culturelles, sont distingués des autres dans la société où ils vivent et font l'objet d'un traitement différencié et inégal de sorte qu'ils se considèrent comme l'objet d'une discrimination collective (Wirth, 1945). Une telle représentation se dégage des propos de plusieurs enquêtés immigrés :

Avec les individus de Mfou, on a souvent eu des problèmes de tribalisme car ils nous considèrent comme des étrangers. Ces petits problèmes se manifestent le plus par des jalousies qui, du fait par exemple qu'on cultive plus qu'eux, ou du fait de notre facilité à acquérir des lopins de terres de certains de leurs propres frères. Avec eux, je pense que nous ne sommes pas totalement libres de nous-même, de nos faits et gestes et même pour le développement de nos activités car, au moindre petit problème, ils clament rentrez chez-vous, vous êtes des étrangers. Pourtant nous on se considère tous comme des camerounais. (I15, masculin, 43 ans, agriculteur et éleveur. Entretien du 22-04-2022 Ossol-Mfou).

De ce qui précède, il ressort que la reconfiguration des frontières et la multiplication des déplacements internes à Mfou est traduite par une cohabitation assez ambiguë entre les autochtones et ceux qui sont perçus comme des étrangers. Ce qui conduit à une modification des dynamiques relationnelles où l'immigré est perçu comme un étranger. Il se dégage une nette différence que la population locale lui porte dès son installation dans le territoire d'accueil (Mfou). Une réelle connotation péjorative que les autochtones eux-mêmes ne se retiennent pas d'exprimer comme le souligne les propos d'un chef de 2^e degré autochtone :

Ce qui nous caractérise c'est que nous ne sommes pas assez intègres. On n'accepte même pas que les autres entre chez nous. On est renfermé, et trouvons que l'autre mérite d'être considéré comme un étranger. Je pense que le regard qu'on a sur les autres régions est un regard de suspicion, un regard de rejet. On a comme l'impression que ceux qui arrivent ont plus de droit que nous et progressivement la mentalité nous amène à chasser quelqu'un ou à lui faire du mal tout simplement parce qu'on pense

qu'on est chez-nous et lui étranger. (A14, masculin, 42 ans, chef autochtone de 2^e degré. Entretien du 22-04-2022 Nkomdom-Mfou).

Toutefois, la représentation de l'immigré dans cette commune ne se limite pas seulement au qualificatif de simple étranger, il va jusqu'à dénoncer le sens d'envahisseur des nouveaux arrivants.

I.2.2 L'immigré représenté comme un envahisseur

De nos jours, le processus de migration a donné naissance à une démocratisation pluri ethnique envisageant que tout Camerounais selon la notion d'intégration sociale se sente chez lui peu importe son milieu d'origine ou d'accueil. Ce qui permet de renforcer les identités locales en donnant naissance à des oppositions émotionnelles entre les autochtones et les allogènes. En effet, du fait de leurs fortes inclusions sociodémographiques et de leur rapidité dans l'accaparement des espaces locaux, les populations locales de Mfou voient en ce nouvel individu (immigré), un étranger et un danger qui par sa forte invasion se retrouve souvent en terme de pourcentage majoritaire par rapport aux autochtones. Ce qui suscite des tensions entre les deux populations du fait que les autochtones de Mfou trouvent anormal que les populations venues d'ailleurs peuplent leur localité et démontrent un esprit envahisseur qui se traduit par une occupation massive des terres par les nouveaux arrivants (bamilékés, bamoums, nordistes etc.). Cette occupation massive révèle une influence dans le champ des relations intérieures qu'ils peuvent entretenir avec les nouveaux individus qualifiés d'envahisseurs. Les propos d'un chef de groupement autochtone corroborent cette idée en essayant de démontrer qu'en terme de pourcentage, les immigrés sont perçus comme des envahisseurs en ce sens que :

En termes de pourcentage je pense que les populations de l'Ouest (bamilékés et Bamoun) sont plus nombreuses, environs 60%, les anglophones à 25% et celles de l'extrême nord à 15%. Il y'a une forte communauté qui continue d'envahir et certains s'y installent déjà définitivement. C'est le cas par exemple de la communauté Bamoun tu verras d'abord c'est le père de famille qui arrive tout seul dès qu'il acquiert un espace il fait monter sa femme ensuite et enfin ses enfants. C'est généralement pour faire juste le commerce ou les boucheries. Peu font dans l'agriculture mais ils servent beaucoup de main d'œuvre aussi. Même s'ils sont Camerounais, pour moi je les considère comme des envahisseurs. (A15, masculin, 40 ans, chef communautaire. Entretien du 22-04-2022 Nkolnguét-Mfou).

En définitive, il ressort que les autochtones de Mfou ont des représentations sociales différentes en ce qui concerne les immigrés. D'une part, il place l'immigré dans une sphère imaginaire dans laquelle ce dernier est perçu comme un acteur de la construction du territoire (acteur d'innovation, de cohésion sociale etc.) au sens mélioratif. D'autre part, l'autochtone voit

en l'immigré une menace (étranger, envahisseur), avec des stigmates ou connotations péjoratives. Au vu de ces différentes représentations sociales, découlent les différents rapports sociaux que ces populations (autochtones, immigrés) entretiennent. Rapports qui partent souvent de certains principes majeurs : acquérir des terres et/ou pratiquer des activités agropastorales dans la zone d'accueil. Le foncier en général et la terre en particulier devient ainsi l'élément majeur qui participe à l'explication des différents rapports sociaux dans la Commune de Mfou (II).

II. LE FONCIER A L'EPICENTRE DES RAPPORTS SOCIAUX ENTRE AUTOCHTONES-IMMIGRES

Les rapports sociaux s'inscrivent dans une logique humaine de vie à travers des interactions et des liens d'interdépendance qui s'établissent entre les individus et les groupes en fonction des positions respectives de chacun dans l'organisation sociale. De là découle une socialisation qu'elle soit familiale, clanique, culturelle ou dans un lieu de travail qui contribue à la construction d'une identité propre (Godelier, 1982). Les êtres humains sont à la fois les agents et les acteurs de ces rapports. Ce qui fait remarquer que la société ne se compose pas d'individus, elle exprime la somme des relations, conditions dans lesquelles se trouvent ces individus les uns par rapport aux autres.

Les rapports sociaux ne sont pas pour autant immobiles et immuables dans la Commune de Mfou. En effet, avec le processus d'immigration, on note des flux migratoires importants dans la localité qui s'accompagnent généralement d'une sédentarisation dont l'indicateur le plus important est la terre qui constitue l'élément majeur du foncier. Cette occupation traduit les différents rapports sociaux entre les populations. Ce qui conduit souvent à des relations ambiguës entre les deux groupes sociaux (immigré-autochtone), fondées autour d'un enjeu (la terre). Il convient de souligner que l'émergence des rapports sociaux que l'on observe dans la localité de Mfou est le résultat de l'installation de nombreux migrants comme les populations de l'Ouest, du Nord, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Ces rapports sociaux sont soit de sociabilité, entraide, convivialité soient des rapports conflictuels qui se construisent dans la nouvelle structure (Le Roy et Leimdorfer, 1982). On comprend dès lors que les rapports sociaux qui se créent entre les populations découlent des différentes actions ou savoir vivre et de leurs modes d'acquisitions des terres dans la structure d'accueil ces dernières idées constitueront les sous-sections de cette partie.

II .1 Typologies des rapports à Mfou

Parler des rapports dans la Commune de Mfou c'est ressortir le type de relation qui existe entre les populations en présence, lorsqu'il s'agit d'entrer en possessions des terres. Depuis une dizaine d'années, l'on constate que l'accès à la terre ou l'occupation des espaces engendre de nouvelles dynamiques sociales, attribuant ainsi aux immigrants agricoles des droits de propriété qu'ils obtiennent après plusieurs transactions (Moles, 1978). Le champ foncier devient pour ainsi dire l'épicentre des différents rapports entre les groupes d'acteurs en présence. Des rapports qui traduisent dans la plupart du temps soit de la convivialité, la sociabilité soit des rapports conflictuels entre la population locale et immigrante. Les individus ne préexistent pas au social ils sont situés au moins dans un groupe social dont les solidarités et les conflits construisent leur identité. Du moins, les interactions des individus au sein d'une communauté sont complexes et leurs comportements peuvent être en décalage avec l'élément majeur qui est le foncier (Yemmafouoa, 2002).

II.1.1 Terre et sociabilité à Mfou

La sociabilité désigne aujourd'hui en sociologie l'ensemble des relations qu'un individu entretient avec d'autres compte tenu de la forme que prennent ces relations. En renforçant pratiquement l'identification sociale des personnes engagées à des personnes bien réelles, autant qu'à des valeurs, des préférences ou des opinions, les moments de sociabilité renforcent la loyauté envers les mouvements, ils accroissent la motivation des migrants (Rivière, 2004). Il ressort ainsi que ce terme représente dans la commune d'étude les comportements des immigrants de façon à s'adapter avec les autochtones dans la localité. Et ce rapport de sociabilité gravite en particulier autour de la terre qui est encore présente à Mfou. Elle reflète une valeur et donc est encore exploitable par les occupants.

D'après les entretiens menés, il ressort que la terre représente la cause première des nouvelles arrivées dans la Commune de Mfou. Car, soucieux de trouver un endroit où il fait bon de vivre et surtout où développer leurs activités agro-sylvo-pastorales (l'agriculture, élevage, commerce et constructions immobilières), les migrants n'hésitent pas à s'installer dans cette localité qui regorge encore des ressources foncières. Ainsi, la terre constitue encore un gage de survie pour les nouveaux arrivants, un certain sentiment d'appartenance commun, une certaine acculturation qui trouve son origine dans la différence du mode de vie des populations locales. Il ressort ainsi une relation non conflictuelle (Dodier, 2004). Dans la Commune de Mfou, les rapports de bon voisinage, le relativisme et la réciprocité par rapport à autrui, les

pratiques d'entraide, les échanges de nourritures ou de services, l'habitat communautaire représentent le train d'encrage d'une sociabilité.

De plus, avec des pratiques d'affiliations de nouveaux arrivants, on note des actions visant à favoriser et à consolider la complémentarité des rôles sociaux. Les immigrés s'arrangent à s'initier, à préserver l'unité du groupe auquel ils appartiennent désormais afin de constituer des modèles sociaux vis-à-vis de l'environnement d'accueil. L'association des travaux champêtres, le développement des produits agricoles communs, les fêtes collectives, l'intégration aux différentes associations. Tous ces éléments concourent à l'épanouissement et à la création de nouvelles représentations sociales entre immigrés et autochtones et contribuent à une construction des relations de sociabilité-convivialité. Les déclarations d'un chef communautaire immigré rencontré en Mfou traduisent cette réalité en ce sens que :

Du point de vu des relations, nous n'avons aucun problème avec eux. Voyez, notre chef de la communauté s'est installé et est même devenu chef du quartier. Et depuis il a noué une certaine affinité avec la population locale, des relations de sociabilité, de paix. Aujourd'hui ils nous considèrent comme leurs frères, on assiste à leurs fêtes, on a des facilités à acquérir des terres pour construire ou pour cultiver, et mieux s'installer, on apprend beaucoup d'eux et eux de nous. On apprend mange beaucoup de leurs mets : le kwem, l'okok, même les chenilles il y'a cette échange nutritionnel, se savoir vivre avec l'autre. (I16, masculin, 46 ans, chef communautaire. Entretien du 23-04-2022 Nkolnda-Mfou).

Toutefois, de par les rapports de sociabilité, entre le sens du partage, d'entraide, de l'écoute ou de l'esprit de collectivité que génère la terre, cet élément (la terre) représente aussi la base des conflits entre les différentes populations en place.

II.1.2 Terre et conflits à Mfou

L'accès à la terre se révèle comme un facteur déterminant dans la compréhension des évolutions socio-relationnelles, favorisées par les mécanismes souples de régulation foncière et permettant l'intégration de nouveaux occupants. Aujourd'hui, avec l'accroissement des mouvements migratoires et la raréfaction des terres disponibles dans certaines zones, les mécanismes habituels de régulation foncière perdent leur efficacité et parviennent à créer de plus en plus des situations conflictuelles (Tallet, 1985). Ainsi, influencé par le concept de migration qui a pris une ampleur dans la localité de Mfou, un enquêté révèle « *que les nouveaux arrivants sont très nombreux ce qui conduit à une occupation explosive des espaces cultivables par les immigrés soucieux de développer leurs activités* ». De là, va naître deux types de relations bien distincts à savoir : le rapport de l'homme à la terre et le rapport de l'homme à

l'homme, traduisant les nouvelles perceptions que les autochtones ont des immigrés. Ces derniers sont perçus comme des générateurs de conflits dû à l'amour qu'ils portent à la terre d'autrui : (le rapport de l'homme à la terre). En ce sens, les conflits fonciers se comprennent comme des conflits relatifs aux droits et aux obligations nés de l'utilisation foncière entre deux ou plusieurs parties, participant à un rapport foncier (Phan Viet Ha, 2010). Dans la commune, il s'observe que les rapports conflictuels entre autochtones et immigrés tournent autour des limites d'une parcelle, de l'occupation abusive des espaces cultivables, des droits d'usage et d'usufruit d'une parcelle commune et la mauvaise gestion des espaces cultivables. Des désaccords et des mécontentements qui conduisent très souvent à des litiges et des conflits, comme ne manque de souligner un autochtone lors des investigations menées sur le terrain :

La terre est une source de richesse. Et je peux dire que nous en avons encore de vastes espaces cultivables dans cette commune de Mfou. Le problème qui se pose est que c'est la vente ou la location qui nous intéresse. Généralement, on loue aux immigrés pour un temps mais, comme ils sont gourmands et envahisseurs, ceci va créer des conflits qui découlent sur des faits tels que : l'occupation abusive des espaces, les droits d'usage etc. Et le plus intrigant est qu'ils se retrouvent à vouloir être des propriétaires définitifs. Tous ces désaccords vont automatiquement entraîner des conflits et impacter sur nos relations sociales. (A16, féminin, 40 ans, autochtone agricultrice. Entretien du 25-04-2022 Ndangueng-Mfou).

Il ressort que la terre est l'élément majeur qui permet de déterminer les rapports sociaux entre les autochtones et allogènes dans la Commune de Mfou. S'intégrant dans les dynamiques sociales qu'ils soient de sociabilité ou conflictuel, ces différents rapports conduisent d'une façon ou d'une autre aux différents modes d'acquisitions des terres.

II.2 Modes d'acquisitions des terres dans la commune de Mfou

Les modes d'acquisitions des terres renvoient aux différentes façons donc les individus entrent en possession des espaces dans une localité. Ainsi, dans cette sous partie il est question de voir les différents rapports que les individus de Mfou entretiennent avec la terre pour pouvoir en déduire les différents modes d'accès aux espaces par les immigrés. En effet, comme soulevé plus haut, les relations que l'autochtone entretient avec la terre pour pouvoir la partager avec l'immigré (le rapport de l'homme à l'homme) et des relations qui sont parfois horizontales c'est-à-dire, le rapport de l'homme à la terre. Par conséquent, la terre constitue la principale source de survie et influence considérablement les relations sociales dans les différents groupes en scène. Cependant, comprendre comment les nouveaux arrivants entrent en possession des terres c'est ressortir les différents modes d'acquisition des espaces. On note ainsi comme modes d'acquisition : la location, l'achat ou le don.

II.2.1 la location et l'achat

La location peut s'attendre comme l'action qui consiste à louer un logement, un local ou une terre à une personne. Alors que l'achat est une opération juridique civile ou commerciale qui aboutit à l'acquisition par l'acheteur, de la propriété d'un bien ou d'un droit contre la remise par ce dernier au vendeur d'un prix consistant en valeurs monétaires ou éventuellement en titres ou en services. De ce qui précède, il se dégage le rapport de l'homme à la terre, un lien dynamique afin de restaurer l'économie et d'autonomiser les communautés. La terre est le moyen de production le plus ancien, le plus primitif et le plus fondamental pour les populations et reste vital (Braudo, 2012). Ainsi, partant non seulement de la perception mais aussi, du rapport que l'autochtone entretient avec la terre dans la localité d'étude, ce dernier voit en la terre une valeur marchande, c'est-à-dire une source génératrice de richesses matérielles collectif et peut être considérée comme une divinité génitrice dont la mission est de pourvoir aux besoins des hommes qui l'occupent (Essomba, 2005). De là, l'autochtone, va ainsi vendre son terrain ou le louer impérativement pour son bien-être économique, ce qui explique que la terre est porteuse des enjeux d'efficacité économique et de productivité. L'immigré va ainsi procéder par différents modes d'acquisition qui seront soit par location soit par achat ce qui traduit le rapport de l'homme à la terre (Chauveau et al, 2006). Allant dans le même sens, un chef immigré institutionnel révèle que :

On cultive sur des terres que les autochtones mettent en location, il y'a encore des domaines de location. On peut louer chez les voisins, chez les autochtones. Ils nous font louer pour un bout de temps. Et si à notre tour on veut mettre plus de temps, on peut leur proposer d'acheter. La majorité des terres sont bradées à cause de la misère des populations autochtones même s'il faut avouer que ce sont des personnes habitées par l'esprit de vente. Il suffit de mieux leur proposer pour qu'ils cèdent une parcelle facilement. (I17, masculin, 42 ans, acteur institutionnel et agriculteur immigré. Entretien, du 25-04-2022 Nkolguet-Mfou).

Toutefois, en partant du rapport de l'homme à la terre, on comprend que pour les autochtones de Mfou, la terre est considérée comme un bien matériel ayant une valeur marchande. Pour ces derniers, la terre est une source de richesse car, travailler la terre multiplie les ressources, celui qui possède est riche. En procédant ainsi par vente ou location, les populations locales de la commune réaffirment le passage de l'usufruit à la propriété individuelle par les immigrés, pour une mise en valeur dont l'objectif final est l'enrichissement. L'enjeu repose donc sur une mise en valeur de la terre qui permet une extraction de la plus-value par les nouveaux arrivants susceptibles de réinvestissement (RocheGude, 2011).

II.2.2 Le don

Le don représente toute manière de céder ou d'effectuer un service sans garantie de retour en vue de créer, entretenir ou régénérer le lien social. Mauss, dans une étude comparative sur l'organisation des sociétés mélanésiennes découvre le don/contre don comme : « *un contrat fondateur des liens sociaux, une prestation obligeant mutuellement donneur et receveur et qui, de ce fait, les unis par une forme de contrat social. Il peut ainsi être considéré comme un fait social total en ce sens qu'il est étendu à tous les domaines sociaux (politique, économique, matrimonial)* » (Mauss, 1925 : 26). De là, on lit une position hiérarchique accordée à la relation homme-homme qui lui confère que « *la terre n'est pas qu'un bien dont on tire subsistance mais, elle constitue une source de vie, un objet de cultes qui scelle le lien entre les humains et les divinités* » (Leumako, 2016 : 114) ce qui renvoie à examiner le rôle sacré de la terre (Menyomo, 2005). Ainsi, dans la Commune de Mfou, la terre constitue l'une des principales sources de survie et elle influence considérablement les relations sociales dans le groupe domestique. Elle représente très souvent dans nos sociétés un bien sacré en ce sens qu'elle est « un objet de sacralisation et d'humanisation », un bien inaliénable du fait, qu'elle est tout simplement affectée dans chaque société à des usages particuliers par les hommes qui en sont propriétaires (Leumako, 2016). D'après les entretiens menés sur le terrain, il s'est avéré que pour des raisons de sociabilité, l'autochtone se trouve dans la posture d'un donateur de parcelle, ce qui permet à l'immigré de cultiver sur une période donnée ceci au travers des liens d'amitiés, de connaissances, de parentés lointaines. En fait le don dépend très souvent de la relation qui existe entre l'autochtone et l'immigré pour acquérir l'objet requis. Suite à ces investigations de terrain, les propos d'un acteur institutionnel immigré de la communauté Bamoum font savoir que :

J'ai un ami éwondo qui a des terres ici à Mfou. Avec mes soucis familiaux dans mon village d'origine, je lui ai fait part et il s'est proposé de me donner une petite parcelle sur ses terres qu'il possédait au vue de la longue amitié et des services que je lui rendais très souvent. Au début il m'avait donné moins de 300 m². Et ça m'a beaucoup aidé et donné la force d'acquérir mes propres parcelles avec mon propre argent que je gagne. Mes enfants, la vraie amitié fait des choses. Aujourd'hui, je ne me plains de rien et pour le remercier quand je récolte il a une bonne partie qui lui revient de droit, il faut toujours être reconnaissant dans la vie. (I18, masculin, 40 ans, acteur institutionnel et agriculteur. Entretien du 25-04-2022 Adoum-Mfou).

Dans ce sens, on comprend que pour en faire un don, il faut déterminer la relation que l'homme entretient avec autrui. Cette relation démontre ainsi que les hommes ne peuvent vivre seuls et sont dépendants les uns des autres. L'alter-égo qui en résulte de cette relation paraît

omniprésent dans la vie sociale et professionnelle. La coopération et l'entraide sont des éléments indispensables dans les relations quotidiennes entre les hommes.

En somme, il était question de ressortir d'une part, les différentes représentations que les autochtones ont des immigrants agricoles internes à Mfou. Représentations qui se sont avérées à la fois constructrices et déformatrices pour les populations locales en ce sens que l'immigré peut être perçu comme un porteur d'innovation, comme un acteur de cohésion sociale et comme un acteur du développement économique local. Et d'autre part, démontrer que la terre qui constitue l'élément majeur du foncier est à l'origine des rapports sociaux entre autochtones et allogènes, rapports soit sociables soit conflictuels. De ces différents rapports sociaux découlent les modes d'acquisitions des terres dans la localité de Mfou entre autre la location ou l'achat et le don. L'on peut dès lors conclure que tous ces facteurs créent un champ assez large de réflexion, pouvant conduire à une détermination sur la contribution des immigrants agricoles internes dans le processus de développement socio-économique local à Mfou.

CHAPITRE 4 : CONTRIBUTION DE L'IMMIGRATION AGRICOLE INTERNE DANS LE PROCESSUS DE DEVELOPPEMENT SOCIO- ECONOMIQUE LOCAL

La relation entre les mouvements migratoires et le développement local se comprend dans une dynamique qui regroupe les acteurs internes soucieux d'améliorer leurs conditions de vie. Ainsi, elle peut se lire à travers une implication des initiatives mises sur pieds par des populations autochtones ou allogènes dans la nouvelle localité, dans le but de répondre à leurs besoins présents et d'investir dans des activités génératrices de revenus pouvant améliorer leurs exigences futures. En effet, la corrélation entre le développement local et la migration agricole dans la Commune de Mfou, découle d'une part de la mise en valeur des terres dont disposent les autochtones de Mfou et d'autre part, des diverses activités génératrices de revenus développées par les immigrés dans ladite Commune, (Fall, 2010). Des revenus qui seront soit investis dans la localité d'accueil à travers la création ou l'innovation des infrastructures, soit faire des investissements de retour dans les localités d'origine. De ce fait, provenant des diverses régions du Cameroun, les immigrés agricoles installés actuellement à Mfou, par contrainte pour les uns et par nécessité pour les autres, mettent en place différentes activités en coaction avec les populations autochtones au plan économique et social. Cette Coaction entre les différentes populations contribue à une dynamique économique et sociale et à une restructuration des deux secteurs afin de promouvoir un développement dit local. A cet effet, ce dernier chapitre porte sur la contribution de l'immigration agricole interne dans le processus de développement socio-économique de la localité de Mfou. Et la théorie du constructivisme structuraliste a été mobilisée dans cette étude, afin de privilégier une nouvelle catégorie d'acteurs dans les dynamiques récentes qui se font ressentir et d'observer les mutations de développement socio-économique local en cours dans le champ des pratiques migratoires (Gonin et Charef, 2005). Ce chapitre est subdivisé en deux sections dont la première porte sur l'immigration agricole interne et le développement local à Mfou (I), et la deuxième sur les faiblesses de l'optimisation de rentabilité de l'immigration agricole à Mfou (II).

I. IMMIGRATION AGRICOLE INTERNE ET DEVELOPPEMENT LOCAL A MFOU

Si l'on part de l'opérationnalisation des concepts, on dira que le mot immigration vient du latin in-migrare qui signifie entrer dans un lieu. L'immigration agricole interne dans le sens de cette étude désigne de ce fait, l'entrée dans une zone ou dans une aire géographique donnée, de personnes étrangères qui viennent pour un long séjour ou pour s'y installer et pratiquer des activités agro-sylvo-pastorales. Elle est souvent motivée par la recherche de terres cultivables, d'emplois et la perspective d'une meilleure qualité de vie. De ce qui précède, il devient important de ressortir la corrélation qui existe entre l'immigration agricole et le développement local dans la Commune de Mfou. Par conséquent, il est à noter que le développement local est le résultat des initiatives instaurées par les populations locales (autochtones et allogènes) afin d'améliorer leurs conditions de vie. Ce type de développement se ressent ainsi, dans des espaces précis notamment : national, régional, départemental et communautaire (Arocéna, 1986). Ce dernier (communautaire), représente ainsi, notre espace d'étude car, il facilite la promotion des initiatives locales.

Dans la Commune de Mfou, il s'observe, d'après les investigations de terrain, que le plan économique et social est révélateur d'un développement dit local. Il importe de ce fait, de partir de l'émergence et des approches du développement local pour comprendre la manière dont les immigrants agricoles internes participent de façon à impulser le développement socioéconomique de la localité.

I.1 Emergence et approches du développement local à Mfou

De par la dimension limitée des approches descendantes du développement jusqu'à la mise en œuvre des politiques nationales, une autre dimension du développement dit local va voir le jour, cela dans les années 70, avec pour mission d'inciter les populations locales dites population à la base, à penser par elles-mêmes des stratégies pour leur propre épanouissement tant économique que social (Leumako, 2016 : 51). En effet, au vu des faiblesses que présentait l'Etat à répondre aux besoins présent des populations de la base, l'objectif de ce développement était de donner le pouvoir aux acteurs internes d'une localité de se défaire des idées préconçues selon lesquelles, seul l'Etat était habilité à leur fournir de meilleures conditions de vie. Tout ceci va donc éveiller booster les populations locales a plus s'impliquer dans les initiatives locales ce qui va servir de pont à la mise sur pieds des stratégies économiques et sociales, incluant la participation de tous les acteurs (autochtones, allogènes) à une vision collective des

initiatives locales dans un espace précis (Mfou). Soutenant cette idée, Marcel Méthot (2002 : 220) va écrire :

« Après quelques années à subir les failles d'un développement « par le haut », insensible aux particularités et besoins spécifiques des régions, les acteurs régionaux commencent à s'organiser pour revendiquer une plus grande autonomie quant-à l'orientation du développement de leur milieu. Les années 1970 marquent le début de cette volonté de « prise en main » ».

De là il devient important pour les populations locales de sortir du centralisme étatique pour mieux orienter leurs objectifs afin de penser par elles-mêmes des moyens pouvant conduire à un développement propre à leur localité. Ce qui va conduire aux différentes approches du développement local pour mieux lire la réalité observée dans la Commune de Mfou.

D'une part, on retient une approche par le haut qui révèle un développement centralisé par l'Etat. Dans cette dernière, on comprend que pour penser le développement au niveau local, l'Etat a en partie sa main mise sur les initiatives locales au travers des instances ou programmes nationaux comme le Programme National de Développement Participatif (PNDP), et des personnels d'appuis locaux (ACD, ACF) (Leumako, 2016). Ces instances et personnels d'appuis ont pour objectif majeur le dynamisme, le renforcement organisationnel et administratif des services communaux afin de renforcer les capacités des populations locales à mettre en œuvre des stratégies de développement local. Ainsi, le PNDP qui est le programme le plus visible dans la Commune de Mfou, procède ainsi à l'élaboration des plans de développement communautaires, avec des « *micro-projets* » cofinancés par ce dernier. C'est le cas des forages communautaires par exemple installés dans la localité d'accueil où les différents acteurs ont été convoqués aux séances de planification et ont participé à la réalisation de cette planification dite participative. Ces propos corroborent avec les idées d'un autochtone lors d'un entretien qui souligne :

On a beaucoup d'idées pour impulser le développement dans notre village. Aujourd'hui par exemple, on a au moins un forage par secteur ceci grâce au PNDP qui cofinance. C'est un projet pensé par la totalité de la population immigrante et autochtone et les chefs communautaires ont rapporté le projet au niveau du gouvernement. Il y'a beaucoup d'autres petits projets comme par exemple les projets sur le développement agricole en collaboration avec ACEFA. Et pour parler sérieusement on peut déjà lire des petits changements dans la Commune de Mfou depuis l'arrivée des immigrants. (A17, féminin, 45 ans, agricultrice. Entretien du 22 04 2022 Nkolnguet-Mfou)

Des propos précédents, on comprend que l'Etat a une certaine main mise sur les actions de développement au niveau local dans la mesure où l'initiative émane de lui. Toutefois, il est à noter que l'Etat, au vu de ses multiples fonctions, n'arrive pas toujours à satisfaire les attentes des populations locales. Ce qui va susciter un engouement chez ces dernières, de manière à ce qu'elles puissent créer un effet d'entraînement sur la dynamique du développement local. Il devient alors important pour elles de mettre en pratique des stratégies collectives propres émanant d'elles-mêmes et pouvant améliorer leurs conditions de vie (Teisserenc, 2002). D'où l'intervention de l'approche du développement par le bas.

D'autre part, on note l'approche du développement par le bas. Dans cette dernière, il est question d'amener les populations locales dites populations de base, à une participation active et collective aux initiatives du développement socio-économique local (Leumako, 2016). Ainsi, les acteurs pouvant prendre part à une telle initiative dans la Commune de Mfou sont les chefs locaux, les allogènes et les autochtones. En effet, cette approche ne stipule pas un détachement radical avec l'Etat, mais, place plutôt les différentes populations de la Commune au-devant de la scène. On comprend dès lors que pour parler de développement socio-économique local dans la Commune de Mfou, les populations locales devraient mettre en relief des initiatives collectives pouvant répondre à leurs besoins présents et futurs.

Dès lors, on peut dire que ces deux approches de développement sont présentes dans la Commune de Mfou. Certes, les instances centrales participent encore de manière à impulser le développement de la localité. Toutefois, les populations en place (migrantes et autochtones) travaillent en corrélation entre elles et avec ces instances publiques pour apporter une impulsion au développement dit local. Ce développement local est visible à travers une dynamique économique adoptée par les immigrants agricoles conduisant à la restructuration du secteur dans la Commune de Mfou.

I.2. Dynamique de l'économie : une action collective des immigrants de Mfou.

Le binôme « migration et développement » en général et tout particulièrement le « développement local » prend en compte plusieurs aspects à Mfou. Ainsi, parler de développement économique local c'est présenté les sous-secteurs qui marquent une évolution, un changement, une dynamique depuis la présence des immigrants sur les terres de Mfou. Dans ce contexte, l'expression « développement local » ne renvoie pas à un concept mais, plus à un état d'esprit et une démarche spécifique qui est présentée par Houée (2001 :217) comme :

un mouvement exogène, descendant, fait de procédures, d'incitations financières, de transferts de technologies et de capitaux (...) qui cherchent à susciter et encadrer les actions locales dont ils ont besoin pour atteindre leurs objectifs ; et un mouvement endogène, ascendant, enraciné dans une histoire et un territoire précis porté par une dynamique interne de valorisation des ressources locales , mais qui doit composer avec les dispositifs institués pour se faire reconnaître et démontrer son efficacité.

Dans ce sens, la dynamique économique peut être associée à la vitalité économique, aux innovations et aux investissements des immigrés dans la Commune de Mfou. Ici, il est question de voir comment les nouveaux groupes sociaux s'organisent autour des diverses activités pour implémenter un développement économique local de manière à atteindre à une nouvelle configuration économique. On comprend dès lors que cette notion reflète l'ensemble des changements, des évolutions qui peuvent se lire dans différents sous-secteurs depuis l'arrivée des immigrés dans la localité de Mfou. Elle se comprend particulièrement par le rôle du migrant comme partenaire au développement économique, de façon autonome et/ou encadrée par des initiatives associatives. L'un des axes majeurs de cette étude est de comprendre dans quelle mesure les immigrés agricoles peuvent contribuer aux processus de développement économique local. De ce fait, le développement local dans la commune est visible à travers des activités novatrices et la création des infrastructures dans le secteur agricole et de l'élevage concertée et impulsée par les acteurs individuels migrants et collectivités non migrantes.

I.2. 1 Migration et innovation en agriculture.

L'innovation est devenue un objet de questionnement incontournable au niveau local. Ainsi, la notion d'innovation peut-être assimiler au fait d'introduire quelque chose de nouveau ou quelque chose qui n'existait pas encore avant l'arrivée de nouveaux acteurs dans un domaine particulier (Fagerberg et Verspagen, 2009). De ce fait, la notion d'innovation, dans un contexte soumis à de nouveaux enjeux locaux dans la localité de Mfou, attire ainsi les regards et les engagements dans tous ses secteurs économiques à savoir : l'agriculture et les activités agrosylvo-pastorales qui concourent à l'alimentation des sociétés de Mfou (Coudel et al, 2013). Cette conception de l'innovation consiste à la redécouverte d'une plus-value des pratiques ou des savoirs antérieurs trouvant leurs pertinences dans une situation nouvelle (développement local via les immigrés agricoles).

En effet, l'agriculture est l'un des piliers de l'économie de la Commune de Mfou. Il s'agit d'un secteur appelé à répondre aux besoins alimentaires ou économique d'une population qui subit des flux migratoires importants. Ce secteur joue donc un rôle déterminant dans la réduction de la pauvreté, la hausse des revenus et l'amélioration de la sécurité alimentaire et

entraîne automatiquement une croissance du secteur qui conditionne la croissance locale en parti. Toutefois, Mfou qui autre fois était une commune centrée dans la production vivrière, note ainsi un changement dans les pratiques agricoles avec l'implication des migrants dans les cultures maraichères. Ainsi, sur le plan typiquement agricole, l'arrivée des immigrés va booster une innovation dans l'agriculture maraichère et une commercialisation de ladite agriculture.

Tout ceci, du fait de l'agriculture de consommation pratiquée par les autochtones, celle dite maraichère apporte une plus-value en ce sens qu'elle est une production purement marchande embauchant ainsi une main-d'œuvre autochtone, ce qui permet de palier aux besoins fondamentaux (besoins de santé, de scolarisation...) des populations en place. Les migrants cultivent abondamment les produits (tomate, piment, condiments vert, poireau, pastèque) sollicités dans les marchés des zones environnantes, notamment ceux de Nkilzock, Ndangueng ; des marchés hebdomadaires : Nkolmefou, Nkolda, Nkongoa et marché bi- hebdomadaire : Nsimalen (PCD de Mfou, 2015). Ainsi, d'après les entretiens de terrain, ces cultures maraichères dominent le paysage vivrier. Elles sont parfois vendues sur pied, c'est-à-dire bien avant qu'elles n'aient atteint leur maturité aux « bayam-sellam ». C'est un nouveau procédé d'achat conçu par les femmes immigrées en coaction avec les femmes autochtones de Mfou, pour une gestion judicieuse de leurs stocks afin de leur permettre d'affronter la concurrence sur les marchés. Généralement, certaines viennent s'approvisionner directement à Mfou lors de leur passage. C'est donc pratiquement la course à l'exportation, ce qui permet de contribuer non seulement à une évacuation extérieure des produits, mais également à celui de la commercialisation de la production. L'image suivante en est l'illustration parfaite d'une production de masse de tomate par les immigrés Bamouns à Mfou sur un espace cultivable considérable.

Photo 1 : champ de tomate cultivé sur un hectare par une famille immigrée Bamoum



Source : Bekada Georgette, analyse de recherche d’Avril 2022.

De part cette production massive à laquelle se donnent les immigrés de l’Ouest par exemple, il est à noter que ces produits destinés à la commercialisation permettent à ces derniers de subvenir d’une part à leurs besoins vitaux et d’autre part, de participer aux activités et contraintes de la commune d’accueil. Les propos d’un enquêté viennent renchérir cette image en soulignant que :

Quand je suis arrivé dans cette localité les autochtones ne connaissaient pas la culture de tomate. Je suis le premier à développer les champs de tomate ici, à former certains jeunes de Mfou et beaucoup cultivent déjà la tomate. À ce stade, Mfou ne manquera plus de tomates. Généralement nous, on fait dans l’agriculture maraichère destinée à la commercialisation c’est-à-dire, exposé sur les marchés : tels que : Mfoudi, Ekounou et Awaie. Et l’argent recueilli dans cette vente nous permet de mieux gérer nos taxes et besoins vitaux. Oui, on peut dire que l’introduction de cette nouvelle culture aide beaucoup à renforcer l’économie locale, à la construction des forages, ou à booster le développement agro-alimentaire. (I19, masculin, 55 ans, agriculteur. Entretien du 13-04-2022 Mekamba-Mfou).

Ces propos démontrent que les immigrés agricoles ont apporté des nouvelles variétés en termes de produits agricoles qui autre fois, n’étaient pas pratiquées par les autochtones de la

localité de Mfou. L'immigré est ainsi considéré comme un acteur d'innovation en ce sens qu'il est porteur de nouvelles variétés agricoles et de nouvelles manières de cultiver. Du fait de la formation que lui offrent les immigrés, l'autochtone de Mfou passe alors d'une agriculture vivrière à une agriculture maraichère destinée à la commercialisation des produits et impacte dans la redistribution de nouvelles variétés par l'introduction de nouveaux produits agricoles.

De plus, on note également l'introduction de nouvelles techniques de production chez les immigrés agricoles. Pour ces derniers l'objectif principal est la manière dont ils doivent gérer le sol afin de créer les conditions favorables à une croissance optimale lors de la récolte. De ce fait, les immigrés adoptent une méthode dite uni-culturale c'est-à-dire, la production d'une seule culture sur une parcelle de manière à ce qu'elle participe à la germination des graines, à l'émergence des racines, au développement des plantes, à la formation des grains et à la récolte. L'image suivante illustre une culture unique (le maïs) sur une parcelle (FAO, 2016).

Photo 2 : un champ parsemé de Maïs.



Source : Bekada Georgette, Analyse de recherche. Avril 2022.

L'image précédente révèle que pour un bon développement des produits et un rendement de masse, il est préférable de pratiquer une seule culture sur une parcelle. Pour les immigrés, le mélange de plusieurs cultures sur une même parcelle limite non seulement la bonne production des différents produits mais aussi, affaiblit le sol. D'où les propos de l'enquêteur suivant :

En tant qu'agricultrice, je leur conseille de pratiquer une seule culture dans un même champ, au bout de six mois tu peux sortir de là avec un bon rendement et de bons

produits. Si tu mélanges plus de trois produits dans un même sol et que ces produits ne sont pas en accord, tu n'auras pas un bon rendement. Chaque aliment a son engrais et si tu fais cette erreur de mélanger les engrais tu peux rater ta production sur l'année. Il y'a aussi la durée des produits au sol, la tomate ou le maïs c'est maximum trois à quatre mois au sol. Maintenant, eux ils mettent le manioc, le maïs, et d'autres qui n'ont pas la même durée de fertilisation ce qui affaibli le sol car, il y'a saturation des aliments. (I20, féminin, 40 ans, agricultrice. Entretien du 12-04-2022 Nkondom-Mfou).

Ainsi, les immigrés influencent le secteur agricole à Mfou à travers le développement des cultures maraichères et l'introduction de nouvelles pratiques agricoles. Les migrants s'investissent pour une grande part, dans l'écoulement de la production maraichère et se livrent à l'exposition des produits le long des routes, afin d'en assurer eux-mêmes la commercialisation auprès des voyageurs. Les revenus issus de cette activité (l'agriculture) permettent par définition, non seulement la création de richesse par et pour les agriculteurs immigrés, mais aussi pour la localité d'accueil. L'on comprend à cet effet que l'innovation dans cette culture a servi à développer le secteur informel avec la formation des jardiniers dans la Commune de Mfou. Cependant, la dynamique économique s'observe aussi à travers l'élevage qui est une activité génératrice de revenus pour les immigrés à Mfou

I.2.2 l'élevage dans le système d'activité de production économique local

L'élevage constitue une opportunité pour une très grande diversité de groupes sociaux (immigrés), dans presque tous les milieux géographiques. Car, objet de nombreux échanges économiques, sous forme de troc ou d'échanges monétaires, l'élevage est un facteur important qui permet de booster les activités économiques de la commune de Mfou. Il devient l'objet de controverses qui s'expriment notamment au niveau des familles d'éleveurs et au niveau des économies locales (CIRAD, 2011).

C'est ainsi que dans la Commune de Mfou, on note des éleveurs traditionnels, des coprins, ovins et bovins. L'élevage des bovins qui dans la commune, relève dans le système de production d'une logique économique de sécurisation et de diversification des revenus visant pour les immigrés à l'obtention de plus de richesse, est exposé sur le marché pour nourrir les populations de la commune et même pour créer des emplois en embauchant les jeunes bouchers. L'image suivante est l'illustration parfaite d'un jeune boucher qui commercialise la viande de bœuf qui relève du produit fini après l'élevage.

Photo 3 : Boucherie d'un immigré du Nord : une activité galopante dans le marché de Mfou.



Source : Bekada Georgette, analyse de recherche d'Avril 2022.

De plus, les migrants s'intéressent à la pisciculture. Car, selon les investigations de terrain, des étangs piscicoles ont été mis en place par certains immigrés installés depuis plus de 10 ans dans la zone d'accueil. Les structures d'encadrement telles que le Centre local d'Appui Technique (CLAT), ont beaucoup contribué à faire de la pisciculture une activité communautaire afin que les migrants en tirent des bénéfices substantiels. Kanga, silure, tilapia sont les principaux types de poissons produits par les étangs. Ce type de poissons ayant atteint leurs maturités, peuvent servir de plats traditionnels destinés à la commercialisation pour produire plus de revenus et servir de plats touristiques (le Ndomba de kanga, de Silure) (PCD de Mfou, 2016). Allant dans le même sens, les images ci-dessous présentent les étangs et l'espèce de poisson nommé « Silure » à l'état frais exposé dans le marché de Mfou pour être commercialiser ou préparer sous forme de petits mets traditionnels (le Ndomba de Silure)

Photo 4: image d'un étang de poisson mis sur pieds par un immigré dans le quartier Nkondom-Mfou



Source : Bekada Georgette, analyse de recherche d'Avril 2022.

Photo 5: poisson Silure à l'état frais



Source : Bekada Georgette, analyse de recherche d'Avril 2022.

Vu sous cet angle, il apparaît que les immigrés sont actifs dans l'élevage et la pisciculture qui sont des activités génératrices de revenus leur permettant de subvenir à leurs différents besoins vitaux. Les propos d'un immigré renchérisent l'illustration par les images précédentes :

J'ai 4 étangs de poissons qui sont creusés par moi-même dans la zone marécageuse. Aussi, il y'a beaucoup de nos frères du Nord qui ont ouvert des boucheries ici. Ils font dans l'élevage des bœufs et quand ils peuvent ils nous vendent la viande, c'est ça qui participe aussi au développement de la localité. Car, avant les gens d'ici connaissaient plus les feuilles de légumes ou la viande de brousse mais depuis notre arrivée on mange déjà la viande de bœuf. Les produits exposés sur le marché entraînent à plus de revenus et une partie est versée soit pour les taxes, soit à la mairie pour des activités communautaires. Ce qui contribue au développement économique local. (I21, masculin, 60 ans, agriculteur-éleveur. Entretien du 06-04-2022 Ossol-Mfou).

Ainsi, Partant de l'analyse de l'économie locale, il s'observe que les migrants tiennent à obtenir l'optimum de la production dans leurs activités agro pastorales. Toutefois, dans un contexte d'immigration agricole interne et de développement économique local, on note des activités mises sur pieds par les immigrés qui concourent à booster l'économie de la localité d'accueil (les différentes pratiques agricoles, élevage) sont en quelque sorte des secteurs d'activités économiques des immigrés internes (CIRAD, 2006). L'effort de diversification des activités économiques locales est réel et on comprend que l'élevage, la pisciculture jouent un rôle capital dans le développement économique local. Car, pour faire face à des frais de santé, de voyage ou pour couvrir un investissement (construction d'une maison etc.), les animaux sont élevés puis vendus pour subvenir à un besoin de trésorerie important.

Toutefois, il devient judicieux de montrer la contribution de cette dynamique à la restructuration de certains secteurs.

I.3 Restructuration du Secteur

Compris comme étant une opération par laquelle un ensemble d'acteurs ou unité de productions locales, se réorganisent pour une nouvelle configuration des différentes activités économiques d'échelles et de dépenses locales. Une restructuration peut plus efficacement être le résultat dans le secteur agricole, d'une perspective de gain d'efficacité ou de réduction des coûts de production. D'une réorientation stratégique vers une activité plus rentable, qui peut se faire au détriment d'autres activités secondaires (Dominique Thierry et Tuillier, 2003). C'est une volonté globale d'évolution au sein du secteur agricole avec une recherche de maximisation du rendement des revenus.

I.3. 1 Reconfiguration du secteur agricole

L'agriculture reste la principale source de motivation des populations migrantes de Mfou, en ce sens qu'elle constitue un secteur d'emploi pour la population active dans ladite localité, et plus particulièrement pour les nouveaux arrivants. Elle assure en plus la subsistance locale. Certes, avant l'arrivée de ces nouveaux arrivants, les populations autochtones de Mfou pratiquaient de l'agriculture dite de consommation. Toutefois, les immigrés dans l'optique de générer des ressources économiques vont apporter un plus en innovant dans l'agriculture dite maraichère. Par conséquent, elle devient une source de création de richesses pour les populations en activité et contribue à une épargne importante à l'investissement du développement. Un investissement qui contribue à son tour à la mise sur pied des sous-secteurs privés capables de rehausser l'économie de la localité d'accueil (Leumako, 2016).

De ce fait, les agriculteurs immigrés dans la Commune de Mfou, procèdent à de diverses manières afin de maintenir, voire d'augmenter leurs revenus. L'une d'entre elle consiste à augmenter la valeur du produit généré par le secteur agricole en construisant de nouveaux liens avec des marchés qui étaient jusqu'alors inaccessibles. Il s'agit de conserver la plus-value en favorisant les circuits courts ou directs. La reconfiguration du secteur agricole, implique ainsi la création de nouveaux produits et services qui sont associés dans les nouveaux marchés. Elle concerne également le développement de la pluriactivité entre autochtones et allogènes qui garantit un revenu minimum au sein du ménage agricole de Mfou. Ce qui s'explique par les propos de Leumako (2016 : 129) selon lesquels

Le développement de la production agricole a pour effet d'augmenter les revenus des agriculteurs, ce qui entraîne une plus grande consommation et par conséquent une amélioration de l'économie et surtout des conditions de vie des populations tant locales que migrantes dans la localité.

Cependant, d'après les entretiens et observations directes de terrain, ce secteur conduit à des formes de transformation de produits agricoles tels que le manioc et les noix de palmier. Le manioc est transformé en farine ou en bâton, les noix de palmier en huile de palme rouge, les noix de palmistes en huile de palmiste. On peut aussi citer l'extraction du vin de palme et sa transformation en boisson forte et incolore appelée « odontol ». Ces multiplicateurs économiques permettent la création d'emplois ou d'autres activités économiques qui permettent ainsi de fixer les moyens de subsistance agricole car, il s'avère d'autant plus vrai et conséquent que l'agriculture maraichère emploie une plus grande proportion de personnes hors famille, (Campagne, 1998)

Selon Sacks (2002), la commercialisation locale est ainsi une source directe de croissance économique pour l'aire géographique concernée. Une plus-value des immigrés au développement économique local peut-être observée non seulement dans les chaînes alimentaires alternatives, mais aussi à travers l'engagement de ces derniers dans des activités para-agricoles. En effet, le secteur économique local trouve son développement dans les revenus des producteurs et des consommateurs qui s'investissent dans la création des entreprises connexes telles que les transformateurs et les distributeurs. Notons avec le (PCD de Mfou, 2016) que la pratique de cette activité dans la zone d'étude bénéficie de l'assistance des structures d'encadrements telles que la CHASAADD-MEFOU et le CRATAD. Il existe également de nombreux projet/programmes tels : PACA, ACEFA, AFOP, PNDP qui participe à booster l'initiative locale. Ces différentes structures participent à accroître les revenus des exploitants familiaux par l'amélioration de la compétitivité de leurs exploitations et à réduire la pauvreté en milieu rural à travers un mécanisme de financement décentralisé. En concentrant les dépenses alimentaires localement, la commercialisation locale de produits agricoles permet donc de conserver les revenus dans l'économie locale. L'effet des multiplicateurs économiques sera d'autant plus puissant que la part d'intrants achetés localement sera élevée. Un tableau illustrant les différentes cultures et les espèces pratiquées dans la Commune par les populations locales et allogènes selon les lieux, est mis en exergue.

Tableau 5 : Liste des cultures pratiquées dans la Commune

Type de cultures	Les espèces	Lieux
Cultures vivrières,	le concombre, Manioc, le bananier (plantain et douce), le macabo, le melon, l'arachide, la canne à sucre, la patate douce, etc.	Dans les forêts, les quartiers et autour des habitations
Cultures de rentes	cacao, le palmier à huile	Autour des habitations et dans les forêts.
Cultures maraîchères	Piments, tomate etc.	Dans les marécages
Cultures fruitières	Oranger, mandariniers, citronniers, manguiers, goyaviers, safoutiers, pamplemoussiers	Autour des habitations et des cacaoyères
Les cultures de contre saison	Légumes	Dans les marécages

Source : Plan Communal de Développement de Mfou, (2016 : 29).

Au regard de l'historique que nous avons précédemment rapporté, la contribution du secteur agricole dans le développement local est visible. Ce

Développement ainsi provoqué ne sera « local » que si l'on s'efforce de créer ou de maintenir le plus possible sur place les activités de transformation des produits agricoles. Il apparaît évident qu'elle ne peut se faire seule et que le développement du tertiaire marchand et de l'artisanat, qui constituent une des trames essentielles du développement local, ne peuvent apparaître que si d'autres activités inductrices, indépendantes de l'agriculture, sont créées dans les zones rurales concernées Lobley et al (2009 : 723).

Le secteur agricole dans la Commune de Mfou n'est pas le seul secteur restructuré, on note aussi le commerce qui subit des reconfigurations réelles.

I.3.2 Les mutations dans le secteur commercial

L'analyse de la migration et du développement est faite dans une relation de réciprocité à partir de l'influence des flux migratoires sur le développement local. Ainsi, au regard de l'importance qui lui est accordée dans les enjeux socio-économiques dans la Commune de Mfou, force est de constater que les migrations dans un contexte de globalisation occupent une place importante au niveau local (OCDE, 2016). L'un des aspects de cette relation repose sur les pratiques nouvelles ou changements sociaux que les immigrants apportent dans le processus de développement économique local. De ce fait, les mouvements migratoires dans la zone d'étude influencent le changement social en stimulant l'esprit d'initiative et la théorie du changement social évoquée dans ce travail démontre que la dynamique du secteur passe par différents agents en scène et par conséquent l'immigré aussi. Cette position se comprend davantage à travers le courant dynamiste de Georges Balandier, avec les notions comme « changement », « mutation », ou encore « dynamique », des termes qui, dans le regard sociologique imposent un système de distinction entre le changement qui s'opère dans la société, « dynamiques du dedans » et les changements résultants des facteurs exogènes ou « dynamiques du dehors » Balandier (1971).

Cependant, il est important de souligner qu'avant l'arrivée des immigrants, la Commune était dotée de grands espaces ouverts à la création des petites entreprises privées dans le secteur informel. Plusieurs petits métiers, quoique pas très pris au sérieux dans ce secteur, étaient tout de même pratiqués par les populations autochtones. Toutefois, l'entrée des immigrants dans les années 2000 à Mfou, va se greffer à des idées de capitalisation des revenus et création d'emplois par ces derniers, en essayant de plus booster ce secteur, avec la constructions des grands salons de coiffure, auto-écoles, des studios modernes de couture, de photos et de secrétariat, des centres de formation en menuiserie, hôtellerie et électricité.

D'après une observation directe et des entretiens de terrain, il ressort que certes, la Commune était et reste dotée d'une richesse naturelle qui est la terre, mais cette richesse gagne une valeur marchande en ce sens qu'elle est exploitée par les populations migrantes de manière à mettre en évidence le développement socio-économique local. La création des petites entreprises privées, (quincailleries, fabriques de parpaings) présente ainsi, des dynamiques internes au niveau des établissements commerciaux (poissonneries, boutiques, échoppes, bars, magasins) qui de plus en plus se sont développés par les immigrants de l'Ouest, du Nord, du Nord-Ouest, du Sud et du sud-Ouest. Ces petites entreprises permettent de retrouver presque tout genre de produits manufacturés, même si les prix sont souvent plus élevés. De ce fait, les immigrants participent à la création des petites entreprises destinées au monde de l'emploi pour les populations tant locales que migrantes. Les investigations de terrain ont permis de recueillir quelques images qui illustrent les différentes activités qui participent au développement économique local.

Photo 6: Quincaillerie et Fabrique de parpaings : activités économiques des immigrants de la commune de Mfou



Source : Bekada Georgette, analyse de recherche d'Avril 2022.

Dès lors, le lien entre migration et développement se rapporte notamment à la création des richesses et à la possibilité d'accroître leurs impacts dans la zone d'accueil. L'immigré est cet acteur qui dans sa quête du développement, met en pratique certaines activités dans le souci de produire plus de ressources. Ainsi, certaines activités comme suscitées plus haut, entraînent automatiquement le développement local et contribuent à booster l'économie de la localité en

ce sens qu'elles sont génératrices de richesses, créatives de nouveaux emplois et source de changement socio-économique local.

En outre, la dynamique économique et la restructuration du secteur s'observent à travers les mécanismes et évolutions des activités mis sur pieds par les immigrants installés à Mfou. Des activités qui certes, existaient avant l'arrivée de ces derniers, mais n'étaient pas très pris en compte le plan économique par la population autochtone. Si pour Campagne (1998), la condition fondamentale au développement local résulte de la conservation locale des ressources générées, ce qui passe par la construction de filières et d'activités périphériques. On comprend dès lors, le souci économique des populations migrantes à considérer les revenus comme la première source de développement économique local. Car, les emplois protégés ou créés dans les différents secteurs et en particulier le secteur informel, reposent sur les initiatives non seulement des collectivités migrantes, mais aussi de celles dites locales, compris comme des multiplicateurs économiques qui soutiennent à leur tour d'autres entreprises et services privés.

Une dynamique qui se ressent aussi dans la reconfiguration sociodémographique et dans la valorisation des actions collectives dans une logique de développement holistique.

I.4. Reconfiguration sociodémographique et valorisation des actions collectives pour un développement holistique

Par reconfiguration sociodémographique, il s'agit de ressortir la contribution sociale, démographique des immigrants dans un élan de valorisation des actions collectives entre les allogènes et la population autochtone. Cette sorte de reconfiguration s'observe au travers d'un besoin ultime de participation local et du bien-être individuel et collectif.

I.4.1 Brassage culturel : voie d'intégration et conséquence d'un développement social à Mfou

L'intégration des immigrants dans le processus de développement social est visible à travers la mise sur pieds des groupes d'associations allogènes incluant à la fois les immigrants agricoles et les autochtones de Mfou. Le brassage culturel dans la Commune de Mfou demeure un moyen très efficace qui facilite l'intégration des immigrants. En effet, avec l'arrivée de ces derniers dans ladite Commune, il s'y est développé de nouvelles façons de travailler en associations dans le but d'être plus productif en peu de temps. C'est ainsi que les populations autochtones et allogènes vont se rallier chacune en présentant une disponibilité en matière de mains d'œuvre. Corroborant cette idée, une enquête Eton révèle que lors de la récolte des

arachides qu'on appelle localement « *ikoh-owono* », la demande en main d'œuvre est abondante nécessitant l'appel fait aux femmes des autres tribus (Bamoum et Nordistes) avec lesquelles elles partagent la même association pour la grande récolte des arachides.

Toujours dans un élan de reconstruction des rapports sociaux, on note des alliances entre immigrés et autochtones. En effet, dans la Commune de Mfou, les mariages interethniques sont nés de l'immigration, en ce sens que les autochtones tissent des liens d'union avec les femmes migrantes, ce qui est une sorte de gage pour l'autochtone qui a donné ses terres à la famille étrangère qui pourrait se retrouver dans l'incapacité de régler ses dettes. Les mariages interethniques sont aussi une stratégie initiée par les immigrés comme cordon sociétal de sécurité pour accéder à la terre. Cela consiste aussi pour le migrant, non seulement à prendre une femme autochtone pour se familiariser et s'insérer dans la communauté d'accueil, mais aussi a donné sa fille pour plus de garantie. Les propos d'un enquêté le révèle :

Mon enfant, quand je suis arrivé ici, dans les années 1995, c'était tellement difficile d'avoir du terrain quand tu n'étais pas autochtone. Non seulement c'était difficile, mais aussi très cher. C'est là que j'ai rencontré une fille bien noire avec beaucoup de cheveux au corps, ma Bertine (son épouse). Elle venait d'une famille assez riche en terres dans cette Commune. C'est vrai, il y'avait l'amour mais, il me fallait aussi une terre pour continuer mes activités et je me suis décidé de l'épouser ce qui m'a permis de bénéficier d'un certain nombre d'avantages. Et suite au mariage, ce terrain m'a été offert par mon beau père comme cadeau de mariage. (I22, masculin, 65 ans, agriculteur et éleveur. Entretien du 06-04-2022 Ndangueng-Mfou).

I.4.2 Construction des infrastructures de santé de base par les immigrés.

La contribution des immigrés dans la localité de Mfou s'observe suite aux constructions de certains établissements de santé. Suite aux entretiens de terrain, il s'est révélé que La Commune possédait des structures de santé mis en œuvre par l'Etat. Cependant, dans un contexte de développement local qui se comprend par l'initiative ou la main Prise des populations locales, la présence des immigrés internes a donné naissance à des centres de santé ceci dans le but de palier à l'insuffisance des infrastructures sanitaires qui se remarquaient en petite quantité dès leur installation à Mfou. En tant qu'acteur innovateur, l'immigré à contribuer à redynamiser sa nouvelle zone d'accueil avec pour objectifs de participer à la prise en charge et aux meilleurs soins sanitaires tant pour sa nouvelle société que pour sa société migrante. Les images suivantes des propos d'un enquêté constituent des illustrations parfaites d'un centre de santé mis sur pieds par des immigrés dans la zone de Nkolnguét-Mfou. Il s'observe que :

Le Centre de santé les Rois Mages de Mfou, est créé en 2013. Je suis arrivée dans ce village en 2013 pour m'installer et c'était la première formation sanitaire à ouvrir.

Parlant du volet économique, il faut retenir que je paye la patente tout ce que les contribuables doivent payer à l'Etat. Et en plus pour mettre en œuvre ce Centre, j'ai été soutenu par plusieurs ONG (CAMNAFAW et le Réseau ProFam). J'ai aussi ouvert une quincaillerie (Emergence Construction) je contrôle 80% des constructions de la commune parce que les prix sont les mêmes que ceux de Yaoundé. Toutes ces entrées en argent profitent non seulement à résoudre mes problèmes vitaux mais aussi, à la commune économiquement parlant. (I23, masculin, 53 ans, chef de district et agriculteur. Entretien du 09-04-2022 Ndangueng-Mfou).

En outre, la contribution des immigrants au développement socio-économique de la localité de Mfou s'observe à travers les infrastructures sanitaires. La santé est un état complet de bien-être physique, mental et social et ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité. Ainsi, « une meilleure santé est essentielle au bonheur et contribue également de manière importante au progrès économique, puisque les populations en bonne santé vivent plus longtemps, sont plus productives et épargnent plus » (OMS, 2011). A cet effet, une image illustrative corrobore cette idée de l'OMS avec la construction d'un centre de santé appelé Centre Médical les Rois Mages de Mfou :

Photo 7 : Centre de santé les rois mages construit par un immigré de l'Ouest



Source : Bekada Georgette, analyse de recherche d'avril 2022.

Il s'observe que dès leur installation dans la localité d'accueil, les immigrants mettent tout en pratique pour investir dans différents secteurs, cela dans le but de générer plus de revenus pouvant satisfaire leurs besoins vitaux. Par la suite, ces derniers participent au développement social et économique local à travers notamment la construction des infrastructures de base et des structures dans le secteur informel qui favorisent les emplois à Mfou.

Dès lors, l'investissement humain résulte de la création de plusieurs établissements de santé initiés par les immigrés et des unions de ces derniers avec les autochtones depuis leur installation dans ladite localité, ce qui ressort des initiatives sociales d'une part et d'autre part, révèle une sorte de relation d'hospitalité et de solidarité et de cohésion sociale entre les autochtones non migrants aux allogènes autochtonisés (Ngueulieu, 2013). Les immigrés se font remarqués à travers une inter-coopénétration socioculturelle en cherchant une alternative dans de nouvelles formes de cohésion sociale et des interrelations nouvelles. Ils sont ainsi considérés, comme des acteurs importants dans la mesure où, leurs manières d'agir, de sentir, de penser et même de faire, facilitent les nouveaux échanges et connaissances d'idées et contribuent d'une certaine manière au développement socioéconomique de la localité. Les nouveaux arrivants essaient d'intégrer leurs cultures, leurs traditions les plus coercitives dans la zone d'accueil. Dès lors, une logique peu similaire à ce que propose Armand Leka dans un prolongement de ce qui avait été proposé antérieurement par (Ngueulieu, 2017), ressort que les immigrés apportent en fonction de la manière dont ils sont accueillis dans la localité d'accueil.

Cependant, ces initiatives migratoires présentent quelques faiblesses dans la localité d'étude qu'il est important de mettre en perspective.

II. LES FAIBLESSES DE L'OPTIMISATION DE LA RENTABILITE DE L'INITIATIVE IMMIGRATOIRE À MFOU

Parler des faiblesses du phénomène migratoire à Mfou, c'est ressortir les manquements ou limites qui se lisent suite aux initiatives orchestrées par les populations allogènes en zone d'accueil. Ainsi, partant du contexte des mouvements migratoires qui restent de plus en plus marqués par des transformations socioéconomiques, ces mouvements se trouvent être au cœur des débats actuels qui affectent continûment les localités, les différentes populations et leurs activités (Mimché et Kamdem, 2016). Cela entraîne des formes de violence et de vulnérabilité relatives aux investissements de retour des migrants et constitue très souvent une source de tension induisant à une reconfiguration des liens et des rapports sociaux entre les populations immigrantes et celles dites locales. De ce fait, par de nombreuses tribulations que subissent les immigrés dans leurs investissements tant sur le plan économique que socio-culturel, il est question de mettre en lumière les raisons qui sous-tendent la faible et/ou la non rentabilité des activités agro-sylvo-pastorales initiés par les nouveaux arrivés en zone d'accueil.

II.1. Immigration et croissance des violences économiques

La croissance des violences économiques peut se comprendre ici, comme l'ensemble des difficultés auxquelles font face les immigrés suite aux initiatives implémentées afin de promouvoir le développement dans la localité d'accueil (ELA, 1994). Cette croissance des violences économiques est issue de l'engrenage migratoire dans ladite localité, qui laisse transparaître un investissement de retour dans les zones d'origine et par conséquent se traduit d'une part, au registre des violences inhérentes aux actions des immigrés d'après leurs ressources générées. Dans l'argumentaire précédent, une question retient une attention particulière, celle de savoir où sont investis les capitaux des immigrés ? D'autre part, la croissance des violences économiques résulte des violences verbales dont sont victimes les immigrés par les populations autochtones, ce qui peut constituer un frein aux initiatives locales développées par les nouveaux arrivants en zone d'accueil.

II.1.1 Les violences inhérentes aux actions des individus

La vie entre individus révèle en quelque sorte une ambiguïté relationnelle qui se comprend en termes de discrimination, de stigmatisation et par conséquent contribue à la disharmonie sociale dans la mesure où, chaque individu est potentiellement une menace pour l'autre (Bourdieu, 1992). Cet état permanent de rivalité découle d'une part du fait que les autochtones se sentent de plus en plus irrités par la présence d'étrangers dans leur environnement et perpétuent des actes de violences vis-à-vis d'eux, et d'autre part, ces immigrés (étrangers) affichent des attitudes de ripostes dans le but de se défendre contre ces violences qu'ils subissent au quotidien. Ces comportements qui émanent des différents acteurs en présence conduisent très souvent à des violences qui peuvent avoir des relents physiques, verbaux et psychologiques sur les victimes. Au rang de celles-ci, figurent les investissements de retour par les immigrés, la filouterie, le cocksage, les feux de brousses et le vol de la production des immigrés par les autochtones.

- Immigration, investissements locaux et retour des capitaux dans les zones d'origine

Dans son analyse sur les transferts de capitaux des investissements des immigrés à l'origine, Ngueulieu (2017 : 359) soutient que : « *la présence des immigrés apparaît comme une feuille de papier recto-verso, un couteau à double tranchant, l'épée de Damoclès, une médaille aux facettes non identiques dont le revers- qui nous intéresse ici- n'est pas aussi propre que la face principale* ». Suite à cet argumentaire, il apparaît que les immigrés sont en

grande partie des investisseurs importants dans la localité d'accueil. Mais, ces investissements peuvent susciter des réflexions dans la mesure où, ils ne permettent pas de lire une dynamique totale et propre au développement sociaux et économique local de la Commune de Mfou. Au vu de cette itinéraire réflexif et d'après les entretiens de terrain, il à noter que les capitaux des populations migrantes subissent une sorte d'investissement de retour dans les zones d'origine. En effet, dès leurs installation dans la Commune d'accueil, les nouveaux occupants ont développé des actions novatrices notamment : la construction des infrastructures de base sanitaires (centres sanitaires), des habitats, des infrastructures économiques (quincailleries, alimentations et fabriques de parpaings), de l'innovation des cultures maraichères commercialisables (tomate, piment, condiments verts etc.), et les différents rapports sociaux (de sociabilité et de conflictogénités) entre les autochtones et les allogènes, ont conduit ces derniers à des comportements opportunistes. Les immigrés, soucieux d'améliorer leur bien-être et d'être des acteurs responsables du développement de leur localité, vont mettre en œuvre des activités conduisant à une autonomie financière et entrepreneuriale dans les zones d'accueil. Cependant n'ayant pas ce type d'opportunités dans leurs zones d'origine, ils vont se diriger vers les zones d'accueil avec pour ambitions le développement des investissements productifs et d'accumulation d'épargnes, contribuant, soit à rentrer investir chez eux, soit envoyer des fonds pour l'épanouissement de leurs familles restées dans les zones d'origine. A cet effet, les propos d'un enquêté révèlent que :

S'il y'a une remarque que je puisse faire, c'est que rares sont ces étrangers qui investissent avec le cœur ici à Mfou. Je rajouterais que même si celui-là est installé depuis dix ans ou est propriétaire des grands espaces cultivables, ou bien qu'il ait déjà construit des petites entreprises ici, il sera toujours contraint de faire un investissement de retour. Bon imaginez ! Je quitte mon village plus de cinq ans et je reviens après ces années pour poser un duplex, le respect va automatiquement s'imposer à moi, puisque je serai considéré comme le nouveau riche du village. Une chose est sûre, nos origines font toujours appel à nous. (A18, masculin, 45 ans, autochtone agriculteur. Entretien du 19-04-2022 Nkolnguet-Mfou).

Ces propos sont caractéristiques d'un ensemble de critères propres aux immigrés qui sont habités par un investissement de retour. En fait, il est clair que peu importe le niveau d'investissement, les connaissances techniques, professionnelles et la création des richesses dans la zone d'accueil, tout cela conduit en quelque sorte à un investissement de retour dans la mesure où ça représenteraient aussi un énorme potentiel de développement pour les zones d'origine. Dans cet amas de corrélation entre le migrant et l'investissement de retour, un immigré illustre :

Les motivations premières de nos déplacements restent la quête des terres cultivables pouvant améliorer nos conditions de vie. Une fois cette quête atteinte, il sera question soit de rentrer investir dans mon village qui a aussi besoin de développement, soit envoyer les bénéfices de mes activités à ma famille restée dans le village ! En fait, le but de nos mouvements, c'est de trouver un endroit qui ne rencontre pas les mêmes difficultés que notre zone de départ. (I24, masculin, 40 ans, agriculteur. Entretien du 19-04- 2022 Nkolinda-Mfou).

Dès lors, ces « néo-investisseurs » aux potentiels non négligeables et en quête de terres d'opportunités dans la Commune de Mfou sont habités par un investissement de retour dans leur zone d'origine. Cet investissement de retour est autant plus important pour l'immigré soucieux de combler ses besoins familiaux quotidiens qu'il est amené à se lancer à la conquête des terres nouvelles. Cette soif d'acquisition de nouvelles terres suscite des comportements réfractaires de la part des autochtones qui le manifestent par des violences verbales ou physiques, qualifiées de tromperie ou de filouterie. Ces violences vont entraver la cohésion sociale entre les parties prenantes.

- Filouterie de terres cultivables comme expression d'une violence foncière

La construction des groupes sociaux les uns par rapport aux autres au sein de l'espace de l'arrondissement de Mfou est au cœur des violences dues en grande partie à la terre.

L'expression filouterie renvoie à un acte malhonnête ou indélicat consistant à tromper ou à voler par ruse. Quant à la notion de violence foncière, il faut tout d'abord préciser qu'elle est considérée dans cette analyse telle qu'elle est évoquée par les populations allogènes, c'est-à-dire, à l'échelle des groupes plutôt qu'à celle de l'individu, quelle qu'en soit la taille (région d'origine) ou la référence fédératrice (culture, organisation socio-spatiale).

Une observation de l'environnement social dans la localité de Mfou laisse entrevoir des rapports sociaux distants entre les natifs du milieu d'accueil et les ressortissants des autres régions victimes des maux qui mettent à mal leurs activités dans la mesure où, les violences foncières sont récurrentes entre individus dans la localité et minent les rapports entre les communautés villageoises avec des conséquences parfois dramatiques. Ces conflits basés sur les ressources naturelles sont en augmentation croissante aussi bien en fréquence qu'en intensité ce qui pousse les immigrants à parfois penser à un investissement de retour dans la zone d'origine au vu des différents traitements dont ils font face dans la Commune de Mfou.

En effet la terre, support des activités agricoles des migrants, fait très souvent l'objet de convoitise pour les uns (immigrés) et de valeur pécuniaire pour les autres (autochtones). Les

premiers sollicitent les espaces cultivables, dans le but de les valoriser au travers des investissements agricoles et autres activités dont ils sont porteurs. Cette mise en valeurs des terres passe par le processus de location qui se fait auprès des propriétaires fonciers (autochtones) moyennant une somme d'argent réclamée comme contrepartie pour obtenir l'espace sollicité. Le plus souvent, cette transaction se fait de manière tacite c'est-à-dire, à l'amiable entre les parties et pour une durée bien déterminée qui, s'étale généralement sur une saison cultivable. Or, il apparait des situations où les détenteurs de terres ne tiennent pas parole en ce sens qu'ils contractent des accords avec plus d'un potentiel agriculteur « étrangers ». Ces actes mettent les allogènes dans une situation inconfortable telle que le raconte une des victimes ayant eu des divergences avec un autochtone à propos de la location d'une parcelle de terre :

J'ai donné de l'argent à un homme du village pour louer un terrain où je pourrais cultiver la tomate, la pastèque. Quand j'ai fini de travailler, les produits poussaient déjà au sol, son frère vient me dire que c'est sa terre, qu'il faudra payer encore ou bien je ne travaillerai plus sur leur terre. Je suis allé revoir le premier frère qui m'avait loué la terre pour essayer de résoudre ce problème, il m'a tourné. Comme je n'avais plus assez d'argent, pour recommencer une nouvelle procédure de location, j'ai renégocié avec le deuxième frère et payer doublement. En fait, ce genre de comportement ne nous encourage pas à investir davantage ici, mais plutôt rentrer investir dans nos zones d'origine. (I25, masculin, 35 ans, agriculteur. Entretien du 13-04-2022 Nkolinda-Mfou).

Cette attitude de résignation est très souvent la solution adoptée par des immigrés qui n'ont guère de choix face aux attitudes malhonnêtes des individus à qui ils donnent de l'argent plusieurs fois pour la location des terres cultivables et par conséquent, se retrouvent dans une logique d'investissement retour dans leur zone d'origine parce que victimes de ce type de violences. Outre, la filouterie de terres cultivables, les violences inhérentes aux actions des individus se lisent également à travers ce qu'on va appeler le cocksage.

- **Cocksage et surexploitation des immigrés**

Le phénomène de « cocksage » Ngueulieu (2020 : 178) désigne : « l'action de colportage commercial qui consiste à l'achat des produits agricoles dans les lieux de production. Plus précisément, il s'agit de l'achat des denrées agricoles par certains collecteurs de marchandises à travers les villages ». Ces entrepreneurs qui sont dans la plupart du temps des étrangers, sillonnent à l'occasion les plantations et incitent les agriculteurs à leur vendre le produit de leur labour en état de non maturité dans le but de maintenir leur approvisionnement lors de la récolte venue. Parfois même, ce sont les frères des immigrés qui viennent racheter les produits à

moindre coût, afin d'aller exposer dans les zones d'origines ou revendre à des coûts élevés dans les marchés pour en tirer plus de bénéfices. Pour ce faire, ils donnent aux cultivateurs dont les plantations sont potentiellement prometteuses de l'argent à l'avance, afin de garantir l'acquisition de la marchandise et contraindre par la même occasion le vendeur à continuer à entretenir les plants. Un interviewé s'exprimant sur le sujet dit : « *parfois je ne sors même pas avec le produit pour partir vendre à Yaoundé. Les gens viennent jusqu'ici en brousse pour acheter et repartir revendre à Mfoudi ou dans les petits marchés environnants* » (I26, masculin, 42 ans, agriculteur. Entretien du 06-04-2022 Ndangueng-Mfou).

Cette forme de deal, qui est courante, est préjudiciable pour les producteurs dans la mesure où, ils vivent essentiellement des rentes issues de leurs activités agricoles. Cette situation les contraint, dans la plupart de temps, à contracter des prêts auprès de ces « apacheurs » (démarcheurs) qui constituent un des traits caractéristiques de l'économie rurale, principalement au sein des villages périphériques des espaces de la Commune (Ngueulieu, 2020).

- **Les cas de vols dans les plantations**

Parmi les facteurs de la non rentabilité des initiatives migratoires figure le vol. Les cas de vols de fruit et légumes dans les plantations sont devenus malheureusement, choses courantes en milieu agricole. Les agriculteurs se plaignent devant un fléau manifestement difficile à éradiquer. En saison de récoltes, les cultivateurs s'aperçoivent très souvent que leur production a été arrachée sur des surfaces importantes. « *En arrivant à la plantation, je me suis rendu compte qu'une partie des cultures avait été récoltée/volée. Ils (les voleurs) sont venus prendre pour eux comme d'habitude* » (I27, masculin 46 ans, cultivateur originaire du nord. Entretien du 06-04-2022 Mfou). Ce phénomène fragilise la rentabilité économique des investisseurs agricoles, puisque les voleurs s'attaquent directement à leurs sources de revenus par conséquent, encourage les migrants saisonniers à l'esprit d'investissement ce qui crée une distorsion des rapports sociaux entre les populations en place.

De l'analyse faite des données recueillies sur le terrain, il ressort que les populations immigrées de par leur entrée massive, leur engouement dans la production maraichère et leur esprit d'investissement de retour dans les zones d'origines, amènent les populations autochtones à user des stratégies de duperies conduisant à des formes de violences foncières manifestes, matérialisées non seulement par une filouterie de location des terres, mais aussi par l'accaparement des produits agricoles ainsi cultivés. Ces principales formes de violences

interviennent quand l'autochtone plonge dans une sphère imaginaire selon laquelle, peu importe le type de réalisations des immigrés les capitaux générés rentrent d'une façon ou d'une autre dans la zone d'origine. Ces violences qui entraînent au grand regret des discordances sont en forte corrélation avec les situations économiques et se manifestent aussi au plan environnemental (Ngueulieu, 2020).

II.1.2 Violences ou crises environnementales

Par violence environnementale, on entend l'ensemble des manifestations naturelles, des aléas climatiques qui constituent des freins à la productivité et à la rentabilité des investissements consentis (Rudolf, 2017). De ce fait, les effets cumulés de la sécheresse et du manque d'eau constituent une entorse pour bon nombre d'agriculteurs en générale et ceux de Mfou en particulier. L'augmentation de la température, les changements dans les régimes pluviométriques et l'indisponibilité de l'eau couplée à une augmentation de la fréquence et de l'intensité des événements extrêmes (vent et canicule), ont un impact profond sur les investissements agricoles de nombreux investisseurs. En effet, la réduction des précipitations et l'augmentation des températures tendent à augmenter progressivement l'aridité des sols entraînant ainsi des effets négatifs sur les rendements agricoles (FAO, 2013). À la vérité, les investisseurs agricoles (immigrés) conviennent de ce que la sécheresse cause beaucoup de dégâts à leurs activités. Les pertes de productions que leur fait subir cet aléa climatique se chiffrent généralement sur d'énormes sommes. Celui-ci provoque une baisse de rendement des cultures, entraînant avec elle de mauvaises récoltes et par conséquent, la chute des produits sur le marché. Les propos d'un enquêté illustrent ce fait en ces termes : *« on éprouve trop de problèmes pour arroser les cultures dans les champs. La tomate et la pastèque ne poussent pas bien parce qu'il n'y a pas l'eau et quand on arrive sur le marché avec des mauvais produits, on est obligé de liquider à bas prix. C'est vraiment par facile pour avoir de l'eau, il faut partir loin et ce n'est pas facile. Il y a aussi le soleil qui tue les plantes »* (I28, masculin, 48 ans, cultivateur. Entretien du 07-04-2022 Ndangueng Mfou).

Outre, de ces violences verbales, physiques, économiques et environnementales qui minent les actions collectives des immigrés agricoles internes à mfou, on note également une recrudescence des fractures socioculturelles et démographiques qui limitent les actions holistiques des nouveaux arrivants dans la localité d'accueil.

II.2. La recrudescence des fractures socioculturelles et démographiques.

La recrudescence des fractures peut se comprendre dans la catégorie des violences socioculturelles et démographiques encore appelée violence sociale tout court. Il s'agit davantage des manifestations non physiques, de la violence symbolique au sens de Bourdieu (1998). Cette violence est relative à des mécanismes sociaux de discrimination, de domination, d'assujettissement, d'infériorisation des uns par les autres, bref, d'estimation bipolarisée. Dans cette partie, deux types de violences socio-culturels se remarquent : les violences civiques et les violences culturelles.

II.2.1 Les violences civiques

La construction des groupes sociaux les uns par rapport aux autres au sein de l'espace de l'arrondissement de Mfou, est au cœur des violences due en grande partie à la terre. La différenciation entre populations migrantes allogènes, allochtones d'un côté, et les populations autochtones de l'autre, est celle aujourd'hui la plus médiatisée. Les premiers, réputés être des envahisseurs du fait de leur nombre sans cesse croissant, sont soupçonnés d'une ambition de destruction et d'accaparement des terres par les seconds qui très souvent, sont quant à eux accusés de malhonnêtes, pour causes de ventes multiples sur une même parcelle de terres cultivables.

En effet, présents en nombre dans la localité d'accueil, les populations migrantes sollicitent des terres auprès de leur hôte dans le but de s'accomplir et réaliser leurs desseins notamment dans le secteur agricole. Critiqués pour leur omniprésence sur ces terres par ceux qui se disent autochtones, les populations migrantes sont très souvent la cible de mécontentements parfois violents. Ainsi, sur le plan du civisme, l'immigration interne et la recomposition sociale sous-jacente entraînent le développement des comportements déviants à plusieurs niveaux notamment, la culture d'hygiène, les conflits interethniques, la dépravation des mœurs Bourdieu (1998 : 112). À la réalité, il n'est pas souvent rare d'entendre des remous réclamant le départ de ces « étrangers » « *des terres qui ne sont pas les leurs* ». C'est ainsi que les mêmes communautés reçues et considérées comme des mécanismes d'auto compensation des flux migratoires, sont victimes de stigmates et d'étiquettes de malpropreté, de rébellion et d'autres infamies traduisant des « *habitudes peu sociables* » Ngueulieu, (2005).

Ainsi, dans tous les départements et principalement dans la Mefou-Afamba, les immigrés ou déplacés de l'Ouest, du Sud, du Nord, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest ont des pseudonymes, des « bouquets d'injures » (envahisseurs, étrangers) quotidiens Nga Ndong (1993 : 150). Cette

« overdose » verbale crée une dérision sociale entraînant une « dérive morale » à cause de « l'arme du verbe » qui suscite des réactions et contre-réactions de la part des adjuvants et des opposants des conflits et litiges divers reposant sur les litiges intercommunautaires en général et fonciers en particulier. Un enquêté au sujet de la différence de traitement qu'il reçoit des populations autochtones déclare :

Les autochtones nous traites comme si nous n'étions pas aussi Camerounais. À moindre occasion, on va entendre rentrez chez vous. Ils nous appellent les anglofou, comme pour dire que nous on ne réfléchit pas. Même quand ils sont en tort, on en paye les pots cassés parce que ce n'est pas notre village. Pour entrer en possession des terres ici ce n'est pas évident parce que le terrain appartient à toute une famille et tout le monde est bailleur, si toi l'anglophone tu manifestes, tu vas entendre de énormités du genre : tu sais d'abord lire, même le français tu comprends, si tu ne veux pas payer quitte sur notre terrain. Et voilà comment on se retrouve souvent en train de payer un loyer deux à trois fois par mois pour conserver nos plantations. (I29, masculin, 48 ans, cultivateur anglophone. Entretien du 07-04-2022 Endoum-Mfou).

II.2.2 Les violences culturelles

Les violences culturelles résultent du brassage des populations aux caractéristiques linguistiques, coutumières, rituelles, des croyances et des manières de penser, de sentir et d'agir divergentes. Elles constituent des barrières, ou mieux, des difficultés de collaboration pacifique au-delà de l'unité et de l'harmonie promues par la notion d'intégration sociale entre les populations en scènes (Groenemeyer, 2006). C'est ainsi que dans la Commune de Mfou, certains immigrés sont considérés, de par leur attitude comme des agents de déculturation des jeunes générations autochtones et non migrantes en ce sens que nombreux sont ceux qui s'islamisent pour pouvoir mieux suivre leurs compagnes. D'autres parfois s'en vont se créer des interdits à cause de la nouvelle religion adoptée et se retrouve dans l'obligation de délaisser leur propre religion d'origine. D'après une observation directe, peu de jeune de la localité font partir des membres de la chefferie et on note un métissage des traditions, des identités culinaires et vestimentaires résultants de ces divergences d'habitus. Les violences culturelles s'apparentent à des violences « clanico-tribales » (Ayyappa Paniker, 2001). Leur non-appropriation des us et des coutumes dans le milieu d'accueil est considérée comme un refus d'intégration, foulant au pied la devise populaire de l'unité nationale régulièrement répétée qui stipule qu' : « *on est partout et toujours chez soi, sur l'étendue du territoire national, libre de ses conduites* ». Un fragment de l'introduction de cette dérision sociale rend compte de cette réalité en ce sens que :

Comme vous pouvez le constater tous nos jeunes sont livrés à des métiers de mototaxis et bien d'autres et ce n'est pas tout, nombreux sont ceux-là qui ont déjà tisser des liens de mariages avec les autres régions hommes comme femmes qu'ils sont parfois obligés

d'abandonner leurs propres traditions et religion ! La preuve quand vous entrez à la chefferie vous pouvez compter combien de jeune comme notable ? Aucun, parce qu'ils sont voués aux autres traditions par des alliances. C'est terrible comme ces étrangers ont le dessus sur nos enfants quand ils arrivent ici. Qui pourra continuer à inculquer nos traditions aux générations futures ? Je pense les allogènes autochtonisés ça c'est certain. (A19, masculin, 40 ans, chef traditionnel autochtone. Entretien du 07-04-2022 Ndangueng-Mfou).

En sommes, il ressort de ce chapitre que le développement socioéconomique local dans la Commune de Mfou, s'observe à travers la participation non seulement des populations endogènes mais aussi et surtout de celles dites exogènes. Une telle situation se fait ressentir à travers des mécanismes et évolutions socioéconomiques initiés par les immigrés internes dans plusieurs secteurs générateurs de revenus. De là, le développement local est une condition fondamentale qui résulte de la conservation locale des ressources naturelles générées par : l'agriculture, l'élevage et le secteur informel qui contribuent à l'amélioration des conditions de vie des populations et à booster l'économie de la localité. Raison pour laquelle on peut considérer les revenus générés par les immigrés comme la première source de développement économique local. Car, les emplois protégés ou créés dans les différents secteurs, reposent sur les initiatives tant des collectivités migrantes que celles dites locales. Dès lors, ces dynamiques et reconfigurations n'échappent pas très souvent aux violences socioéconomiques entre les nouveaux arrivants et les autochtones, ce qui a permis de ressortir certaines faiblesses responsables de la stagnation du développement local effectif dans la Commune.



CONCLUSION Générale

La recherche présentée dans le cadre de cette étude portant sur l'analyse des mouvements migratoires et le développement local avait pour thématique centrale « *l'immigration agricole interne et développement local : cas de la commune de Mfou (Centre-Cameroun)* ». Nous nous sommes interrogés sur la contribution des immigrés agricoles internes dans le développement socioéconomique de la localité d'étude. Cette recherche s'est effectuée à la base d'un certain nombre de constats ayant capté notre attention. En effet, partant des années 2000, un constat est fait selon lequel, il y avait de plus en plus des entrées des populations venant de toutes les régions du Cameroun et plus précisément dans la ville de Yaoundé, y compris dans certaines communes avoisinantes dans la ville. En dépit de l'importance remarquable de l'ampleur des déplacements motivés par les conflits, la lutte contre le chômage et la recherche perpétuelle d'amélioration des conditions d'existence et d'espaces cultivables, force est de reconnaître que l'immigration agricole destinée à la recherche d'un milieu favorable aux activités agro-sylvo-pastorales occupent désormais une place primordiale dans un contexte de développement local.

Au vu de la pléthore des discours aussi bien objectifs que subjectifs liées à l'attrait des flux migratoires qui peuvent d'une manière ou d'une autre contribuer au processus de développement socio-économique local, l'objectif poursuivi par cette recherche a été d'analyser la contribution de l'immigration agricole interne dans le développement socioéconomique local à Mfou. Pour ce faire, la présente recherche a été structurée autour d'une interrogation majeure. Cette question dite principale a été formulée comme suite : En quoi l'immigration agricole interne à la commune de Mfou influence-t-elle son niveau de développement local ? Toute question appelant une réponse, celle-ci a conduit à la formulation d'une hypothèse principale s'articulant en ces termes : l'immigration agricole interne à la commune de Mfou influence son niveau de développement socio- économique local à travers les transformations ou des dynamiques de reconfiguration du secteur socioéconomique (l'agriculture, l'élevage, le commerce et la mise sur pieds de certaines infrastructures) dans ladite Commune.

Dans le souci de mieux expliciter cette réponse afin d'avoir une meilleure lisibilité sur l'intérêt accordé à l'immigration agricole interne et sa contribution au développement local, trois questions de recherche secondaires découlant de la question de recherche principale ont été formulées de la manière suivante :

- Quels sont les fondements de l'immigration agricole interne dans la commune de Mfou ?
- Comment les dynamiques des rapports socioculturels entre les immigrés agricoles internes et les populations autochtones se construisent-elles ?

- Quelle est la contribution de l'immigration agricole interne dans le processus de développement socio-économique local dans la commune de Mfou ?

Les interrogations secondaires au cœur de cette recherche se sont elles aussi adossées sur des hypothèses secondaires qui ont été élaborées comme suite :

- La recherche des terres cultivables et des zones d'achat des produits alimentaires commercialisables ainsi que les reconstitutions familiales entreprises par des camerounais. (e). s majoritairement originaires de l'Ouest, du Nord et du Nord-Ouest du Sud et du Sud-Ouest sont au fondement de l'initiative immigratoire dans la commune de Mfou.
- Les dynamiques des rapports socioculturels entre les immigrés agricoles internes et les populations autochtones se construisent d'une part à travers les représentations sociales de ceux-ci sur ceux-là et, d'autre part, au travers des conflits multiples, notamment le foncier.
- L'immigration agricole interne contribue au développement social et économique de la Commune de Mfou, du fait de la recomposition transculturelle, de l'amélioration de la quantité et de la qualité des intrants et spéculations agricoles ainsi que des infrastructures de base qu'elle entraîne, malgré les obstacles à l'optimisation de la production et les conflits structurant la vie quotidienne.

La vérification de ces hypothèses a mobilisé un ensemble technique de collectes des données constitué d'observations, récits de vie et entretiens réalisés sur le terrain. Cette vérification des hypothèses a été effective avec l'appui des cadres théoriques et méthodes de collectes des données mis en œuvre. Du point de vue théorique, la sociologie des représentations sociales initialement attribuée à Durkheim mais développée par Moscovici, a permis dans ce travail de comprendre et d'analyser les perceptions et représentations que se font les populations autochtones de la commune de Mfou sur l'arrivée des immigrés agricoles. Il a été question, au travers d'un guide d'entretien de recueillir des informations susceptibles de rendre compte de la perception des populations autochtones de Mfou sur l'immigration agricole interne. La théorie du changement social introduite par William Ogburn (1922) quant à elle a permis d'observer la réalité étudiée dans un certain angle, de repérer les éléments qui démontrent qu'il y'a un changement social au travers de l'action des immigrés agricoles à Mfou. De lire par exemple, les innovations et créations que les immigrés agricoles ont mis-en pratique pour booster le développement socioéconomique de la localité de Mfou. Celle du constructivisme structuraliste de Pierre Bourdieu a permis dans le cadre de cette étude, d'observer l'évolution de certaines structures, le sens caché des actions des individus pour implémenter le

développement local dans une culture migratoire. De déterminer avec précision les champs économiques, sociaux et culturels ou interactionnels auxquels adhèrent les immigrants agricoles internes afin de mettre en pratique des actions ou initiatives qui entraînent le développement socio-économique local à Mfou. En outre, ces différentes théories ont permis dans l'ensemble de voir par exemple, comment une telle socialisation peut contribuer à la transposition de certaines pratiques migratoires (terres d'origine) pour un transfert d'habitus qui, en fonction des capitaux que gagnent et génèrent les acteurs et les champs d'appartenance, participent à la construction d'un itinéraire ou d'une identité pouvant conduire à une obsession vers des terres d'accueil.

Quant aux techniques de collecte de données, il a été retenu dans le cadre de ce travail : l'observation directe. Elle a permis dans cette étude, d'avoir une lecture primaire, des infrastructures, innovations et secteurs qui ont subis une dynamique d'après le phénomène de migration en corrélation avec le contexte de développement local. À ceci s'ajoute les entretiens semi-directifs. L'utilisation de cette technique dans le cadre de ce travail a été privilégié, car, elle offrait la possibilité à l'interviewé de s'exprimer librement. Le chercheur n'intervenait que pour relever et coordonner les questions sur l'objectif de la recherche. Cette technique a permis d'avoir une vue d'ensemble et un accès immédiat aux manières de faire et d'agir des immigrants agricoles et de la population de Mfou en temps et situation réels dans lesquels ils interagissent pour penser le développement local. Les récits de vies, à partir du moment où ils n'ont de sens qu'à travers ce va-et-vient entre ce que raconte l'individu et les éléments d'analyse que le chercheur produit sur le discours. Faire usage de cette technique dans cette étude a permis de comprendre le vécu des immigrants agriculteurs d'une part, les raisons de leurs déplacements, les objectifs recherchés au travers de leurs mouvements et le vécu des populations locales d'autre part, afin de pouvoir cerner leurs actions et leurs activités menées dans le processus de développement socioéconomique local. Toutefois, sur le plan pratique, ayant opté pour la l'approche qualitative et le type d'échantillonnage par « choix raisonné », les informations ont été collectées auprès de 43 individus. Les variables recherchées ont été les catégories : des migrants, des autochtones, sociales, professionnelles, d'âge, et sexe. Ces données ont été analysées à partir d'une technique : l'analyse de contenu.

Après cette analyse, les hypothèses ont été entièrement confirmées. Dès lors, il ressort des différentes analyses issues des données mobilisées dans cette étude les conclusions suivantes :

Le premier résultat de ce travail met en évidence l'itinéraire et les caractéristiques des immigrants agricoles internes à Mfou. Il devient ainsi important de noter que la commune de Mfou est un milieu qui regorge beaucoup de richesses tant géographiques que sociodémographiques. Cet ensemble constitue pour la commune un pôle d'attraction permettant ainsi d'attribuer à la localité le statut de zone d'accueil, ce qui permet de ressortir une analyse des états migratoires à Mfou en particulier états mis en corrélation avec les différents itinéraires que les migrants empruntent avant leur arrivée dans ladite localité. Des itinéraires interrégionaux, intra régionaux et intra-départementaux, qui constituent les parcours des immigrants jusqu'à leur installation dans la zone d'accueil.

Le deuxième résultat présente les fondements migratoires en général et à Mfou en particulier. Dans cette section, les différentes motivations des mouvements migratoires ont été représentées par un schéma analytique. Il ressort ainsi que les individus font des choix en fonction de diverses raisons qui les poussent à migrer soit involontairement ou volontairement. L'analyse de ce schéma a conduit à ressortir les facteurs socioéconomiques de l'immigration agricole dans la localité de Mfou. L'analyse des facteurs comme le sous-emploi, l'attractivité foncière, le changement climatique ou l'insécurité alimentaire sont autant de motivations qui poussent les individus à migrer vers Mfou. La Commune offre en quelque sorte des terres cultivables et permet aux nouveaux arrivants d'écouler leurs produits sur les différents marchés avoisinants. Aussi, il s'observe des reconstitutions familiales entre les différentes populations qui migrent et la population autochtone. La localité d'accueil, au-delà de la présence de certaines aménités spatiales fait partie des zones d'attractivité qui pousse les immigrants à rester plus longtemps que prévu.

Le troisième résultat présente la dynamique des rapports entre les immigrants agricoles internes et les populations autochtones de Mfou. A cet effet, les représentations résultantes des autochtones se sont avérées constructivistes et déformatrices. En ce sens que d'une part, elles placent l'immigré dans une sphère imaginaire dans laquelle ce dernier est perçu comme un acteur constructiviste (acteur d'innovation, de cohésion sociale et de développement économique local.) au sens mélioratif. D'autre part, l'autochtone voit en l'immigré une menace et est perçu comme : un étranger, un envahisseur, des connotations péjoratives. Au vu de ces représentations sociales, découlent les différents rapports sociaux que ces populations (autochtones-immigrés) entretiennent. Il ressort qu'un conflit est une situation d'affrontement par rapport à un enjeu précis (le foncier) entre différents acteurs (autochtones et allogènes). S'intégrant dans les dynamiques sociales dans la mesure où il va être institutionnalisé, le foncier

se retrouve être à l'épicentre des différents rapports sociaux qu'ils soient de sociabilité ou conflictuels entre les populations en scène. Ces rapports conduisent d'une façon ou d'une autre aux différents modes d'acquisitions des terres selon les moyens d'appropriations. Il s'observe que la terre est porteuse de plusieurs innovations tant péjoratives que mélioratives ce qui créent un champ assez large de réflexion sur la contribution des immigrés dans le processus de développement socio-économique de la localité de Mfou.

Le quatrième résultat s'attarde sur la contribution de l'immigration agricole interne dans le processus de développement socio-économique local. Ici, il est à noter que la condition fondamentale au développement local résulte de la conservation locale des ressources générées, ce qui passe par la construction de filières et d'activités périphériques (l'agriculture, le commerce, l'élevage et la construction des infrastructures). La dynamique économique et la restructuration du secteur se ressentent ainsi, au travers des mécanismes et évolutions qui tendent à quitter d'une agriculture d'autoconsommation à une à agriculture de production marchande. Raison pour laquelle on peut considérer les revenus comme la première source de développement économique local. Un changement qui touche aussi l'aspect sociodémographique.

Au terme de cette réflexion qui au demeurant, n'est qu'une production humaine, des limites peuvent inéluctablement lui être attribuées. Avant toute remarque et/ou observation, il est fondé d'indiquer que la réalisation de cette étude ne s'est pas faite non sans difficultés. Plus exactement, son contenu aurait pu être amélioré si nous disposions de certaines données sur l'immigration agricole interne dans la commune de Mfou. Au cœur de ces difficultés, l'on retient que :

Nous avons fait face aux comportements réfractaires d'une catégorie de personnes ressources, en particulier, la catégorie des personnes migrantes. En effet, bon nombre d'immigrés n'ont pas répondu de manière favorable à nos multiples sollicitations. Quand bien même nous obtenions des rendez-vous, ceux-ci se soldaient pour la plupart par un non-lieu. Ce comportement était davantage aigu chez les groupes d'immigrés qui estimaient qu'ils ne peuvent répondre en l'absence de leur chef communautaire, mieux, qu'ils étaient fatigués de répondre aux mêmes questions. Ce qui nous a valu des propos tels que : « *encore vous ! Vos frères sont passés le mois passé ; tous les jours vos écoles vous envoient, on répond toujours mais rien ne change nos situations ; je suis fatigué de répondre aux mêmes questions pour rien, ma fille* », « *moi je ne peux pas répondre à ces questions, c'est mon chef le mieux placé pour*

vous guider, mais il ne vient pas en semaine. Pour le voir il faut repasser le dimanche très tôt ». À un autre d'en rajouter : « *je vous ai obtenu un rendez-vous avec un groupe d'immigré qui font dans l'agriculture mais, pour les voir c'est le dimanche après leur culte* ». Ces comportements nous ont valu de nombreux refus et plusieurs entretiens et focus groupe qui n'ont pas été réalisés, ce qui nous a freinés davantage pour l'enrichissement de ce travail. De plus, on note les longues distances en mototaxis qui n'ont pas été favorables pour parcourir tous les petits villages de Mfou. Aussi, nous avons fait face aux difficultés dues aux barrières de la langue car, nombreux de nos enquêtés étaient anglophones ou Bamouns. Toutefois, nous nous sommes pliés à certaines exigences pour pouvoir obtenir un minimum d'information.

Nous n'avons pas la prétention d'avoir épuisé tous les contours de notre sujet de recherche dans le cadre de cette étude à Mfou. Au vu de ce qui précède, il a été question de ressortir les raisons socioéconomiques qui favorisent les déplacements d'un milieu à un autre à l'intérieur du pays (Cameroun). Notre recherche s'est davantage appesantie sur l'aspect social et économique des immigrants agricoles internes dans ladite localité. Les motivations sur le plan politique ou religieux constituent les manquements de cette recherche. Elles pourraient constituer des pistes de réflexions pour une recherche future dans la mesure où ce sont des aspects non négligeables pour une meilleure compréhension du phénomène étudié.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES GENERAUX

- **AKOUN, A. et ANSART, P.** (1999). *Dictionnaire de Sociologie*, Paris, Seuil.
- **ARBORIO, A-M. et FOURNIER, P.** (2003). *L'enquête et ses méthodes : l'observation directe*, Paris, Nathan.
- **BAECHLER, J.** (1971). *Les origines du capitalisme*, Paris, Gallimard.
- **BERELSON, B.** (1952). *Content Analysis in communication Research*, Glencoe, the Free Press.
- **DURKHEIM, E.** (1912). *Les formes élémentaires de la vie religieuses*, Paris, PUF.
- **DURKHEIM, E.** (1981). *Le suicide*, Paris, PUF.
- **ELA, J-M.** (1998). *Innovations sociales et renaissance de l'Afrique noire : les défis du monde d'en-bas*, Paris, L'Harmattan.
- **GRAWITZ, M.** (2005). *Méthode des sciences sociales*, Paris, Dalloz.
- **LAWRENCE, O. et BEDARD, G.** (2005). *L'élaboration d'une problématique de recherche : Sources, outils et méthode*, Paris, L'Harmattan.
- **LEVY, J.** (2013). *Dictionnaire de la géographie*, Paris, Belin.
- **QUIVY, R. et VAN CAMPENHOUDT, L.** (2006). *Manuel de recherche en sciences sociales*, Paris, Dunod, (3^e éd.).
- **ROCHER, G.** (1968). *Théorie du changement social*, Paris, HMH.

OUVRAGES SPECIFIQUES

- **ABDELMALKI, L. et COURLET C.** (1996). *Les nouvelles logiques du développement : logiques économiques globalisation versus localisation*, Paris, L'Harmattan.
- **AROCENA, J.** (1986). *Le développement par l'initiative local*, Paris, L'Harmattan.
- **AUROI, C.** (2008). *La contribution des migrants au développement en Amérique latine*, Paris, Ed Journals.
- **AVENA, C.** (2019). *Analyse croisée sur les migrations et le développement rural en Afrique subsaharienne : ressources inter-réseaux et développement rural*, Paris, Presse des Sciences Po.
- **BECKER, G-S.** (1964). *Human Capital*, New York, Columbia University Press.

- **BODIGUEL, M.** (1986). *Le rural en question*, Paris, L'Harmattan.
- **BOUSSARD, J-M.** (1987). *Economie de L'agriculture*, Paris, Economica.
- **DARLY, S. et al.** (2021). *L'activité agricole, une ressource pour la circulation ou l'ancrage des migrants ? Exploration bibliographique du lien entre agriculture et migration en France*, Paris, Cah.Agric.
- **DIOP. et al.** (2018). *Les migrations rurales dans la dynamique migratoire sénégalaise, fluidité des mobilités internes en réponse aux contraintes locales*, Rome, FAO/ GIRAD.
- **DURKHEIM, E.** (1893). *De la division du travail social*, Paris, PUF.
- **GOURDEAU, C.** (2019). *L'hospitalité en actes : Quand des habitants viennent en aides aux migrants en transit à Ouitreham*, Paris, Mauss.
- **HENRY, L.** (1981). *Dictionnaire démographique multilingue, volume français : Union internationale pour l'Etude scientifique de la Population*. Belgique, Liège, Ordina éditions.
- **JAMBES, J-P.** (2002). *Territoires apprenants : Esquisses pour le développement local XXIe siècle*, Paris, L'Harmattan.
- **KOUASSIGAN G.** (1966). « L'homme et la terre : Droits fonciers coutumiers et droit de propriété en Afrique occidentale », in *Collection publiée par l'O.R.S.T.O.M.*, Editions Berger-Levrault, 5, rue Auguste-Comte, Paris (VI).
- **LASCAUX, A.** (2019). *La recomposition d'un système agricole méditerranéen au prisme des migrations, l'exemple des cultivateurs marocains dans le Comtat*, Lyon, Open Journals.
- **LE ROY, E. et LEIMDORFER, F.** (1982). *Enjeux fonciers en Afrique noire*, Paris, Karthala.
- **LECLERC, C.** (2012). *L'adoption de l'agriculture chez les pygmées Baka du Cameroun*, Paris, Versailles.
- **MFO, B A.** (2010). *Commune et développement local au Cameroun : cas de Djoum, 1952-2010*, Paris, Universitaires Européennes.
- **MYRDAL, G.** (1974). *Le développement une alternative à la croissance*, Paris, PUF.
- **PECQUEUR, B.** (2000). *Le développement local*, Paris, la Découverte.
- **RUSSELL, L.** (1996). *Les migrations internationales en Afrique de l'ouest face à la crise*, Paris, Orstom.

- **SAYAD, A.** (2014). *L'immigration ou les paradoxes de l'altérité : La fabrication des identités culturelles, Raisons d'agir, coll, « cours et travaux », Tome 3*, Sur www.dagir-editions.org
- **SIMMONS, A B.** (1987). *Mondialisation et migration internationale*, Québec, Cahiers québécois de démographie.
- **TCHAWA, P.** (2014). *L'innovation agricole dans la zone soudano-sahélienne du cameroun : acteurs et politiques d'intervention*, Yaoundé, éd. Clé.
- **VACHON, B.** (2018). *Comprendre le potentiel de la ruralité actuelle*, Québec, UQAM.
- **WA KABWE-SEGATTI, A.** (2009). *Les nouveaux enjeux des migrations intra-africaines, l'enjeu Mondial*, Paris, Presse des Sciences Po.
- **WOODS, M.** (2007). *Engaging the global countryside: globalization, hybridity and the reconstitution of rural place*, Progress in human geography, Journal of rural studies, New York.

ARTICLES SCIENTIFIQUES

- **ANGEON, V. et CALLOIS, J-M.** (2006). « Capital social et dynamiques de développement territorial : l'exemple de deux territoires ruraux français », in *Espaces et Société*. N° 124-125, pp. 55-71.
- **BENHADDAD, N-A. et HAMMOUD, N-E.** (2015). « Contribution des migrants de retour au développement de leur pays d'origine. Etude comparative entre les pays du Maghreb : l'Algérie, la Tunisie et le Maroc », in *Les migrations - vue du Sud*, Insaniyat
- **BORJAS, G.** (1989). « Economic theory and international migration », in *International Migration Review*, 23(3), pp. 457-485.
- **BORODAK, D.** (2019). « Migration de retour et le development regional dans le pays d'origine : le cas de la Moldavie », *Cahier de recherche*, Groupe ESC Clermont.
- **BOYD, M.** (1989). « Family and personal networks in international migration: recent developments and new agendas », in *International Migration Review*, 23(3), pp. 638-670.
- **BRUNEAU, J-C.** (2003). « Ethnies, identités et territoires en Afrique : architectures et recompositions », in Bart F, (dir.), *L'Afrique, continent pluriel*, Paris, SEDES, pp. 83-105.

- **BURAWOY, M.** (1976). « The function and reproduction of migrant labour: comparative material from Southern Africa and the United States », in *American Journal of Sociology*, 82(5), pp. 1031-1042.
- **BURRICK, D.** (2009). « Une épistémologie du récit de vie », in *Recherche qualitative*, Association pour la recherche qualitative, Trois rivières, pp. 7-36.
- **CAMPAGNE, P.** (1998). « Agriculture et développement local : quelques questions économiques », in *Cahiers Options Méditerranéennes*, vol. 3, pp. 55-65.
- **CASTLES, S. et KOSACK, G.** (1972). « The function of labour immigration in Western European Capitalism », in *New Left Review*, 73, pp. 3-21.
- **CHAUDRON, M.** (1999). « Trajectoire », in Akoun A et Ansart P, *Dictionnaire de sociologie*, Paris, Seuil, pp. 540-547.
- **ROUSSEL, B. et AL.** (2013). « De qui les variétés traditionnelles de plantes cultivées pourraient-elles être le patrimoine ? », in *Réflexions depuis le Bassin du Lac Tchad*, IRD, éd, Coll latitude 23, Marseille, n° 23, pp. 379-409.
- **GAUTIER, P.** (2011). « Repenser la sociologie du développement entre dynamiques du dedans et dynamiques du dehors », in *Cahiers d'études africaines*, N° 202-203, pp. 473-490.
- **GOLDLUST, J. et RICHMOND, A.** (1974). « A multivariate model of immigrant adaptation », in *International Migration Review*, 8(2), pp. 193-225.
- **GROENEMEYER, A.** (2006). « Formes, sens et significations sociales de la violence : Quelques impressions sur la situation allemande », in *déviance et société*, Vol. 30, pp.477-489.
- **GUIGOU, J-L.** (1984). « Le développement local : espoirs et freins », in *Correspondance municipale*, ADELS, p. 5-9.
- **JACQUIER, C. et MANSANTI, D.** (2005). « Le développement social local : Les acteurs, les outils, les métiers », in *Dossiers d'étude* n°70, Tome 2.
- **JOLLIVET, M.** (1985). « Le développement local, mode ou mouvement social ? », in *Économie rurale*, pp. 14-15.
- **KELEMAN, A. et al.** (2013). « Diverse varieties and diverse markets: scales-related maize profitability crossover », in *The Central Mexican Highlands, Human Ecology*, n°41, pp. 683-705.
- **KRISSMAN, F.** (2005). « Sin coyote ni patrón: why the « migrant network » fails to explain international migration? », in *International Migration Review*, 39(1), pp. 4-44.

- **LEKA ESSOMBA, A.** (2016). « Identité(s) autochtone (s) et socialisation marchande, Economie pétrolière et crise des imaginaires traditionnels dans les zones de passage du pipeline Tchad-Cameroun », in Nga Ndongo V. (2016). *Dynamiques sociales en Afrique noire : chantier pour la sociologie africaine*, Paris, L'Harmattan, Vol 412, pp. 17-37.
- **LUTZ, H.** (2010). « Gender in the migratory process », in *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 36(10), pp. 1647-1663.
- **MABOGUNJE, A.** (1970). « Systems approach to a theory of rural-urban migration », in *Geographical Analysis*, 2(1), pp. 1-18.
- **MARFAING, L.** (2010). « De la migration comme potentiel de développement local : Etrangers et migrants en Mauritanie », in *Migrations société*, N° 127, pp. 9.
- **MARSDEN, T. et al.** (1999). « Sustainable Agriculture, Food Supply Chains and Regional Development: Editorial Introduction », in *International Planning Studies*, vol. 4, n°3, pp. 295-301.
- **MASSEY, D.** (1990). « Social structure, household strategies, and the cumulative causation of migration », in *Population Index*, 56(1), pp. 3-26.
- **MELIKI, H-M.** (2021). « Facing scarcity in a land grad context in Cameroon: residential multilocality and sorcery as reislience schemes among rural communitie », in *Swiss Review of Ethnology*, Vol. 26, pp. 53-171.
- **MEVA'A ABOMO et al.** (2013). « Migrations internes au Cameroun : Contrainte ou moteur du développement urbain et sanitaire ? » Département Etude et Recherche-Action pour le Développement (DERAD), in *Société Panafricaine des Bâtisseurs (SPB)*.
- **MOROKVASIC, M.** (1984). « Birds of passage are also women », in *International Migration Review*, 37, pp. 547-559.
- **OBERAI, A. et MANMOHAN, S.** (1980). « Migration remittances and rural development: findings of a case study in the Indian Punjab », in *International Labor Review*, 119, pp. 229-241.
- **PETERSEN, W.** (1958). « A general typology of migration », in *American Sociological Review*, 23(3), pp. 256-266.
- **PIPER, N.** (2006). « Gendering the politics of migration », in *International Migration Review*, 40(1), pp. 133-164.

- **PUGLIESE, P.** (2001). « Organic Farming and Sustainable Rural Development: A Multifaceted and Promising Convergence », in *Sociologia Ruralis*, Vol. 41, n°1.
- **ROCHEGUDE, A.** (2011). « La terre, objet et condition des investissements agricoles : Quels droits fonciers pour l’Afrique ? », in *Afrique contemporaine*, N° 237, pp. 85.
- **RUDOLF, F.** (2017). « La sociologie de l’environnement ou le naturalisme revisité », in *Sociologos [En ligne]*, le 29 juin 2017, consulté le 28 juin 2023, URL : <https://journal.openedition.org/socio-logos/3151>.
- **SEIGNOBOS, C. et TEYSSIER, A.** (1998). Enjeux fonciers dans la zone cotonnière du Cameroun, Vol, n°2, Garoua DPGT.
- **SIMMONS, A B.** (1991). « Explaining migration : theory at the crossroads », in Duchêne J, (dir.), *Explanation in the Social Sciences : The Search for Causes, in Demography*, Louvain-la-Neuve, Belgique, Université catholique de Louvain, Institut de démographie, pp. 73-92.
- **SIMMONS, A B.** (1995). « Migration internationale et capitalisme global : examen critique des théories », in Gérard H, Piché V, (dir.), *La sociologie des populations*, Aupelf-Uref, Montréal, Les Presses de l’Université de Montréal, pp. 341-364.
- **SIMMONS, A B.** (2002). « Mondialisation et migration internationale : tendances, interrogations et modèles théoriques », in *Cahiers québécois de démographie*, 31(1), pp. 7-33.
- **SJAASTAD, L A.** (1962). « The costs and returns of human migration », in *Journal of Political Economy*, 70-5, (partie 2), pp. 80-93.
- **STARKN, O. et BLOOM, D E.** (1985). « The new economics of labor migration », in *The American Economic Review*, 75(2), pp. 173-178.
- **TIENDA, M. et BOOTH, K.** (1991). « Gender, migration and social change », in *International Sociology*, 6(1), pp. 51-72.
- **VANDI, F.** (2018). « Migrations agricoles et développement durable, couple toujours inconciliable ? l’exemple de Koza II dans la région du Nord-Cameroun », in *Tropicultura*, Vol 36, pp. 454-466.
- **WILSON, K L. et PORTES, A.** (1980). « Immigrant enclaves: an analysis of the labour market experience of Cubans in Miami », in *American Sociological Review*, 86(2), pp. 295-319.

RAPPORTS DE RECHERCHE

- **CAHIERS du CNAEEJ.** (1985). Agriculture en question : modèles de développement, changement social, syndicalisme agricole, n°8, Grenoble, Irep.
- **CIHEAM.** (2009). Repenser le développement rural en Méditerranée.
- **CIHEAM.** (2018). Forêts et intensification écologiques des systèmes agricoles.
- **EESI.** (2005). Rapport de l'Enquête sur l'Emploi et le Secteur Informel.
- **FALL, P D.** (1998). Stratégies et Implications Fonctionnelles de la Migration Sénégalaise Vers L'Italie, Migration-Société.
- **FAO.** (2011). La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture : Le rôle des femmes dans l'agriculture, Comblant le fossé entre les hommes et les femmes pour soutenir le développement, Rome, FAO.
- **FAO.** (2016). Migration, agriculture et développement rural : Affronter les causes profondes de la migration et exploiter son potentiel pour le développement.
- **FAO.** (2017). Migration et agriculture, Ce qu'il faut savoir sur l'agriculture.
- **INS.** (2005). Rapport principal Enquête sur l'emploi et le secteur informel, phase I.
- **INS.** (2015). Les tendances, le profil et les déterminants de la pauvreté au Cameroun entre 2001 et 2014, ECAM 4.
- **INSTITUT PANOS.** (1993). Quand les immigrés du sahel construisent leur pays, Paris, L'Harmattan.
- **LA ROUSSE.** (2016). Restructuration des entreprises, qu'elles sont les enjeux, les étapes.
- **MBA, R M.** (2010). Etude sur le dispositif juridique, les politiques et pratiques de gestion de la migration du travail au Cameroun, OIM.
- **MINADER.** (2016). Rapport consolidé de l'évaluation de la campagne agricole et des disponibilités alimentaires 2015/2016 dans les régions septentrionales (Adamaoua, Nord, Extrême-Nord).
- **MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION DE France.** (2010). Mondialisation et migrations agricoles analyse.
- **NATIONS UNIES.** (2010). Guide pratique pour la conception d'enquêtes sur les ménages. Etudes méthodologiques série F N°98, Département des affaires économiques et sociales, Division de statistiques.
- **NORI, M. et al.** (2018). Migration et développement rural inclusif en méditerranée, Paris, Presses des Sciences Po.

- **OCDE.** (2001). Du bien-être des nations : le rôle du capital humain et social.
- **OCDE.** (2017). « Optimiser les migrations pour le développement du secteur agricole », in *Interrelations between Public policies, Migration and Développement*, Paris, OCDE.
- **OIM.** (2015). Etat de la migration dans le monde 2015, Les migrants et les villes : De nouveaux partenariats pour gérer la mobilité, Genève.
- **ORGANISATION INTERNATIONALE POUR LA MIGRATION.** (2009). Migration et développement, IOM, Une Migration.
- **PAM/PNSA.** (2015). Evaluation de la sécurité alimentaire dans les régions de l'Est, Adamaoua, Nord et Extrême-Nord du Cameroun, Septembre.
- **PNDP.** (2009). Manuel de procédures administratives, financière et comptables, Volume1 : gestion Administrative.
- **PNUD.** (2010). Rapport mondial sur le développement humain, lever les barrières : Mobilité et développement humain.
- **RGPH.** (2005). Rapport principal sur le Recensement Général de la population et de l'Habitat.
- **SADIO, T.** (2001). Migration et insertion socio-économique dans les villes en Afrique de l'Ouest, Études des travaux du Cerpod.
- **SANDRON, F.** (2000). Les dynamiques internes des réseaux migratoires dans les pays en développement, Population.

THESES

- **AL-MOUKSIT, A.** (2018). *Trois essais sur la migration, les transferts privés et le développement économique en Afrique Subsaharienne*, Thèse de Doctorat en Sciences économiques, Université Paris-Dauphine et l'Université Cheikh Anta Diop.
- **DONGMO, J L.** (1979). *Le dynamisme Bamiléké, essor démographique, expansion spatiale et réussite économique d'un peuple des hautes terres de l'Ouest-Cameroun*, Tome 1, Thèse de Doctorat d'Etat géographique, Université de Yaoundé 1.
- **LEUMAKO, J.** (2016). *Exploitation des ressources naturelles et développement local : le cas de l'exploitation des terres dans le département du Moungo (Littoral-Cameroun)*, Thèse de Doctorat en Sociologie, Université de Yaoundé 1.
- **METHOT, M.** (2002). « Le développement local au risque de l'utopie, vers une interprétation des enjeux du développement local au 21^e siècle, Thèse de Doctorat en développement régional, Université du Québec à Rimousky.

- **NGUEULIEU, E P.** (2017). *Dynamiques de l'émigration interne et développement au Cameroun, Une étude à partir de la région de l'Ouest-Cameroun*, Thèse de Doctorat en Sociologie, Université de Yaoundé I.

MEMOIRES

- **DONTSA, A M.** (1986). *L'exercice de l'activité commerciale par les étrangers au Cameroun*, Mémoire de Sociologie, Université de Yaoundé I.
- **SIABAHOU, N. et ABOUACARI, D.** (2020). *Analyse de la Stratégie de Financement du Processus de Développement Economique Local de la Commune de Ségbana*, Mémoire de Licence Professionnelle en Sciences Economiques et de Gestions, Université De Parakou.
- **NGOH ESSOH, D.** (1990). *Influence des structures foncières sur les systèmes de production à Ndoh-Bafou*, Mémoire d'ingénieur agronome, Université de Dschang.

WEBOGRAPHIE

- **BOYD, M. et GRIECO, E.** (2003). Women and migration: incorporating gender into international migration theory, in Migration Information Source, <http://www.migrationinformation.org/Feature/display>, (Consulté le 20/10/2021).
- **DIENG, S, A.** (2008). Déterminants, caractéristiques et enjeux de la migration sénégalaise, in Revue Asylon(s), N°3, Migrations et Sénégal, [en ligne] Url : <http://www.reseau-terra.eu/article709.html>, (consulté le 18/10 /2021).
- **FAO.** (2017). Migration et agriculture, [En ligne] URL : <https://www.fao.org>, (Consulté le 19/09/2022).
- **FLORES, L.** (2008). Le mouvement migratoire et les esclaves de l'agriculture intensive en Amérique latine, in Migration Société, [En ligne] URL : <https://www.cairn.info/revue-migrations-société>, (Consulté 19/09/2022).
- **LOBLEY, M. et REED, M.** (2009). The contribution of organic farming to rural development: An exploration of the socio-economic linkages of organic and non-organic farms in England, in Land Use Policy n°26, pp 723–735. 2, [en ligne] URL: <https://www.lm3online.org/>, (consulté le 18/11/2021).
- **MARFAING, L.** (2010). De la migration comme potentiel de développement local, in Migrations Société, [en ligne] URL : <https://www.Cairn.Info.fr>, (consulté le 29/06/2022).

- **PISTRE, P.** (2021). Migrations internationales dans les campagnes : S'installer, être installé ou accompagné, *Etudes rurales*, <https://www.jourlals.openedition.org>, (Consulté le 29/06/2022).
- **TALLET, B.** (1985). Espaces ethniques et migrations, comment gérer le mouvement, in *politique africaine*, Vol 20, p 65-77, <https://www.lissa.fr>, (consulté le 23/06/2022).
- **WADE, S. et WADE, A.** (2018). La migration, facteur urbanisant et de développement socio territorial dans la vallée du fleuve Sénégal, *Etude urbaines africaines, approches complémentaires*, <https://doi.org/10.4000/etudescaribeennes.11651>, (consulté le 19/10/22).

ANNEXES

Annexe 1 : ATTESTATION DE RECHERCHE

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

UNIVERSITÉ DE YAOUNDÉ I

FACULTÉ DES ARTS, LETTRES
ET SCIENCES HUMAINES

DÉPARTEMENT DE SOCIOLOGIE

BP : 755 Yaoundé

Siège : Bâtiment Annexe FALSH-UYI, à côté AUF

E-mail : depart.socio20@gmail.com



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

THE UNIVERSITY OF YAOUNDE I

FACULTY OF ARTS, LETTERS
AND SOCIAL SCIENCES

DEPARTMENT OF SOCIOLOGY

ATTESTATION DE RECHERCHE

Je soussigné, Professeur **LEKA ESSOMBA Armand**, Chef de Département de Sociologie de l'Université de Yaoundé I, atteste que l'étudiante **BEKADA NGONO Georgette Miriane**, Matricule **16F132**, est inscrite en Master à vocation professionnelle, option Management du Développement Rural (MDR). Elle effectue, sous la Direction du Docteur **LEUMAKO Jeannette épouse NONGNI**, un travail de recherche sur le thème : « *Migration agricole et développement rural : cas de la commune de Mfou* ».

Je vous serais reconnaissant de lui fournir toute information non confidentielle, susceptible de l'aider dans cette recherche.

En foi de quoi, la présente attestation lui est délivrée pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à Yaoundé, le 17 0 AOUT 2021

Le Chef de Département



Annexe 2 : AUTORISATION ADMINISTRATIVE

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
 Paix-Travail-Patrie

 REGION DU CENTRE

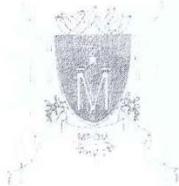
 DEPARTEMENT DE LA MEFOU ET AFAMBA

 COMMUNE DE MFOU

 SECRETARIAT GENERAL

 DEPARTEMENT DES AFFAIRES GENERALES *st*

 SERVICE DES RESSOURCES HUMAINES



REPUBLIC OF CAMEROON
 Peace-Work-Fatherland

 CENTRE REGION

 MEFOU AND AFAMBA DEPARTMENT

 MFOU COUNCIL

 GENERAL SECRETARY

 GENERAL AFFAIRS DEPARTMENT

 HUMAN RESOURCES SERVICE

26 JAN 2022

AUTORISATION ADMINISTRATIVE

Je soussigné *Francis Ngoumou*
PLET-TOG/HE ; Maire de la Commune de Mfou,
 autorise Madame BEKADA NGONO Georgette Mirane, étudiante à
 l'Université de Yaoundé I en cycle Master Option : « Développement Rural »
 Matricule 16F132, à collecter les informations non confidentielles et seulement
 celles en rapport avec l'objet de ses recherches au service de la Coopération, du
 Partenariat et du Développement Local.

En foi de quoi la présente autorisation lui est délivrée pour servir et valoir
 ce que de droit.



Francis Ngoumou
PLET-TOG/HE

Annexe 3 : GUIDE D'ENTRETIEN DESTINE AUX ENQUÊTÉS (autochtones)

Bonjour /bonsoir Monsieur/Madame, je m'appelle BEKADA NGONO Georgette Miriane étudiante au département de sociologie de l'Université de Yaoundé I. Dans le cadre d'une recherche académique portant sur « L'immigration agricole interne et le développement local dans la commune de Mfou », le présent guide d'entretien vise à recueillir les informations utiles dans le cadre de mon travail de recherche. S'il vous plait, je désire m'entretenir avec vous dans un intervalle de 10 à 15 min tout en vous garantissant de l'anonymat et de la confidentialité de vos réponses. Je vous prie de répondre précisément et sincèrement aux questions ci-dessous.

MODULE I : Identification de l'enquêté(e)

1. Nom (s) et prénom(s)
2. Sexe
3. Age
4. Religion
5. Statut matrimonial
6. Région et Département d'origine
7. Milieu de résidence
8. Profession ou activité

MODULE II : Profils et itinéraires des immigrants internes à Mfou.

1. Depuis combien d'années avez-vous remarqué l'entrée massive des immigrants dans votre localité ?
2. Pouvez-vous nous citer les différentes populations du Cameroun qui font leurs entrées et installations dans votre localité ?
3. Pouvez-vous déterminer la périodicité de leur installation ?

MODULE 3 : fondements de l'immigration agricole interne

1. A votre avis quelles sont les raisons qui ont favorisé l'installation des immigrés dans votre localité ?

MODULE 4 : Rapports économiques, sociaux et culturels entre les immigrés agricoles internes et les populations autochtones

1. Que pensez-vous des immigrés qui font l'agriculture ici à Mfou ?

2. Quelles relations entretenez-vous avec les immigrés internes depuis leur installation dans votre localité ?
3. Comment font-ils pour s'intégrer dans cet environnement de Mfou ?
4. Les immigrés respectent-ils les valeurs traditionnelles de la communauté de Mfou ?
5. Comment font-ils pour entrer en possession des terres ?
6. Quels sont les problèmes que les allogènes rencontrent après obtention des terres ?
7. A quels types d'activités s'intéressent-ils ?

MODULE 5 : Contribution de l'immigration agricole interne au développement socio-économique de Mfou

1. Comment est-ce que les activités pratiquées par les immigrés participent au développement de la localité?
2. Quel était l'état de lieu de la Commune avant l'entrée des immigrés ?
3. Quelles sont les activités locales pratiquées avant l'arrivée des immigrés dans la localité de Mfou ?
4. Qu'est-ce qui montre visiblement qu'il y a évolution du développement Mfou ?

Annexe 4 : GUIDE D'ENTRETIEN DESTINE AUX ENQUÊTÉS (immigrés)

Bonjour /bonsoir Monsieur/Madame, je m'appelle BEKADA NGONO Georgette Miriane étudiante au département de sociologie de l'Université de Yaoundé I. Dans le cadre d'une recherche académique portant sur « L'immigration agricole interne et le développement local dans la commune de Mfou », le présent guide d'entretien vise à recueillir les informations utiles dans le cadre de mon travail de recherche. S'il vous plait, je désire m'entretenir avec vous dans un intervalle de 10 à 15 min tout en vous garantissant de l'anonymat et de la confidentialité de vos réponses. Je vous prie de répondre précisément et sincèrement aux questions ci-dessous.

MODULE I : Identification de l'enquêté(e)

1. Nom (s) et prénom(s)
2. Sexe
3. Age
4. Religion
5. Statut matrimonial
6. Région et Département d'origine
7. Milieu de résidence
8. Profession ou activité

MODULE II : Profils et itinéraires des immigrants internes à Mfou.

1. Depuis combien d'années êtes-vous installé dans la localité de Mfou ?
2. Avant d'arriver à Mfou, dans quelles zones étiez-vous ?
3. Pourquoi avoir choisi la localité de Mfou en particulier ?
4. Votre installation est de quelle période ?

MODULE 3 : Fondements de l'immigration agricole interne

1. Quelles sont les raisons de votre immigration dans la localité de Mfou ?

MODULE 4 : Rapports (économiques, sociaux et culturels) entre les immigrés agricoles internes et les populations autochtones

1. Quelles relations entretenez-vous avec les populations autochtones depuis votre installation dans leur localité ?
2. Comment procédez-vous pour votre intégration à Mfou ?
3. Quelles activités de votre culture d'origine partagez-vous avec les autochtones ?
4. Comment faites-vous pour entrer en possession des terres ?
5. Quels sont les problèmes que vous rencontrez après obtention des terres ?

6. A quels types d'activités vous adonnez-vous plus ?

MODULE 5 : Contribution de l'immigration agricole interne au développement socio-économique de Mfou

1. Quel était l'état de lieu de la Commune à votre arrivée ?
2. Les ressources ou revenus que vous obtenez ici, où est-ce que vous investissez?
3. Quelles sont les activités pratiquées par les locaux ?
4. Quels sont vos différents produits destinés sur le marché ?
5. Pensez-vous que vos activités participent au développement de la localité de Mfou ?
6. Qu'est-ce qui montre qu'il y a évolution du développement local à Mfou ?

Annexe 5 : GUIDE D'ENTRETIEN DESTINE AUX ACTEURS INSTITUTIONNELS

(Chefs traditionnels, notables, autorités administratives)

Bonjour /bonsoir Monsieur/Madame, je m'appelle BEKADA NGONO Georgette Miriane étudiante au département de sociologie de l'Université de Yaoundé I. Dans le cadre d'une recherche académique portant sur « L'immigration agricole interne et le développement local dans la commune de Mfou », le présent guide d'entretien vise à recueillir les informations utiles dans le cadre de mon travail de recherche. S'il vous plait, je désire m'entretenir avec vous dans un intervalle de 10 à 15 min tout en vous garantissant de l'anonymat et de la confidentialité de vos réponses. Je vous prie de répondre précisément et sincèrement aux questions ci-dessous.

MODULE I : Identification de l'enquêté(e)

1. Nom (s) et prénom(s)
2. Sexe
3. Age
4. Religion
5. Statut matrimonial
6. Région et département d'origine
7. Milieu de résidence
8. Profession ou activité

MODULE I : Dynamiques de Constructions des Rapports Sociaux Culturels entre Autochtones et Allogènes

1. Quelles sont les différents groupes ethniques représentés au sein de votre localité ?
2. Si votre localité accueille des immigrants de quelles régions sont-ils ?
3. Quelle est la proportion statistique des populations immigrées à Mfou par rapport aux autochtones ?
4. Ces groupes de populations sont-ils représentés au sein de votre localité dans les différentes structures d'organisation locale?
5. A votre avis, quelles relations y'a t-ont entre les autochtones et les allogènes dans la localité de Mfou ?
6. Qu'est ce qui est à l'origine de ce type de relations ?
7. Quels sont les types d'acteurs qui interviennent généralement dans la gestion des conflits au sein de votre village ?
8. En cas de conflits comment est-ce que les litiges se règlent entre les deux communautés ?
9. Quelles sont les facilités instituées par la chefferie (et votre service) pour l'intégration des immigrants dans la localité de Mfou ?

MODULE II : Implémentation du Développement Local

1. Quelles sont les principales activités de votre localité ?
2. Quelles sont les stratégies mises en œuvre pour l'implémentation du développement local dans la commune de Mfou ?
3. Comment les immigrés participent à la mise en œuvre de la politique locale de développement de Mfou ?

TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE	i
EDICACE.....	i
REMERCIEMENTS	iii
LISTE DES FIGURES.....	vi
LISTE DES TABLEAUX.....	vii
LISTE DES PHOTOS.....	viii
RESUME.....	ix
ABSTRACT	x
INTRODUCTION.....	1
I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION	2
II. PROBLEME.....	3
III. PROBLEMATIQUE	4
III.1. Dynamiques migratoires agricoles internes et développement local	5
III.2. Diversité des facteurs migratoires	7
III.3 Migrations agricoles internationales et développement durable	10
IV. QUESTIONS DE RECHERCHE	14
IV.1. Question principale :	14
IV.2. Questions secondaires :	14
V. HYPOTHÈSES DE RECHERCHE	14
V.1. Hypothèse principale :.....	14
V.2. Hypothèses secondaires :.....	15
VI. OBJECTIFS DE L'ETUDE.....	15
VI.1. Objectif général.....	15
VI.2. Objectifs Secondaires.....	15
VII- METHODOLOGIE	16
VII. 1 Ancrage théorique.....	16
VII. 1. 1 La théorie des représentations sociales.....	16
VII. 1. 2 Théorie du changement social	17
VII. 1. 3 Le Constructivisme structuraliste	18
VII.2. Population de l'étude et échantillonnage.....	20
VII.2. 1 Méthode et population de l'étude	20
VII. 2. 2 Types d'échantillonnage, échantillon et représentativité.....	21

VII. 3. Techniques de collecte des données	22
VII. 3.1 -La recherche documentaire	22
VII 3.2- L'observation directe.....	22
VII 3. 3 L'entretien semi-directif	23
VII.3.4 Le récit de vie	24
VII. 4 Technique d'analyse : l'analyse de contenu	24
VIII- DELIMITATION SPATIO-TEMPORELLE	25
IX- DEFINITION DES CONCEPTS.....	28
IX.1 Migration interne.....	28
IX.2 Immigration agricole interne.....	28
IX. 3 Développement local.....	29
IX. 4 Commune	30
X- STRUCTURE DU TRAVAIL.....	30
PREMIERE PARTIE : ITINERAIRES MIGRATOIRES ET FONDEMENTS SOCIO- ECONOMIQUES.....	31
CHAPITRE 1 : CARACTERISTIQUES SOCIO-DEMOGRAPHIQUES ET ECONOMIQUES DE MFOU ET ITINERAIRES MIGRATOIRES	33
I. CARACTERISTIQUES DU MILIEU DE L'ETUDE	33
I.1 Caractéristiques géographiques de la commune de Mfou	33
I.1.1 Climat et relief	33
I.1.2 Hydrographie, végétation et faune.....	35
I.2. Caractéristiques démographiques et économiques de la Commune de Mfou	36
I.2.1 Composantes démographiques.....	36
I.2.2 Composantes économiques de la Commune de Mfou	37
II. ETAT ET TRAJECTOIRE IMMIGRATOIRE À MFOU	40
II.1 Bref état de la migration interne au Cameroun en général et dans le Centre en particulier.....	41
II.1.1 Bref état de la migration au Cameroun.....	41
II.1.2 Bref état de la migration interne dans le Centre (Mfou).....	43
II.2. Itinéraires et trajectoires des immigrés internes à Mfou.....	47
II.2.1. Typologie des trajectoires des migrants installés à Mfou.....	48
CHAPITRE 2 : FONDEMENTS SOCIAUX ET ECONOMIQUES DE L'IMMIGRATION AGRICOLE INTERNE À MFOU	54
I. FONDEMENTS SOCIAUX DE L'IMMIGRATION AGRICOLE À MFOU	54

I. 1 l'impossibilité d'accès aux services sociaux de base dans la région d'origine : le cas de la santé et de l'éducation	55
I.1.1 Des difficultés d'accès aux soins sanitaires dans les zones d'origines.....	55
I.1. 2 Les mobiles éducatifs de l'immigration à Mfou	57
I.2 Du changement climatique à l'insécurité alimentaire : vulnérabilité et poussée écomigratoire	59
I.2.1 Le changement climatique : un facteur non négligeable	59
I.2. 2 Du changement climatique à l'insécurité alimentaire.....	60
I. 3 Fondements démographiques et culturels de l'immigration agricole à Mfou	62
I.3.1. La croissance démographique et dividende démographique	62
II LES FONDEMENTS ECONOMIQUES DE L'IMMIGRATION AGRICOLE À MFOU.	66
II.1 Le chômage et le sous-emploi dans les zones d'origines.....	67
II.2 Le sous-développement du secteur informel dans les zones d'origines.....	69
II.3 L'attractivité foncière de Mfou.....	71
II 4 L'agriculture et le commerce : une aubaine à Mfou.....	72
DEUXIEME PARTIE : DYNAMIQUE DES RAPPORTS SOCIOCULTURELS ET CONTRIBUTION DES IMMIGRES AGRICOLES AU DEVELOPPEMENT LOCAL.....	76
CHAPITRE 3 : DYNAMIQUE DES RAPPORTS ENTRE LES IMMIGRES AGRICOLES INTERNES ET LES POPULATIONS AUTOCHTONES.....	78
I. REPRESENTATIONS SOCIALES DES IMMIGRES INTERNES PAR LES AUTOCHTONES DE MFOU	78
I.1. L'imaginaire constructeur de l'immigré à Mfou	79
I.1.1 L'immigré perçu comme un acteur de la cohésion sociale.....	79
I.1.2 Immigré : perçu comme un porteur d'innovations	83
I.1.3 Immigré : représenté comme un acteur de développement économique local	86
I.2. La caricature déformatrice	88
I.2.1 L'immigré : un « étranger » stigmatisé ?.....	89
I.2.2 L'immigré représenté comme un envahisseur	90
II. LE FONCIER A L'EPICENTRE DES RAPPORTS SOCIAUX ENTRE AUTOCHTONES-IMMIGRES	91
II .1 Typologies des rapports à Mfou	92
II.1.1 Terre et sociabilité à Mfou.....	92
II.1.2 Terre et conflits à Mfou	93
II.2 Modes d'acquisitions des terres dans la commune de Mfou	94

II.2.1 la location et l'achat.....	95
II.2.2 Le don	96
CHAPITRE 4 : CONTRIBUTION DE L'IMMIGRATION AGRICOLE INTERNE DANS LE PROCESSUS DE DEVELOPPEMENT SOCIO-ECONOMIQUE LOCAL	98
I. IMMIGRATION AGRICOLE INTERNE ET DEVELOPPEMENT LOCAL A MFOU....	99
I.1 Emergence et approches du développement local à Mfou.....	99
I.2. Dynamique de l'économie : une action collective des immigrants de Mfou.....	101
I.2. 1 Migration et innovation en agriculture.	102
I.2.2 l'élevage dans le système d'activité de production économique local	106
I.3 Restructuration du Secteur	109
I.3. 1 Reconfiguration du secteur agricole	110
I.3.2 Les mutations dans le secteur commercial.....	112
I.4. Reconfiguration sociodémographique et valorisation des actions collectives pour un développement holistique.....	114
I.4 1 Brassage culturel : voie d'intégration et conséquence d'un développement social à Mfou	114
I.4.2 Construction des infrastructures de santé de base par les immigrants.....	115
II. LES FAIBLESSES DE L'OPTIMISATION DE LA RENTABILITE DE L'INITIATIVE IMMIGRATOIRE À MFOU	117
II.1. Immigration et croissance des violences économiques	118
II.1.1 Les violences inhérentes aux actions des individus.....	118
II.1.2 Violences ou crises environnementales	123
II.2. La recrudescence des fractures socioculturelles et démographiques.....	124
II.2.1 Les violences civiques	124
II.2.2 Les violences culturelles.....	125
CONCLUSION Générale.....	127
BIBLIOGRAPHIE	134
ANNEXES	a